

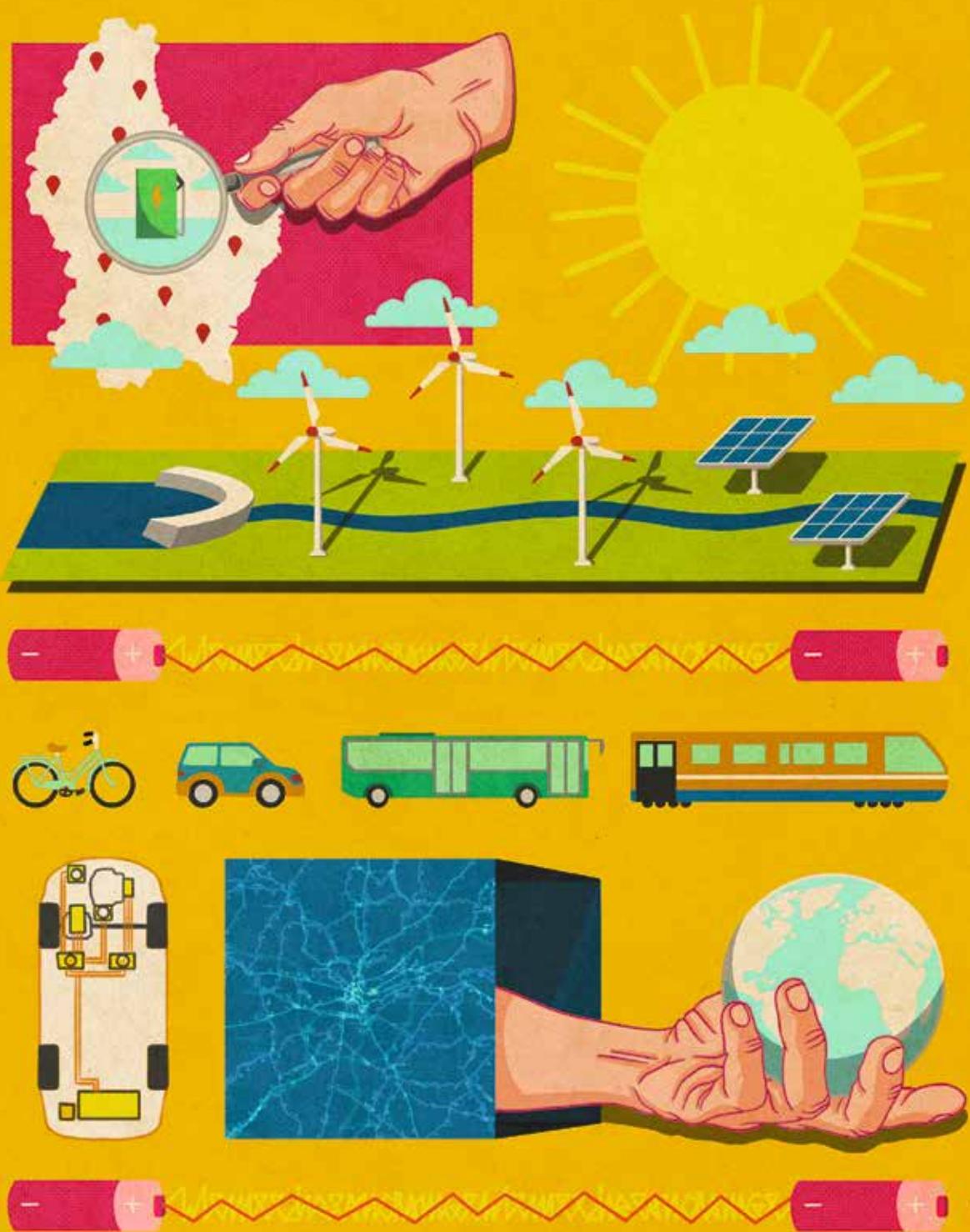
MERKUR

Published by Luxembourg Chamber of Commerce
www.cc.lu

NOV • DEC 2023

Cover Story: Écomobilité
L'avenir sera-t-il électrique?

The Interview: Gerry Wagner
Success Story: Sales-Lentz



54
4 €
9 770241 841366

CHAMBER
OF COMMERCE
LUXEMBOURG

Le nouvel eCitan.

Feels Giant.



Réservez dès maintenant votre essai routier
chez Merbag à Leudelange.

MERBAG



MERKUR

Vers le tout électrique ?

La Chambre de Commerce abordera prochainement, dans une publication réalisée par son département économique, plusieurs thématiques liées à l'électromobilité. Le dossier de ce mois se veut être une introduction à ce vaste sujet et propose d'en offrir un tour d'horizon. En effet, au regard des enjeux énergétiques actuels, le secteur des transports, qu'ils soient privés ou professionnels, est la source de près d'un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre. L'accélération du réchauffement climatique est devenue une réalité que chacun peut éprouver quasi quotidiennement et ses conséquences sont de plus en plus visibles sur notre planète. Ainsi, quasi tous les États ont inscrit sur leur feuille de route pour les années à venir, le développement de politiques publiques visant à faire émerger une mobilité plus propre. Parmi celles-ci, le déploiement de la mise en circulation de véhicules plus respectueux de l'environnement. Quels sont les grands défis de cette transition vers l'électromobilité ? Comment le Luxembourg va-t-il s'emparer de ces questions ? Voici quelques-uns des sujets abordés dans le dossier de ce numéro de Merkur.

Au fil des pages, ce magazine est également l'occasion d'aller à la rencontre d'entreprises et autres acteurs qui s'intéressent de

près à l'électromobilité. Ainsi, *The Interview* accueille Gerry Wagner, porte-parole de la House of Automobile et Vice-président de l'association mobiz. Il estime que la transition vers l'électromobilité doit se faire dans les meilleurs délais, mais ne doit pas ignorer les réalités économiques et sociales.

Dans la rubrique *Success Story*, vous partirez à la rencontre d'Enovos, qui est le principal fournisseur d'énergie (électricité et gaz naturel) du Luxembourg et qui s'adresse aussi bien aux entreprises industrielles, qu'aux PME et aux ménages du pays. À découvrir également, Sales-Lentz, une entreprise familiale de transport de personnes qui possède aujourd'hui 800 véhicules, plusieurs dépôts de bus dans le pays et emploie 1.900 personnes.

Dans la rubrique *Startups by Silicon Luxembourg*, vous pourrez découvrir sur 4 pages, un aperçu de la riche actualité startups du pays.

La rubrique *The Economy* revient en détail sur les résultats du dernier *IMD World Talent Ranking*, aborde la cybersécurité à l'heure où le digital irrigue toutes les activités économiques, et le financements des startups. La rubrique propose également le premier volet d'une série d'articles consacrés à la situation économique de nos voisins de la Grande Région, en commençant par le Grand Est français. La Fondation IDEA donne des pistes pour une mobilité plus vertueuse des salariés du pays ; la rubrique *Legal Insight* s'intéresse à la réforme tant attendue du droit de la faillite avec une loi entrée en vigueur ce 1^{er} novembre ; la rubrique *Market Watch* vous propose un détour par le Mexique, possible porte d'entrée pour les marchés nord et sud américains et la rubrique *Meet our Members* est partie à la rencontre de l'entreprise familiale Haesaerts Luxembourg.

Enfin, ce numéro de Merkur est accompagné du neuvième titre de la série des Guides Pratiques de la Chambre de Commerce, consacré cette fois à la pré-création d'entreprise et à la nécessité d'avoir une vision claire.

La version anglaise du dossier est à découvrir sur [cc.lu](https://www.cc.lu) :



Bonne découverte et bonne lecture !

« *Comment le Luxembourg va-t-il s'emparer des questions liées à l'électromobilité.* »

44

Cover Story:

Écomobilité

L'avenir sera-t-il électrique? 44 — 53

Le secteur des transports, qu'ils soient privés ou professionnels, est la source de près d'un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les États inscrivent désormais quasi tous sur leur feuille de route pour les années à venir, le développement de politiques publiques visant à faire émerger une mobilité plus propre. L'électromobilité est ainsi devenue un enjeu majeur pour répondre aux problématiques environnementales. Quels sont les grands défis de cette transition vers l'électromobilité? Comment le Luxembourg va-t-il s'emparer de ces questions?



08 CORPORATE NEWS

08 — 26

Plus de 90.000 entreprises créent, innovent, produisent, embauchent, exportent, remportent des contrats, lancent de nouveaux projets...Rendez-vous avec la vie des entreprises du Luxembourg.

28 INSTITUTIONAL NEWS

28 — 43

Les chambres professionnelles, fédérations, associations, ministères et autres institutions, négocient, encadrent, forment, contribuent au débat public, organisent des rencontres... Rendez-vous avec leurs activités.

54 THE ECONOMY

54 — 66

Entreprises innovantes	
Faciliter leur financement	54
Cybersecurité	
L'enjeu vital d'une économie digitale	56
IMD World Talent Ranking 2023	
Disponibilité de la main-d'œuvre : socle de la croissance	58
Comment vont nos voisins? 1/4	
Le Grand Est mise sur le retour de l'industrie	60
The Eye of the Economist	62
Show and tell	64
In a Nutshell	66

68 IDEAS TO SHAPE THE FUTURE

68 — 69

Mobilité durable
Incitation fiscale

70 LEGAL INSIGHT

70 — 71

Préservation des entreprises et faillite
Le Luxembourg se dote d'une nouvelle législation

74 THE INTERVIEW

74 — 77

Gerry Wagner

82 SUCCESS STORY

82 — 93

Sales-Lentz	
Faire bouger les lignes	82
Enovos	
De l'électricité dans l'air... l'eau et le feu	88



p. 08



p. 44



p. 98

94 MEET OUR MEMBERS 94 — 95

Haesaerts Luxembourg
 Moderne et pionnière!

96 MEET OUR PEOPLE 96

98 LUXEMBOURG RISING 98 — 99

100 IN THE SPOTLIGHT 100 — 110

- SME Open Day 2023 100
- Grand débat à la Chambre de Commerce avant les élections législatives 102
- L'INDR célèbre ses 15 ans 103
- Trois nouveaux *Dreamjobs Ambassadors* 104
- Événement de rentrée du BCFL 106
- Un e-forum d'envergure pour protéger la toile 109

La version en français de la Cover Story consacrée l'écomobilité est à retrouver sur:
www.cc.lu/merkur



— ENGLISH CONTENT —

- CORPORATE NEWS** 20
- INSTITUTIONAL NEWS** 43

MARKET WATCH 72

Mexico

STARTUPS BY SILICON LUXEMBOURG 78

IN THE SPOTLIGHT 100

- Pollutec: a platform for environmental and energy solutions 104
- Trade Mission to Kazakhstan 106
- Cluster for Logistics: Luxembourg 108
- Logistics Best Students Awards 108
- Exploring the Kosovo market 110

ÉLECTIONS POUR DÉTERMINER LA COMPOSITION DE LA NOUVELLE ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE



EXPLICATIONS SUR LES MODALITÉS ET PROCÉDURES

Avec quelque 95.000 entreprises affiliées, la Chambre de Commerce est le porte-parole attitré et le représentant légal des intérêts d'entreprises luxembourgeoises réunissant aujourd'hui 75% du total de l'emploi salarié et 80% du PIB du pays. La gouvernance de la Chambre de Commerce est assurée par une assemblée plénière composée de 25 membres, élus pour 5 ans et représentant l'ensemble des secteurs affiliés.

La Chambre de Commerce rappelle que la période d'inscription sur les listes électorales pour sa prochaine assemblée plénière, qui entrera en fonction au printemps 2024, débutera le 22 novembre et se terminera le 8 décembre 2023.

L'inscription sur les listes électorales se fera dorénavant de manière digitalisée via guichet.lu.

Une inscription est obligatoire pour participer aux élections en tant qu'électeur et afin de pouvoir, le cas échéant, s'inscrire en tant que candidat par la suite sur une proposition de candidat(s) qui sera mise à disposition par le bureau électoral au plus tard le 26 janvier 2024.

La fin du délai pour déposer les propositions et les déclarations de candidat(s) est fixée au 5 février 2024 à 18h00.

La fin du délai pour renvoyer les bulletins de vote est fixée au 21 mars 2024, le cachet de la poste faisant foi.

22 NOVEMBRE - 8 DÉCEMBRE 2023: INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES

Le président du bureau électoral envoie, fin novembre, à chaque ressortissant de la Chambre de Commerce un formulaire avec invitation de s'inscrire via guichet.lu sur les listes électorales et de vérifier les informations de base y répertoriées.

Cette plateforme électronique étatique sécurisée reprend pour chaque ressortissant de la Chambre de Commerce les informations de base suivantes: le numéro d'identité du ressortissant, la dénomination du ressortissant, la raison sociale, l'adresse physique postale, le groupe électoral et l'activité principale.

Les listes électorales sont arrêtées provisoirement au plus tard le 1^{er} janvier 2024.

2 JANVIER - 11 JANVIER 2024: RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES ET RECOURS

Du 2 janvier 2024 jusqu'au 11 janvier 2024 au plus tard, les intéressés disposent du droit de vérifier leur inscription correcte aux listes électorales.

Conformément à l'article 27 de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce, tout individu incorrectement ou indûment inscrit, dans un groupe électoral, ou dont le nom a été omis peut présenter un recours jusqu'au 11 janvier 2024 au plus tard, par écrit ou verbalement, au président du bureau électoral, en y joignant les pièces justifiant sa demande. Les recours sont reçus contre récépissé par le président du bureau électoral ou son délégué.

26 JANVIER 2024: ARRÊT DÉFINITIF DES LISTES ÉLECTORALES

En exécution des jugements ayant statué sur les recours, le président du bureau électoral modifie immédiatement les listes électorales qui sont arrêtées et clôturées définitivement au plus tard le 26 janvier 2024.

PROPOSITION DES CANDIDAT(S) (DÉLAI: 5 FÉVRIER 2024 À 18H00)

Les formulaires nécessaires à la proposition de candidat(s) sont à disposition des intéressés au plus tard le 26 janvier 2024 auprès du bureau électoral sous format papier et informatique.

Au plus tard le 26 janvier 2024, le bureau électoral fait publier un avis fixant les jours, heures et lieux auxquels il reçoit les propositions de candidat(s) et les déclarations d'éventuels témoins pouvant assister aux opérations de vote. L'avis indique deux jours au moins, parmi lesquels le dernier jour utile, et trois heures au moins pour chacun de ces jours avec un intervalle d'au moins cinq jours entre les deux jours. Le dernier délai utile est le 5 février 2024, de trois à six heures du soir.

Les propositions de candidat(s) parvenant après ce délai sont exclues d'office.

Il enregistre les propositions dans l'ordre de leur présentation et contre récépissé.

Lors de la remise de la proposition de candidat(s), le candidat ou le mandataire peut désigner un témoin pour assister aux opérations du bureau électoral afférent.

La proposition des candidat(s) doit être accompagnée d'une déclaration signée par le(s) candidat(s) et attestant qu'il(s) accepte(nt) la candidature dans ce groupe électoral. Elle est remise au bureau électoral par un des candidats en personne ou par un mandataire porteur d'une procuration.

La proposition des candidat(s) indique le groupe dans lequel figurent les candidats, les nom, prénoms, profession, domicile, date de naissance et signature des candidats ainsi que la dénomination de la société délégante pour les personnes morales.

Lors du dépôt d'une proposition de candidat(s) au bureau électoral, il est à faire strictement attention que les noms de personnes mariées désireuses de les faire accompagner par le nom de leur conjoint doivent être libellés de la façon suivante: « Annette MEYER épouse MÜLLER ». Les noms-dits doivent être libellés de la façon suivante : « Joseph dit Jupp MEYER ». Toute fausse inscription sur la liste précitée sera refusée lors du dépôt des propositions.

Pour les candidats suppléants qui sont également inscrits, l'ordre de remplacement est à inscrire séparément dans la colonne afférente.

Le 5 février 2024, à 18h00 au plus tard, toutes les propositions et déclarations de candidats doivent être remises au bureau électoral.

Le jour même de la clôture des listes des propositions de candidat(s), le président du bureau électoral fait connaître les nom, prénoms, profession et domicile des candidats des différents groupes électoraux au ministre.

Le 6 mars 2024 au plus tard, en cas d'élections, le président du bureau électoral envoie sous pli recommandé à chaque personne exerçant le droit de vote un bulletin de vote en même temps qu'une notice contenant les instructions électorales.

Les bulletins renvoyés après le 21 mars 2024 sont exclus d'office, le cachet de la poste faisant foi.

NOMBRE DE CANDIDATS

L'assemblée plénière de la Chambre de Commerce se compose de 25 membres effectifs et de 25 membres suppléants.

La répartition sectorielle et la répartition des sièges sont fixées comme suit :

Groupe 1	Commerce, et autres activités commerciales non spécialement dénommées	8 sièges
Groupe 2	Sociétés de participations financières	1 siège
Groupe 3	Industrie et entreprises au service de l'industrie	8 sièges
Groupe 4	Banques et autres activités financières	5 sièges
Groupe 5	Assurances	1 siège
Groupe 6	Hôtellerie, restaurations et cafetiers	2 sièges

Sont à considérer comme « Sociétés de participations financières » les sociétés qui détiennent principalement des participations financières et qui sont répertoriées comme telles selon la Nomenclature générale des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE) dans sa version luxembourgeoise.

Selon l'article 30 de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce : « Lorsque le nombre des candidats d'un groupe ne dépasse pas celui des membres effectifs et des membres suppléants à élire dans ce groupe ou lorsque le nombre des candidats proposés est inférieur à celui des membres effectifs et des membres suppléants à élire dans ce groupe, ces candidats sont proclamés élus par le président du bureau électoral sans autre formalité, sous condition toutefois que pour ce groupe, il n'ait été présenté qu'une seule proposition de candidats et que cette proposition désigne expressément, d'une part, les membres effectifs, et, d'autre part, les membres suppléants dans l'ordre suivant lequel ils doivent remplacer les membres effectifs. Il en est dressé procès-verbal qui est signé, séance tenante, par le président du bureau électoral, pour être immédiatement adressé au ministre. »

Selon l'article 32 de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce : « Une proposition de candidats ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur au nombre des délégués effectifs et suppléants à élire. Toute candidature isolée est considérée comme formant une proposition de candidat à elle seule. Au cas où pour un groupe électoral il n'a été présenté qu'une seule proposition de candidats et que cette proposition ne présente pas assez de candidats à élire, le nombre total de membres élus, ainsi que le nombre de délégués prévu pour ce groupe électoral, est diminué d'autant. Au cas où pour un ou plusieurs groupe(s) électoral(aux), il n'a été présenté aucune proposition de candidats, il sera procédé à des nouvelles élections dans ce(s) groupe(s) après constitution de l'assemblée plénière et dans un délai maximal de six mois.»

La présente note est faite sous toutes réserves alors que notamment l'avis du bureau électoral fixant les modalités de la présentation des candidats est déterminant.



Pour plus d'informations:
www.cc.lu/dossiers-thematiques/elections-cc-2024
Renseignements complémentaires concernant la procédure électorale
par téléphone au 42 39 39-270
ou par courriel à l'adresse : elections2024@cc.lu



Corporate News

CK Group

Distributeur de la marque à la pomme

CK élargit les activités de sa branche *Office technologies* en devenant distributeur de la marque Apple pour le secteur B2B, ce qui reflète l'engagement de l'entreprise familiale à fournir des solutions technologiques de pointe répondant aux besoins complexes et en constante évolution de ses clients. En effet, que ce soit pour améliorer l'efficacité opérationnelle, favoriser la collaboration au sein des équipes ou stimuler la créativité, Apple apporte une variété d'options qui s'alignent sur les objectifs des entreprises d'aujourd'hui, quels que soient leur taille ou leur secteur d'activité. Les produits et accessoires de la marque Apple sont en démonstration dans le showroom de CK à Leudelange. Des experts de l'enseigne sont là pour guider les clients dans la sélection des produits les mieux adaptés à leurs besoins et assurer un support technique continu.

Ludwig / ServicePLAN Belux L'union fait la force

Ludwig, agence de communication créative fondée au Luxembourg et Serviceplan Belux, filiale du groupe Serviceplan fondé à Munich en 1970, se sont associées au Luxembourg pour former l'agence de communication Ludwig | Serviceplan. L'alliance des deux agences part d'une volonté commune de formaliser de nouvelles opportunités de services de communication sur le territoire luxembourgeois. Grâce à cette association, Ludwig | Serviceplan propose une offre unique de communication 360° locale grâce à ses expertises et à la fusion des équipes en création, stratégie, design, production, média, digital et médias sociaux, le tout renforcé par une bonne compréhension du marché luxembourgeois et des caractéristiques de la Grande Région.



— G.A.N.G. —

G comme générosité, A comme amour...

G.A.N.G., comme Générosité, Amour, Nourriture et Goût, est le nom choisi par Stéphanie Jauquet et Salvatore Barberio pour leur nouveau foodhall ouvert mi-septembre au cœur du shopping-center Belle Étoile à Bertrange. Les deux amis restaurateurs passionnés par leur métier ont pris deux ans pour concevoir, développer et créer le vaste food court de 1.800 m² qui souhaite réinventer les plaisirs de la table.

G.A.N.G., ce sont deux restaurants (Grand Café et Specto) et un bar Um Plateau, auxquels s'ajoute un *food court* proposant un festival de saveurs pour surprendre et ravir les palais, dans un espace de consommation partagé, pouvant accueillir jusqu'à 500 personnes. Celui-ci est organisé comme une place de village, avec un grand arbre central, des chaises et des tables et, tout autour, sept corners de restauration (rôtisserie, burger, pizza, pasta, Asia, breakfast et barista) ainsi qu'un bar à bières afin de satisfaire les goûts et envies de chacun. L'offre du G.A.N.G. *Food-Sharing* est également disponible à emporter ou en livraison.

Le nouvel espace a pour ambition de favoriser les échanges, de permettre aux gens de se parler et de profiter d'une parenthèse bienfaitrice à l'heure du déjeuner, de l'apéritif, du dîner ou du goûter, G.A.N.G. affichant des horaires

d'ouverture bien plus larges qu'un restaurant traditionnel. Pour que chacun vive une expérience inédite, le cadre et l'atmosphère du *foodhall* ont fait l'objet d'attentions particulières pour un résultat inspirant. Pour ce faire, Stéphanie Jauquet (Um Plateau, Cocottes et La Baraque) et Salvatore Barberio (RedBeef et Grand Café) ont fait appel à l'architecte d'intérieur spécialisée dans le domaine de l'Horeca, Véronique Witmeur, à des artistes (le Franco-Luxembourgeois Jacques Schneider, l'Argentin Pablo Piatti et le collectif néerlandais Rotganzen), mais aussi et surtout à des professionnels passionnés de la restauration, en salle comme aux fourneaux. G.A.N.G. est enfin le fruit d'une étroite collaboration avec le centre commercial de la Belle Étoile qui se définit, lui aussi, comme un lieu de vie avant d'être un espace dédié au shopping. —

— GAULT&MILLAU —

Belle moisson de distinctions

Gault&Millau a dévoilé le lundi 23 octobre 2023 les lauréats de sa toute nouvelle édition «Gault&Millau Luxembourg 2024», la 5^e à être 100% luxembourgeoise.

Le guide, bilingue français-anglais, reprend, outre les restaurants et brasseries, des adresses HIP, les meilleurs bars du pays, les meilleurs chocolatiers ainsi qu'une sélection du sommet du vignoble luxembourgeois «les Stars de la Moselle». Les chroniqueurs du guide ont comme chaque année depuis plus de 20 ans, visité anonymement et en toute impartialité, les adresses qui se retrouvent aujourd'hui dans cette 5^e édition vouée exclusivement au Grand-Duché.

Cette année, pour couronner sa persévérance, sa créativité et sa constance autant que son évolution, c'est Louis Linster, chef du Restaurant Léa Linster (Frisange), qui a été récompensé du titre de Chef de l'Année 2024. Cette haute distinction attribuée à un chef aussi jeune reste exceptionnelle. Il atteint du même coup la note de 17/20, entrant ainsi dans le club très fermé des 4 toques, aux côtés de Ma Langue Sourit, La Distillerie, Fani et Mosconi.

Les autres lauréats de cette année sont: B.A.C. «Bar de l'Année»; Manzoku «HIP of the Year»; Paul Bungert (Ma Langue Sourit) «Pâtissier de l'Année»; Olivier Petit (Mosconi) «Sommelier de l'Année»; le duo mère-fille Lysiane & Katell Guillou (Guillou Campagne) «Hôtesse de l'Année»; Specto (Chef Moris Clip au G.A.N.G) «Découverte de l'Année», Févi Gaudium (Chef Fernando Andreu) «Méditerranéen de l'Année» et Clovis Degrave (Grünewald Chefs table & Hostellerie du Grünewald) «Jeune Chef de l'Année». —

— ALD AUTOMOTIVE / LEASEPLAN —

Une nouvelle marque pour la mobilité de demain

ALD Automotive et LeasePlan ont lancé Ayvens, leur nouvelle marque de mobilité internationale qui les unit sous une seule et même identité. Cette nouvelle marque est un nouveau pas significatif après le lancement d'un plan de développement stratégique triennal en septembre 2023.

Le groupe ALD Automotive / Leaseplan s'engage fortement dans la mobilité du futur. La nouvelle marque Ayvens poursuit ce but en définissant un positionnement unique pour l'entreprise, en soulignant ce qui la rend différente et la valeur qu'elle apporte aux différents clients. La promesse de cette nouvelle marque est de «rendre la vie plus fluide» (*"make life flow better"*) en assurant une mobilité plus simple, plus intelligente et plus durable.

Au Luxembourg, seule ALD Automotive fait partie du nouveau groupe et devient Ayvens, toujours sous la direction de Dominique Roger en sa qualité de *Country Managing Director*.

La société LeasePlan Luxembourg a quant à elle été rachetée par Leasys, une marque détenue par Stellantis et Crédit Agricole Consumer Finance.

Le nouveau groupe Ayvens est en mesure de devenir le premier acteur mondial de la mobilité durable. Avec la plus grande flotte de véhicules électriques multimarques au monde et un total de 3,4 millions de véhicules gérés, l'entreprise souhaite montrer la voie menant vers l'objectif de zéro émission nette et poursuivre la transformation numérique du secteur. Le nom Ayvens a été choisi pour son côté simple mais statutaire, qui reste en mémoire, un nom qui indique la voie à suivre pour progresser. —



Jado.lu Un calendrier de l'aveut spiritueux

Jado.lu, entreprise spécialisée dans le cadeau personnalisable 100% luxembourgeois, lance pour cette fin d'année 2023, un calendrier de l'aveut composé de 24 spiritueux de fabrication locale. Baptisé *Drepplen duerch Lëtzebuerg*, celui-ci permet en outre de découvrir 24 *fun facts* sur le Luxembourg, ses régions, villes, coutumes et légendes, sur chacune des étiquettes colorées des petites bouteilles de dégustation. Les amateurs de bonnes choses pourront ainsi se régaler, tout en découvrant des informations surprenantes sur les célèbres châteaux du pays, ses paysages à couper le souffle, ses festivals colorés et ses légendes envoûtantes.

■ Le calendrier est une édition limitée à 250 pièces, commandable sur la boutique en ligne www.jado.lu/shop

Gcore Lancement d'un Generative AI Cluster

Gcore, fournisseur européen d'infrastructures mondiales haut de gamme pour l'IA, a annoncé le lancement de son *Generative AI Cluster* offrant des capacités GenAI exceptionnelles, permettant à un large éventail d'utilisateurs, startups ou entreprises établies, d'accélérer la formation de leurs modèles d'IA et stimulant ainsi l'innovation dans ce domaine pionnier. Ce développement est alimenté par un investissement important dans des *Graphics Processing Unit* (GPU) performants et leaders sur le marché. Gcore Cloud propose une gamme de solutions pour former des modèles de manière transparente et fiable.





Bidibul production /
Tarantula distribution
**John Malkovich à
l'affiche!**

Produit par Bidibul, Christel Henon et Lilian Eche, et distribué par Tarantula, le premier long-métrage de Gilles Legardinier, adapté de son roman éponyme *Complètement Cramé!*, est sorti sur les écrans luxembourgeois le 8 novembre dernier.

Il s'agit d'une histoire touchante où se mêlent douceur, humour et amour, agrémentée d'un casting impressionnant : John Malkovich, Fanny Ardant, Émilie Dequenne, Philippe Bas, Eugénie Anselin... Initié par Bidibul en 2013 et soutenu par le Film Fund Luxembourg dès l'écriture, ce long-métrage a bénéficié de la contribution de nombreux talents luxembourgeois pour le scénario, les costumes, le maquillage, le son... La musique du film a été dirigée par Gast Waltzing.

Luxmetering
10 bougies pour le GIE

Le 28 septembre 2023, Luxmetering GIE a fêté son dixième anniversaire, en présence de tous ses membres et partenaires.

Les ministres présents ont félicité les collaborateurs et partenaires de Luxmetering pour le succès du projet de mise en place de la plateforme nationale de *Smart Metering* ainsi que les gestionnaires de réseau de distribution pour le remplacement de tous les compteurs d'électricité et de gaz endéans la période prévue par la loi.

Luxmetering traite actuellement les données de 340.000 compteurs d'électricité, 81.000 compteurs de gaz et 7.200 compteurs d'eau. Le GIE accélère la transition énergétique en fournissant aux clients des informations détaillées concernant leur consommation, aux fournisseurs d'énergie les données pour leur facturation, la création de nouveaux tarifs incitatifs, et aux exploitants de réseau les indicateurs de santé de leurs réseaux.

— CALLISTO —

Premier réseau d'anergie au Luxembourg

Les sociétés IKO Real Estate, LuxEnergie et Encevo, sociétés luxembourgeoises respectivement spécialisées dans le développement immobilier, la production et la distribution d'énergie, ont créé ensemble la joint-venture CALLISTO qui développera le premier réseau d'anergie du Luxembourg.

En 2019, au démarrage de la conception du quartier *Rout Léns* à Esch-sur-Alzette, IKO a souhaité mettre en place un système énergétique performant et innovant, compatible avec les objectifs carbone du futur quartier tout en permettant une bonne maîtrise des charges d'exploitation des immeubles pour les futurs acquéreurs. À l'issue d'un appel à projets auprès de plusieurs bureaux d'études et au regard de la taille du projet, IKO a opté pour l'anergie, concept qui consiste en un réseau unique d'échange d'énergies (les rejets thermiques des uns deviennent les ressources des autres), proposant du chauffage et du rafraîchissement dans tous les logements. Ce principe est basé sur plus de 300 forages géothermiques à 200 m de profondeur qui couvriront 100% des besoins en chaleur et en froid du quartier.

À cet effet, les sociétés Luxenergie et Encevo ont été sélectionnées pour former une joint-venture, constituée dans un esprit de développement sur le long terme et d'amélioration et d'innovation continues fondée sur la recherche et le développement pour contribuer à un immobilier plus durable. Le réseau d'anergie jouera un rôle significatif dans la réduction de l'empreinte carbone du projet *Rout Léns*. —

— ORANGE —

Interaction clients sur appli

Orange Luxembourg a repensé la manière dont elle communique avec ses clients afin de s'adapter aux nouveaux usages et de s'inscrire davantage dans une logique conversationnelle.



— POST —

Création du recommandé électronique

Le 2 octobre 2023, POST Luxembourg a présenté le service d'envoi recommandé électronique, complémentaire à l'offre postale traditionnelle.

Le nouveau service de recommandé électronique de POST Luxembourg permet de transmettre un ou plusieurs documents électroniques sous format PDF à un destinataire qui pourra les réceptionner en ligne au moyen d'une authentification forte avec un dispositif d'identité numérique LuxTrust. Ce service d'envoi recommandé électronique qualifié au sens du règlement (UE) n° 910/2014 est équivalent à celui d'un service d'envoi recommandé sur support papier.

Mario Treinen, directeur de POST Courrier a expliqué : « *le service d'envoi recommandé électronique est un pas de plus dans le processus de numérisation de notre activité postale, qui sera suivi par d'autres services et outils en ligne, visant notamment à améliorer l'expérience client.* » En 2022, POST a traité plus de 3 millions d'envois recommandés par courrier. Une part de ces envois pourra désormais être effectuée par voie électronique. Cette nouvelle solution de POST vise dans un premier temps les clients professionnels en raison de l'obligation légale pour l'expéditeur d'obtenir l'accord préalable du destinataire pour recevoir un recommandé de façon électronique. Disponible via l'application en ligne www.mypost.lu, le service est proposé au prix de 8 euros TTC par envoi. Tant l'expéditeur que le destinataire doivent disposer d'un moyen d'authentification LuxTrust. —

Les conseillers d'Orange Luxembourg sont désormais joignables via WhatsApp. « *Notre volonté, en repensant notre manière d'interagir avec nos clients, a été de nous rapprocher le plus possible de leurs habitudes,* explique Mustapha Rahem, Head of B2C sales. *Aujourd'hui, 70% des interactions au sein de la population passent par des solutions de messagerie instantanée. Or, les canaux de communication proposés par les marques se limitent, encore trop souvent, au mail et au numéro d'appel d'un call center.* » Orange Luxembourg s'adapte donc aux habitudes, en invitant chacun à « converser » avec la marque dans une approche omnicanale efficace. « *Que le client ait besoin de joindre le support technique ou qu'il souhaite des renseignements sur une offre ou un smartphone, il lui suffit de s'adresser à Orange via son canal de communication préféré.* » poursuit Mustapha Rahem. —

**10 JOER VERTRAUEN.
MERCI DOFIR!**



Schön ist es, Menschen mit beschränkter Mobilität ihr Fahrzeug überreichen zu können, damit diese wieder ihren Alltag meistern können.
Tim Zenner Leitung Customized Solution by Losch

48 LOSCH
L U X E M B O U R G
GARAGE LOSCH TRUCK, VAN & BUS



NEOPLAN



Garage Losch Truck, Van & Bus

T.: (+352) 34 91 85 - 1 | info.ltvb@losch.lu | losch.lu

— COMBER —

Pour une logistique moderne et écoresponsable

Installée à Dudelange sur l'Eurohub, la société Comber offre des services innovants et digitalisés aux PME et aux grands groupes industriels ayant besoin d'espaces de stockage importants.



Société de prestation de services logistiques de type 3PL (*Third Party Logistics*), Comber a inauguré officiellement ses locaux en septembre dernier à Dudelange. Sur 5.000m², cet entrepôt construit par WDP Luxembourg permet à Comber d'offrir à ses clients, industriels, distributeurs, commerçants ou encore négociants, une sous-traitance (tout ou partie) de leur logistique pour l'entreposage, le reconditionnement, la préparation de commandes, les démarches douanières et l'expédition de leurs marchandises. Comber a pour ambition d'arriver à un remplissage complet de son site d'ici 3 ans pour ensuite encore se développer en augmentant sa capacité de stockage. Pour cela, l'entreprise peut compter sur une équipe plus que chevronnée, un bâtiment ultramoderne et répondant aux dernières normes environnementales, et des partenariats stratégiques

notamment avec Jungheinrich, leader du secteur de la logistique en termes de machines de manutention pour une logistique plus écoresponsable. L'inauguration a également permis au fondateur et PDG de Comber, Thomas Chalant, de mettre en lumière la vision et la mission de l'entreprise ainsi que les défis auxquels elle doit faire face. Avec une pointe d'humour, il a ainsi mis en lumière le manque d'entrepôts logistiques modernes à Luxembourg (celui qu'il occupe désormais étant le dernier disponible sur l'Eurohub alors que le secteur logistique est en plein essor) et a déclaré : «*le ministre Fayot est venu la semaine dernière et m'a posé la question : pourquoi une nouvelle entreprise qui démarre ses activités s'installe sur 5.000m²? J'ai répondu qu'il n'y avait plus de cellule de 10.000 m² de disponible!*». —

— THE CENTRAL —

Un chez-soi loin de chez soi!

The Central Luxembourg enrichit son offre avec l'ouverture d'un Smart Aparthotel au Kirchberg après seulement un an d'exploitation d'un premier établissement dans le quartier de la gare à Luxembourg-Ville.



Optimiser l'expérience des voyageurs d'affaires, des touristes mais aussi des talents nouvellement recrutés au Luxembourg, tel est l'objectif que s'est fixé The Central depuis le début de ses activités commerciales en 2020 : offrir un véritable chez-soi loin de chez soi avec les avantages d'un hôtel haut de gamme et un emplacement central. The Central – la Concept Residence dans le quartier de la Gare (2020) avec 28 unités et le Smart Aparthotel Kirchberg (2022) avec 86 unités – offrent ainsi un logement temporaire au confort maximal. En plus des studios et des appartements de 30 à 80 m², les espaces partagés tels que la salle de fitness Technogym, une grande salle de jeux ainsi qu'un espace lounge sont ouverts 24

heures sur 24, 7 jours sur 7 et accessibles à tout moment – pour un maximum de flexibilité. Des technologies intelligentes et l'internet à haut débit garantissent un travail en toute tranquillité ou la participation à des vidéoconférences depuis le domicile, et des équipements tels que le service de conciergerie et la bagagerie offrent des solutions supplémentaires à l'organisation de réunions d'affaires. The Central vise à maximiser la productivité, le confort, l'autonomie et la liberté de tous, professionnels ou touristes. —



Zesumme
Vereinfachen

Simplifions ensemble !

Pour des services publics
qui correspondent
à vos besoins.



zesumme-vereinfachen.lu



Vigicore 20 bougies

Créée il y a presque 20 ans, l'entreprise Vigicore s'est installée 5 ans après au Grand-Duché de Luxembourg. Comptant aujourd'hui quelque 300 collaborateurs, elle tient une place importante sur le marché de la sécurité et du gardiennage. Les agents Vigicore peuvent se prévaloir d'une formation obligatoire en incendie, securisme et évacuation. En plus des formations génériques, ces agents sont également amenés à suivre une formation complémentaire afin de renforcer leurs compétences par rapport au secteur auquel ils seront affectés. En effet, chaque environnement (secteur événementiel, hospitalier ou retail) a ses propres spécificités et problématiques. Réception, tâches administratives, accueil, gardiennage privé, surveillance de chantiers, sécurité dans les hôpitaux, surveillance de personnes VIP : le champ d'action d'un agent de sécurité Vigicore est large. Pour ses 20 ans, Vigicore s'est dotée d'une nouvelle identité corporate.

Amore x St Germain Expérience inédite

Depuis septembre, Amore s'est officiellement associé à la prestigieuse liqueur de sureau St-Germain, détenue par Bacardi Limited. Cette collaboration unique a donné naissance à la création du label *Une Maison St-Germain* où Amore rejoint *Liquorette*, célèbre bar à cocktails belge. En créant ce réseau de Maisons St-Germain, la marque s'associe à des établissements mettant en avant un savoir-faire unique en termes de mixologie autour d'un univers floral, acidulé où les bulles prennent une place particulière. Le restaurant / bar à cocktails a changé d'apparence, adoptant une toute nouvelle décoration florale, un nouvel outfit pour l'équipe, un univers qui fusionne l'esprit St Germain et le charme d'Amore créé par Gabriel Boisante, Tom et Ray Hickey. Le véritable point fort de cette collaboration réside dans l'art et dans la créativité du chef barman, Julien Lamendour, qui a élaboré un menu de cocktails St-Germain.

Colgado Productions Nouvelle société de production audiovisuelle

Aymeric Bolé, juriste de formation et diplômé en communication, a lancé une nouvelle société de production audiovisuelle & cinématographique : Colgado Productions, clin d'œil référence aux westerns, notamment ceux de Sergio Leone. Le credo de cette nouvelle agence luxembourgeoise : rapprocher les mondes de l'entreprise, de la finance avec ceux de la culture et plus spécifiquement de l'audiovisuel & cinématographique. Colgado Productions s'est fixé pour missions de constituer des dossiers pour le financement, développer des coproductions avec les acteurs publics et privés d'autres pays européens et internationaux et de nourrir la volonté de scénaristes, auteurs, réalisateurs et producteurs pour les aider à porter et développer leurs projets en misant également sur son réseau et le networking.

Tractel Unique et made in Luxembourg

Le 1^{er} septembre 2023, Tractel Secalt a officiellement lancé le projet Fehmarn Belt. Avec ses 18 kilomètres, cette liaison autoroutière et ferroviaire est le tunnel immergé le plus long du monde. Il permettra de voyager plus rapidement et en toute sécurité entre la Scandinavie et l'Europe continentale. Reliant le Danemark à l'Allemagne, il traversera le détroit de Fehmarn Belt. Il faudra moins de 3 heures pour voyager en train entre Hambourg et Copenhague (contre 4,5 heures actuellement). Dans le cadre de ce projet, Tractel Secalt a développé une solution entièrement intégrée et automatisée : l'installation sur site de 4 machines appelées BLRT (*Bulkhead Removal and Lifting Tool*), de 3 tables élévatoires à ciseaux et d'un système de convoyage.



— AUCHAN RETAIL LUXEMBOURG —

Lutter contre le gaspillage alimentaire

Auchan Retail a placé la lutte contre le gaspillage alimentaire au cœur de son projet d'entreprise avec la solution Smartway.

Avec la volonté de tendre vers le 0% de produits gaspillés d'ici 2032, Auchan a décidé de généraliser en Europe la mise en place de rayons antigaspis dans ses magasins. L'enseigne va progressivement déployer les solutions intelligentes développées par Smartway dans l'ensemble des pays où elle opère. Initiée notamment en Roumanie et en France, cette gestion digitalisée, et basée sur l'intelligence artificielle, permet déjà de sauver, dans ces pays, près de 75 millions de produits par an et d'éviter l'émission de 88.000 tonnes de CO₂. Ce dispositif innovant, qui digitalise la détection des produits approchant de leur date de péremption et optimise leur revalorisation, a fait son entrée dans les 3 magasins luxembourgeois de l'enseigne. Cette solution innovante développée par Smartway agit à chaque étape du traitement de la « casse » alimentaire. Elle permet aux équipes d'accroître les volumes valorisés soit à la vente en tant que produits à consommer rapidement, soit sous forme de dons, sans qu'un choix ne soit fait au détriment de l'autre. Elle divise aussi par quatre le temps d'intervention des collaborateurs en magasins. Ce dispositif vient renforcer les actions menées dans ce domaine, telle que la mise en place d'un algorithme de commande qui adapte chaque jour les commandes en fonction des ventes et d'un modèle prédictif pour diminuer le gaspillage, la mise en place de promotions ciblées sur des articles à date courte et les dons réguliers effectués à l'association *Stëmm vun der Strooss*, qui intervient dans la réinsertion professionnelle et la lutte contre le gaspillage alimentaire. —





THE
NEW

i5

100% ELECTRIC



DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.

Informations environnementales : bmw.lu

15,9-20,6 KWH/100 KM • 0 G/KM CO₂ (WLTP)

Bilia-Emond Luxembourg
7, Rue Christophe Plantin
L-2339 Luxembourg
www.bilia-emondbmw.lu

Muzzolini
6, Rue Romain Fandel Zi Um Monkeler
L-4149 Esch-sur-Alzette
www.muzzolini.bmw.lu

Schmitz
21, Rue de la Gare
L-7535 Mersch
www.schmitz.bmw.lu

Schweig
6, Hauptstrooß
L-9806 Hosingen
www.schweig.bmw.lu

— ACCENTAIGU —

20 ans de passion pour la créativité événementielle

L'agence événementielle et de conception graphique Accentaigu a fêté ses 20 ans le 29 septembre dernier. C'est en effet en 2003 que Laure Elsen a fondé l'agence, après avoir terminé ses études de marketing, accompli divers stages et après avoir travaillé six ans en tant que responsable de l'événementiel dans un grand groupe automobile.



Connue pour ses services en événementiel, communication et *street marketing*, Accentaigu croise les diverses compétences de ses collaborateurs pour évoluer et s'adapter aux attentes d'aujourd'hui et aux défis du futur de ses clients, aux changements sociétaux, environnementaux et technologiques, tout en apportant sa propre touche de créativité.

«*Depuis la création d'Accentaigu, les envies et les besoins de nos clients ont bien changé*», explique Laure Elsen. «*Notre mission est d'utiliser notre connaissance du terrain et des acteurs locaux pour offrir à nos clients l'événement qu'ils méritent ou qu'ils imaginent, adapté à l'occasion et à leurs besoins, et ce, en mettant l'accent sur la proximité, les circuits courts et les relations durables.*» Au fil des années, l'agence a eu l'occasion de piloter des événements très variés, de l'anniversaire d'entreprise aux inaugurations, en

passant par les lancements de produits, ou encore les séances d'information et des formats de participation citoyenne.

Afin d'élargir son offre de services, Accentaigu a racheté en 2015 le studio graphique 1Plus, renforçant ainsi ses compétences en design & communication. À cette occasion, Yvette Morheng a rejoint Accentaigu en tant qu'associée. Depuis cette date, l'agence propose également la création d'identités visuelles, de supports éditoriaux, de campagnes complètes de communication, de systèmes signalétiques... Aujourd'hui, Accentaigu compte 13 employés, 9 femmes et 4 hommes, de 5 nationalités différentes. Ayant commencé il y a 20 ans avec 33 projets, l'agence conduit 580 projets par an et sert un carnet de près de 1.000 clients. —

— POP-UP STORES —

À découvrir jusqu'à début 2024

La Ville de Luxembourg poursuit son soutien aux entrepreneurs, startupeurs, artistes et commerçants au travers de son initiative *pop-up stores*. Plusieurs espaces de ventes et/ou d'exposition, modulables, sont ainsi disponibles à la location afin de permettre à ceux-ci d'ouvrir un *showroom* ou une boutique éphémère afin de tester leur concept ou de se faire connaître.

Dans ce cadre, plusieurs nouvelles enseignes sont à découvrir en ville jusque début 2024. *Maison Hadga* (photo 01), située au 40, rue Philippe II, est née de la volonté d'apporter une touche de chaleur authentique marocaine dans nos espaces de vie. Tous les articles de décoration et articles ménagers proposés sont fabriqués à Marrakech et témoignent du savoir-faire d'exception des artisans marocains. Dans un autre quartier de la ville, près de la place de Paris, *Mademoiselle Jacky* (photo 02), située 3, rue Jean Origer, est une boutique en ligne proposant désormais dans un espace physique au design épuré des vêtements pour femmes de toutes tailles (manteaux, blazers, robes, blouses...)

et des accessoires (chapeaux, boucles d'oreilles, ceintures...) soigneusement sélectionnés pour leur élégance et leur qualité.

Au 15 avenue de la gare, ce sont trois concepts qui se partagent l'espace jusqu'au 28 juin 2024: la maroquinerie *Look Tic Chic*, le dépôt-vente de vêtement *Dress and Co* et la boutique d'art et d'artisanat *Smile*.

Les *pop-up stores* servent de tremplin à leurs locataires qui peuvent ainsi profiter d'une première expérience dans un magasin physique avant de se lancer de manière définitive dans le commerce et ils contribuent à la création d'une offre commerciale riche et diversifiée en centre-ville. —



VOUS AVEZ BIEN MÉRITÉ UNE PRIME

pour la rénovation énergétique
de votre habitation!

enoprimes



enoprimes, un programme qui vous soutient financièrement dans vos travaux de rénovation.

Bénéficiez de **primes attractives** pour :

- Une installation de pompe à chaleur*
- Un projet d'isolation*
- Et bien d'autres encore

Alors n'attendez plus, rénovez!
Rendez-vous sur **enoprimes.lu**

Energy for today. Caring for tomorrow.

zesumme spueren
ZESUMMENHALEN
0000000000



enovos

*Travaux éligibles et montants sur enoprimes.lu



The North Face Premier magasin au Luxembourg

La marque américaine *The North Face*, leader sur le marché de l'outdoor, fait ses premiers pas sur le marché luxembourgeois dans un espace de 342m², sur deux étages, situé rue Aldringen. L'enseigne, présente dans le monde entier, propose des vêtements pour hommes, femmes et enfants, mais aussi des accessoires, des chaussures et l'équipement nécessaire pour toutes les explorations. Son propriétaire, la société Outdoor Diffusion, commente :

«*Nous sommes très fiers d'ouvrir la toute première enseigne The North Face au Luxembourg et de continuer à développer notre réseau de magasins. Le Royal-Hamilius est un vrai lieu de vie qui jouit d'un emplacement privilégié en termes de visibilité, de prestige, de positionnement et d'infrastructure. Il nous est immédiatement apparu comme l'endroit idéal pour implanter le premier magasin du pays.*»

Orange Lancement de la Livebox

Orange renforce son écosystème autour de la fibre avec le déploiement sur le marché luxembourgeois de la Livebox et de son repeater WiFi Booster. Cette nouvelle box permet d'accéder à des fonctionnalités avancées comme le WiFi 6 de bout en bout ou encore la gestion et le suivi du réseau domestique avec le contrôle à distance des appareils connectés. Il s'agit d'une passerelle perfectionnée et durable pour le marché des particuliers et des professionnels. En complément de cette nouvelle Box, l'opérateur a effectué une refonte de ses offres fibre pour désormais proposer une offre unique, complète et accessible qui réponde à l'ensemble des besoins courants à un prix compétitif. La volonté d'Orange est de faciliter la vie de ses utilisateurs.

— WAAGNER-BIRO LUXEMBOURG
STAGE SYSTEMS —

Technologie au service de la scène

La société Waagner-Biro Luxembourg Stage Systems, fournisseur de machines et d'ingénierie de scène a signé une convention avec le ministère de l'Économie pour cofinancer le développement d'une nouvelle technologie.

Fondée à Rodange en 1987 sous le nom de Guddland Digital, la société développe et construit des systèmes de commande assistée par ordinateur pour les scènes des salles de spectacles. La société compte ainsi de nombreux clients de renom dans le monde entier: Philharmonie et Grand Théâtre à Luxembourg-Ville, Opéra de Sydney, Elbphilharmonie à Hambourg, Esplanade Theatre de Singapour... Détenue majoritairement par le groupe autrichien Waagner-Biro depuis 2002, l'entreprise a été rebaptisée Waagner-Biro Luxembourg Stage Systems en 2003. Elle emploie 53 personnes au Luxembourg et 4 en Chine et réalise un chiffre d'affaires annuel de 8 à 10 millions d'euros. L'entreprise a pour produit phare le système de contrôle C.A.T (*Computer Aided Theatre*), disposant d'une interface utilisateur en 20 langues et qui permet de piloter toute une scène et ses équipements. Plus de 200 scènes, dans plus de 40 pays à travers le monde, sont équipées de ce système. Après un premier cofinancement en 2014, le ministère de l'Économie va cofinancer un nouveau projet de recherche appliquée, visant à développer un système de wagons de scène modulaire à déploiement flexible. Le budget global en R&D de ce projet entrepris conjointement avec le LIST, est estimé à plus de 6 millions d'euros cofinancés à hauteur de 57% par le ministère de l'Économie. —

— SHELL / LUXRED —

Collaboration pour le logement

Dans le cadre de son programme *Go Vertical*, Shell a organisé un appel à candidatures afin de valoriser le potentiel constructif existant au-dessus de la plupart de ses stations-service.



— LIDL —

Folder digital

Depuis début septembre, Lidl a décidé de renforcer sa communication digitale. Le discounter souhaite ainsi réduire considérablement l'utilisation du papier pour ses publicités et donc la quantité de ses déchets.

La chaîne de supermarchés Lidl a annoncé la suppression des folders en papier sur l'ensemble du territoire luxembourgeois. Les clients pourront continuer à prendre connaissance des meilleures offres via l'application Lidl Plus, via lidl.lu ou encore en consultant les folders disponibles en magasin (environ 100.000 sont encore imprimés). Cette initiative permet aux clients de contribuer à une économie considérable en matière de production de papier. La majorité des économies ainsi réalisées sera consacrée à la communication digitale. Le gouvernement luxembourgeois a adopté une loi sur les déchets qui oblige notamment les consommateurs à indiquer s'ils souhaitent toujours recevoir des dépliants publicitaires dans leur boîte aux lettres. Bien que cette mesure n'entre en vigueur que le 1^{er} janvier 2024, Lidl souhaitait prendre les devants, comme elle l'a déjà fait dans d'autres pays européens.

Lidl Luxembourg est une chaîne de 13 supermarchés qui emploie 378 employés et qui propose des produits alimentaires de qualité à prix bas. L'enseigne accorde beaucoup d'importance à la durabilité et a mis en place une stratégie pour un avenir meilleur pour les consommateurs et la nature. —

Le premier dossier à l'étude est celui de la station-service située à Dommeldange, en partenariat avec la société de développement immobilier LuxRED. Le projet repose sur la création d'une dalle en surplomb qui vient couvrir l'ensemble de la station-service (pompes et magasin) pour permettre le développement d'un projet résidentiel de qualité sans interférence avec l'activité de la station Shell.

Olivier Bastin, Founding Partner LuxRED explique : «*Afin de répondre au besoin croissant de logements au Grand-Duché sans recouvrir les campagnes luxembourgeoises de béton, des solutions nouvelles doivent être mises en place. Exploiter les surfaces constructibles situées au-dessus de terrains déjà bâtis en milieu urbain est une réponse intelligente à une problématique à la fois écologique et économique.*» —

Certified



Corporation

BUILDING TOMORROW,

CHOOSING RESPONSIBLY TODAY

WWW.CDCLUX.COM

CDCL 
COMPAGNIE DE CONSTRUCTION LUXEMBOURGEOISE



BNP Paribas Support to 15 charitable projects

Launched in 2010 by the BNP Paribas Group in Luxembourg, the Help2Help solidarity programme supports projects of general interest in which active or retired Group employees volunteer. For its 14th edition, the Group provided 45,400 euros in support to 15 charitable projects. These local and international projects cover a wide range of fields, including education, disability, the environment, and humanitarian aid. This year, the Coup de Cœur prize, worth 2,500 euros, was awarded to the Hoa Trang – Fleur Blanche association. Based in Lorraine and active for over 25 years, Fleur Blanche is a humanitarian aid association that operates in Vietnam. Today, the Help2Help initiative provides support in around 20 countries where the BNP Paribas Group operates, allocating more than EUR 0.5 million to charitable projects around the world every year.

Allen & Overy Shearman merger approved

Allen & Overy and Shearman & Sterling announced that the partnerships of both firms have voted in favour of merging to create A&O Shearman. More than 99% of the votes cast at each firm were in favour of the merger – a powerful testament to the strength of the combination and partner support for it. This merger will combine two of the world's most prestigious law firms, with complementary strengths and cultures. Together, they will create an unparalleled firm with a forward-looking approach to delivering excellence and innovation for clients' most complex matters. With a global offering of the highest quality, A&O Shearman will be ideally placed to provide local and cross-border support to clients

as they navigate an increasingly complex legal, regulatory, and geopolitical environment. The firms will now embark on a period of active integration planning, while they work together towards the final closing of the transaction, which is anticipated latest by May 2024. With combined experience advising many of the world's leading corporations and financial institutions, governments and governmental organisations, A&O Shearman has a distinguished heritage – reflecting Allen & Overy's roots as a City of London firm founded in 1930 and Shearman & Sterling's founding in 1873 in New York City.

Quintet Private Bank / Moonfare Expanding private- market access

Quintet Private Bank, headquartered in Luxembourg, and Berlin-headquartered Moonfare announced the signing of a partnership agreement that will enhance Quintet's ability to extend private-market investment opportunities to appropriate clients and, simultaneously, broaden Moonfare's growing global distribution network. Under the terms of the agreement, Quintet will extend to appropriate clients access to an end-to-end digital investment platform, powered by Moonfare, offering top-tier private-market funds – initially covering strategies in the private equity and infrastructure space – selected and approved by Quintet. This platform provides clients and client advisors with a wealth of tools and information, including product collaterals, paperless subscription, client reporting and portfolio analytics. For Moonfare, the agreement further expands its distribution capacity in the high-net-worth market via a trusted partner operating across Europe. Moonfare is a leading global platform for direct-to-consumer private equity and private credit investing. With 2.7 billion euros in assets under management and operating in 23 countries, Moonfare provides a unique automated service for digital onboarding and channeling of private investments towards a carefully curated group of top-tier funds from some of the world's leading private equity managers. Quintet, which operates in some 50 cities across Europe and the UK, manages over 86 billion euros in total client assets.

— SODEXO BRS —

Pluxee, new brand!

Sodexo Group is introducing Pluxee, a new autonomous brand gradually replacing its Benefits & Rewards Services (Sodexo BRS) activities.

The change, from October 2023, means 80.000 beneficiaries of meal & gift vouchers (paper and digitalised) will switch gradually to the new Pluxee branded cards. All merchants accepting the Sodexo BRS products as means of payment will de facto accept their Pluxee products counterparts. The objective of this global rebranding is threefold: to better support companies in the face of changes at the workplace, and individual expectations of well-being and fulfilment; to support its growth strategy, by creating more value for all its stakeholders; and to prepare the spinoff and listing project announced by Sodexo in April, 2023. The transition of Sodexo Benefits & Rewards Services to Pluxee coincides with a change of legislation in Luxembourg. From 1st January 2025, meal vouchers in digital format will become the norm and it will no longer be possible to issue meal vouchers in paper format. Pluxee continues Sodexo's social and sustainability ambitions as a renewed organisation. In the last couple of years, the company has reduced its environmental footprint by digitising contracts, offering cardless payments, working with eco-conscious vendors, and using clean energy sources. Moreover, the company is also committed to supporting individuals and communities by promoting diversity and inclusion and partnering with numerous NGOs. In Luxembourg, Pluxee partners with Caritas since 2009, and more than €275.000 have already been collected thanks to the lunch vouchers donations from Pluxee consumers. The name Pluxee refers to several elements on which the company wants to focus more strongly. 'Plux' suggests positivity – the opportunities to make life more joyful. The 'X' symbolises personalised and sustainable experiences – the commitment to stay stakeholder-first. The double 'ee' represents 'employee engagement' – empowering the workforce to choose how they live, work, and play. Pluxee is the global leading employee benefits and engagement partner that opens up a world of opportunities to help everyone enjoy more of what really matters to them. Through a full range of innovative and digital solutions deployed in 31 countries, Pluxee creates meaningful, engaging, and personalised experiences to contribute to the well-being of individuals at work and beyond. From meal and food, culture, gifts to wellness and mobility, Pluxee's products and services are designed to bring more value to people. Pluxee supports the purchasing power and promotes the well-being of more than 36 million consumers. —



Nous finançons

_____ VOTRE PROJET
de **TRANSMISSION**
et de **_____ REPRISE**
D'ENTREPRISE



www.snci.lu

SNCI
NOUS FINANÇONS VOTRE AVENIR

— LUXAIR —

New destination: Manchester as of April 2024

Luxair continues to strengthen their offer to popular destinations across Europe for the next summer season by connecting Luxembourg to the United Kingdom with a second destination after London.

Manchester is a cosmopolitan and iconic city in the United Kingdom. The city is known for its rich industrial heritage, cultural diversity and thriving artistic scene. The city will also satisfy the desires of passengers seeking a short getaway. As of April 2024, Luxair will fly three times a week to Manchester in less than two hours of flight from Luxembourg. The flights are scheduled to and from Manchester on Monday, Wednesday, and Friday. The flight frequencies and days of operation are suited for business purposes. —



— BALOISE —

Two Red Dot Design Awards

Baloise won two prizes by the international well-recognised Red Dot Design Award for their new corporate identity.

In collaboration with the brand agency MetaDesign, Baloise launched a new corporate identity to make the Group look fresher and more dynamic. The new corporate identity should represent dreams, visions, talent, ideas, and innovations as well as the variety of opportunities that are out there. Red Dot Design Awards recognised this work in the “Corporate Design & Identity: Relaunch” and “Sound Design: Corporate Sound Concepts” categories of the “Red Dot Award: Brands & Communication Design” section. In this year’s edition, around 9.000 entries from 56 countries were evaluated by a panel of 24 judges. —



— HANSAINVEST —

35 anniversary in Luxembourg

The full-service investment management company HANSAINVEST LUX offers its services in Luxembourg since 1988.

They are a competence centre for alternative assets and perform a wide range of services for administration of illiquid asset classes.

HANSAINVEST expanded to Luxembourg in 1988 and together with Vereins- und Westbank and NORDINVEST established VEREININVEST-LUX-Managementgesellschaft in Luxembourg. HANSAINVEST acquired all shares in 2009 and led to its current name HANSAINVEST LUX. Over the years, the Luxembourg fund location has become one of the most important marketplaces for investment funds and it became a pioneer in alternative assets. Today, it offers a wide range of fund solutions to its customers and draws on the advantages of Luxembourg to offer its fund partners individual and flexible fund solutions under Luxembourgish law. The company has made significant progress in terms of its size, fund assets under management and the asset classes managed. The Luxembourg location accelerates the implementation of projects throughout the business. This has been especially the case in alternative assets such as renewable energy. HANSAINVEST and HANSAINVEST LUX work closely together and want to expand their activities. Pooling synergies with the HANSAINVEST in Hamburg will allow them to offer their fund partners to the best services from one source. The main focus in Luxembourg will remain on the quality of HANSAINVEST LUX services to their customers. —

— KPMG —

A new headquarter in Kirchberg

KPMG Luxembourg bought the Kronos building from BGL BNP Paribas to build there new headquarter at the gates of the Kirchberg district by 2029.



BGL BNP Paribas sold their Kronos building to KPMG in Kirchberg. KPMG is betting on sustainability and its own determination to offer one of the most creative work environments in Luxembourg. The company aims to embody the company’s vision while consolidating its position as a major player within Luxembourg’s economic community. KPMG will give priority to people and invest in the coming generations by attracting new talents. The new headquarter at 39 Avenue John F. Kennedy will offer its 1.800 employees a unique work environment that exemplifies high environmental performance. The company choose to use a build-to-suit approach to allow its occupants to use a

modern, flexible and sustainable workplace which will encourage collaboration and innovation.

The 3.23-hectars of the historic BGL BNP Paribas headquarter contains around 55.000m² of Gross Built Area. The Kronos building will be dismantled in early 2026 and redeveloped. KPMG will occupy 31.000m² including coworking spaces and food courts. The existing park remains as it represents the green lungs of the Kirchberg plateau. To ensure a remarkable architecture, the new KPMG headquarters will be subject to a European architecture competition in connection with the Fonds Kirchberg and the City of Luxembourg. —

TRANSMISSION

Un cap précis et des idées claires

Lors du choix d'un repreneur, il est essentiel de s'assurer que ses idées et convictions correspondent bien aux objectifs du cédant. Pour cela, ce dernier doit savoir exactement ce qu'il veut et fixer le cap.

TEXTE Marc Glesener, texte traduit de l'allemand
PHOTO Bernard Eresch, *Head of Banque des Grande Entreprise* à la BIL.

Avant d'entreprendre quoi que ce soit en matière de transmission, il faut être sûr de vouloir effectivement se retirer et être prêt à confier la direction de son entreprise à un tiers. Bernard Eresch, *Head of Banque des Grandes Entreprises* à la BIL, insiste sur ce point : « Le plus important est d'être au clair avec ce que l'on veut et avoir une idée très précise de là où l'on souhaite aboutir. Sur cette base, il faut définir sa propre stratégie. L'entreprise doit-elle être intégralement cédée ? Souhaite-t-on s'appuyer sur un partenaire financier pour pouvoir se retirer progressivement ? Prévoit-on une reprise par un membre de la famille ou des collaborateurs déjà en place ? Autant de questions possibles auxquelles il faut pouvoir apporter des réponses satisfaisantes ».

L'analyse de la situation actuelle constitue une étape essentielle au cours de laquelle il convient de considérer objectivement l'entreprise : valeur réelle de l'entreprise, état des installations, carnet de commandes, fluctuation de son personnel etc. Lors de cet état des lieux, il faut se mettre à la place



© Daniel Fragoso

d'un acquéreur potentiel et préparer des réponses précises aux questions possibles (y compris les plus critiques).

« Le cédant doit comprendre qu'il ne trouvera pas sa copie conforme ! Un successeur apporte son expérience, ses ambitions et sa propre vision d'avenir. »

Une chose doit être claire pour le cédant : il ne trouvera nulle part sa copie conforme ! Un successeur apporte son expérience, ses ambitions et sa propre vision d'avenir pour l'entreprise. Cela étant, les objectifs de chacun doivent pouvoir converger. Pour Bernard Eresch, « il est essentiel, lors de la sélection d'un repreneur, de s'assurer que ses idées et convictions correspondent bien aux objectifs du cédant. Une reprise réussie nécessite de pouvoir s'entendre sur la culture d'entreprise et sur le rôle futur de l'ancien propriétaire. Ici, la question de la dilution du capital est déterminante puisque les parts détenues influencent les droits de chacun. Ces aspects doivent

également faire partie d'une négociation franche et transparente. Pour réussir la transmission, il ne faut pas se laisser dominer par ses émotions ».

Il est très important de définir clairement l'éventuel futur rôle du CEO sortant. Va-t-il jouer le rôle de mentor ou assumer des tâches concrètes ? À l'instar de Jeff Bezos chez Amazon, le fondateur pourrait faire valoir ses talents et sa créativité en limitant son implication aux domaines de l'innovation et de la planification stratégique. Toutefois, il ne doit en aucun cas interférer dans la gestion quotidienne de l'activité. Comme déjà mentionné, il est essentiel d'avoir des séparations claires. Chacun doit savoir qui est responsable de quoi... et s'y tenir !

Pour en savoir davantage sur le sujet, découvrez notre dossier complet sous mymag.wort.lu ou par QR-Code. N'hésitez pas non plus à contacter directement votre conseiller BIL.



Compellio Pan-European distinction

Compellio's collaborative project with Uni Systems has been selected by the European Commission in the first 20 use cases of the EU Blockchain Regulatory Sandbox, with the aim to bring blockchain technologies closer to businesses, public administrations, and citizens of the European Union. The EU Blockchain Sandbox offers a controlled and secure environment where companies can test their products and services, collaborate with relevant regulatory and legislative authorities, shape best practices, and accelerate the adoption of blockchain technologies in the EU.

From 2023 to 2026, the Sandbox will support 20 projects per year, including public sector projects that leverage the European Blockchain Services Infrastructure (EBSI). As part of the Sandbox, Compellio and Uni Systems will work on the development of technological and regulatory innovations related to Digital Product Passports (DPP).

Ceratizit Product Carbon Footprint

CERATIZIT's service offer around the Product Carbon Footprint (PCF) includes several levels. For all products already included in the range of services, the PCF class is displayed in the shop and on the invoice at no extra charge for client. This alphabetical classification with six classes from A to F allows to know and assess a product's footprint with a single glance. The second option includes an average PCF value in kg CO₂e/kg product as well as a summary overview of the total carbon footprint related to the listed products and volume manufactured and supplied in a customer-defined time period. The most comprehensive service level provides customers with detailed PCF information on every purchased product for which the data is available. At the start, this information will only be offered for some of the products. However, the goal is to gradually expand the share and ultimately provide PCF information for all products.

— CREOS / DATATHINGS —

A smart grid AI twin

Creos, the leading Distribution System Operator (DSO) in Luxembourg, announced the successful deployment of ALVA, a smart grid AI Twin.



This milestone comes after years of joint development with DataThings, a company specialising in the creation of digital twins and AI solutions, founded by former researchers from the SNT-University of Luxembourg. It is also a major step forward in Creos' commitment to improving the efficiency, reliability and sustainability of energy distribution and management.

Electricity is often overlooked but managing its efficient distribution is a constant engineering challenge. As we move towards renewable energy sources, more electric vehicles and electric heat pumps, distribution grids are under immense strain. This puts an enormous pressure on maintaining the electrical stability of the grid and making informed predictions is becoming increasingly complex in the current changing paradigm of electricity use. ALVA, a state-of-the-art artificial intelligence (AI) technology made in Luxembourg, provides a digital twin representation of the physical energy grid. The smart grid AI twin enables Creos to monitor and optimise its distribution network, predict potential problems and help Creos to ensure reliable and uninterrupted supply of energy to its customers. With ALVA, Creos is taking a big step forward in embracing AI and digital transformation for the energy sector. Its commitment to innovation and the use of cutting-edge technology is evident in its partnership with DataThings, the company behind ALVA. This collaboration represents a shared vision for a smarter and more sustainable energy future. —

— KODEHYVE —

Expansion to Belgium

Kodehyve, key player in the digitisation of the Architectural Engineering and Construction (AEC) space, expands to Belgium, leveraging their success in Luxembourg. With cross-border activities, industry familiarity, and key collaborations with new clients based in Brussels, kodehyve is well-prepared for the Belgian market.

Kodehyve's products thought for internationalisation are poised to reshape property development in Belgium, marking a significant milestone in the company's journey. Leading the way in digitising the AEC ecosystem, kodehyve now brings its solutions to property developers, constructors, real estate funds and related industry professionals in Belgium. Driven by a deep understanding of the dynamic real estate landscape, kodehyve's decision to enter this market comes as a natural progression. With a considerable number of property developers operating across both Luxembourg and Belgium, kodehyve's technologies are well-positioned to serve the needs of these interconnected markets. The company already boasts a strong clientele in Luxembourg with activities extending to Belgium, including clients that are active in cross-border projects and Luxembourg-based

companies under Belgian ownership. Notably, kodehyve is collaborating with clients engaged in cross-border activities, including a prominent property developer headquartered in Brussel who recently joined kodehyve's customer base.

Kodehyve builds industry-specific, end-to-end operating systems and APIs, powering property developers, constructors, real estate funds and agencies - as well as their stakeholders - to more conveniently and efficiently structure, execute and analyse project management, investor and customer lifecycle management, risk and compliance, as well as financial management - in the context of new property development projects - supported by a cross-platform layer of automation and business intelligence. —



WWW.OURCOMMONGROUND.LU

ルクセンブルク。^{*} OUR COMMON GROUND.

WATCH THE FILM



*Luxembourg is a place where cultures meet. It is one of the most diverse and inclusive countries in the world, with over 180 nationalities and an average of 3.6 different languages spoken per resident. Each one of them makes Luxembourg a common ground. And so could you. Let your journey start here.

www.ourcommonground.lu

LU  EMBOURG
LET'S MAKE IT HAPPEN

— DREES & SOMMER —

20th anniversary

A sustainability conference followed by a dinner party held on last September to mark Drees & Sommer's 20th anniversary at its Luxembourg location.

In addition to a keynote speech by Prof. Dr. Robert Göötz on *ESG in the real estate sector*, the official program included a panel discussion on *Innovation x Sustainability* with experts from Dussmann Group, Landimmo Real Estate, Luxembourg House of Sustainability and Fiveoffices. The conference entitled *Sustainability of the Future* followed by a dinner party was one of the highlights of the 20 activities to mark Drees & Sommer's 20th anniversary in Luxembourg. Maximilien Ast, Managing Director Drees & Sommer Luxembourg presented a retrospective of the development of the office and team in Luxembourg over the last 20 years. The subsequent *Innovation x Sustainability* panel took stock of the current state of sustainability in the construction and real estate industry, discussed the influence of innovations, technology and startups on the development of sustainability and best practice examples. —



— LYTEN —

Headquarters in Luxembourg

Pioneer of 3D graphene materials and lithium-sulfur batteries, US company Lyten establishes its European headquarters in Luxembourg.

At the opening of the Automotive Day in Esch-Belval on 5 October 2023, Prime Minister, Minister of State, Xavier Bettel, Minister of Finance, Yuriko Backes, and Minister of the Economy, Franz Fayot, signed a memorandum of understanding with the American company Lyten, which will establish its European headquarters in Luxembourg. Based in the Silicon Valley, Lyten is a pioneer of materials based on three-dimensional tunable graphene (Lyten 3D Graphene). These materials contribute to decarbonisation and are intended for a wide range of applications, such as lightweight composite materials, sensors and next-generation lithium-sulfur batteries, which are used in the aerospace, defence and automotive sectors. Unlike conventional lithium-ion batteries, Lyten's lithium-sulfur batteries contain no nickel, cobalt or manganese, reducing their carbon footprint by >60% and making electric vehicles considerably lighter, thereby accelerating the transition to sustainable mobility. In addition to setting up its European headquarters, Lyten intends to carry out R&D activities in Luxembourg and will explore plans to set up an industrial pilot plant in Luxembourg at a later date. Lyten's activities are a perfect match for those that the Ministry of the Economy would like

to see established on the Automobility Campus site in Bissen, and discussions in this area are currently underway. "Just as we've done in the U.S., Lyten is looking forward to working with industry leaders throughout Europe to bring disruptive, decarbonising applications to market, built on our Lyten 3D Graphene platform," said Dan Cook, Lyten's CEO and co-founder. "Luxembourg's talented workforce, deep history of collaboration across the Europe Union, and shared values in leading the way to a more sustainable global economy make Luxembourg a prime location for Lyten to begin its expansion into Europe." —

■ More information: read also the cover story.



UBS Luxembourg 50 years of presence in the country

In last September, UBS Luxembourg welcomed to the Mudam (the Contemporary Art Museum) a lot of guests to celebrate 50 years of presence in the country. Since 1973, UBS Luxembourg has enjoyed an impressive record of success, with the sole target of excellent client service. UBS has ambitious plans to accelerate its growth trajectory in Luxembourg in the coming years, including by expanding its leading market position in Wealth and Asset Management. With

now over 50 years of experience in the country – and just under 100 years when combined with Credit Suisse's presence in the Grand Duchy – UBS Luxembourg is providing its global clients access to a truly global network of specialists and capabilities. UBS acts as the main EU hub for cross-border Wealth Management services in Luxembourg, as well as the European Hub for Asset Servicing. UBS is able to serve its clients worldwide through its booking center in Luxembourg with a special focus towards the BeNeLux and Nordic markets.

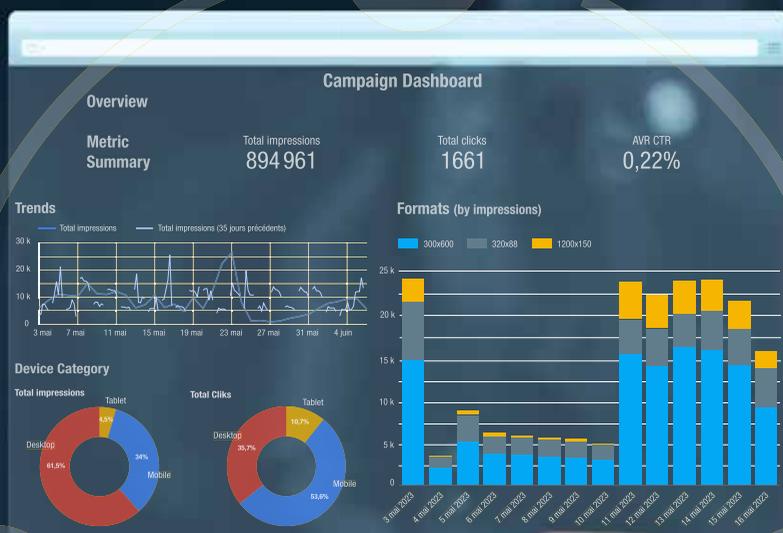
Edita – Maison Moderne Unity is strength

The media sales house of L'essentiel takes over the commercial representation of the media brands Paperjam and Delano from Maison Moderne for international markets. Two Luxembourg press groups join forces to better inform brands, advertisers, and media agencies in Belgium and the Netherlands about the benefits of investing in the Luxembourg market. Emmanuel Fleig, director of Edita, emphasises the importance of this collaboration between two renowned media parties with the same ambitions: "This collaboration with Maison Moderne is



a significant step in the development of our international advertising activities." Mike Koedinger, CEO of Maison Moderne, adds: "We entrust the commercialisation of our brands in Belgium and the Netherlands to Edita, both for digital, print, and live experiences.".

ADVIEW, un reporting digital complet en temps réel !



Regie.lu lance un nouvel outil de monitoring et de reporting pour vos campagnes digitales. Consultable en temps réel, Adview vous permet de consulter toutes vos performances formats par formats grâce aux indicateurs habituels et d'autres personnalisés.

Plus d'infos ? Contactez-nous online@regie.lu



Institutional News



Claude Demuth

Président du Conseil de gouvernance de Luxchat
CEO de LU-CIX GIE

«Luxchat répond à de nombreux besoins.»

Qu'est-ce que Luxchat ?

Il s'agit d'une application nationale de messagerie instantanée qui garantit le plus haut niveau de sécurité. Elle est rendue accessible à la population, aux entreprises et organisations via un ensemble de prestataires indépendants. Ce service garantit à chacun de pouvoir communiquer avec son entourage en ayant la garantie que les données des différents utilisateurs ne sont pas exploitées à des fins commerciales.

Les nombreux services de messagerie instantanée accessibles gratuitement sur le marché reposent le plus souvent sur un modèle de valorisation des données des utilisateurs auprès des tiers, à des fins publicitaires, par exemple. Et Luxchat ?

À travers Luxchat, notre volonté est d'offrir un moyen de communication performant, sécurisé, qui assure à chaque utilisateur que ses données seront gérées dans le respect de sa vie privée et de manière conforme à la réglementation sur la protection des données personnelles (RGDP).

À qui s'adresse Luxchat ?

Luxchat s'adresse au grand public et aux entreprises. L'utilisation de Luxchat peut s'envisager dans de nombreux contextes, pour échanger entre membres de la famille ou entre amis, soutenir la communication intra-entreprise, s'entretenir avec son médecin, dans le cadre de groupes de discussion dans le cadre d'associations, par exemple, etc.

Le grand public est déjà habitué à utiliser de nombreuses messageries. Pourquoi utiliser Luxchat ?

Luxchat répond à de nombreux besoins exprimés par le marché. L'application s'impose à partir du moment où l'on souhaite disposer d'un canal de confiance pour nos nombreux échanges quotidiens. Plus sécurisé que les échanges d'e-mails ou SMS, ces derniers n'étant pas chiffrés de bout en bout, Luxchat contribue à rapprocher divers acteurs à l'échelle nationale. Luxchat est une vraie alternative sécurisée et de confiance à de nombreuses autres solutions de communication.

— LUXCHAT —

Lancement d'une messagerie instantanée luxembourgeoise

Luxchat 1.0 est la solution de messagerie instantanée du Luxembourg, pour le grand public et les entreprises, initiée par le ministère de la Digitalisation, la Chambre de Commerce et LU-CIX GIE.

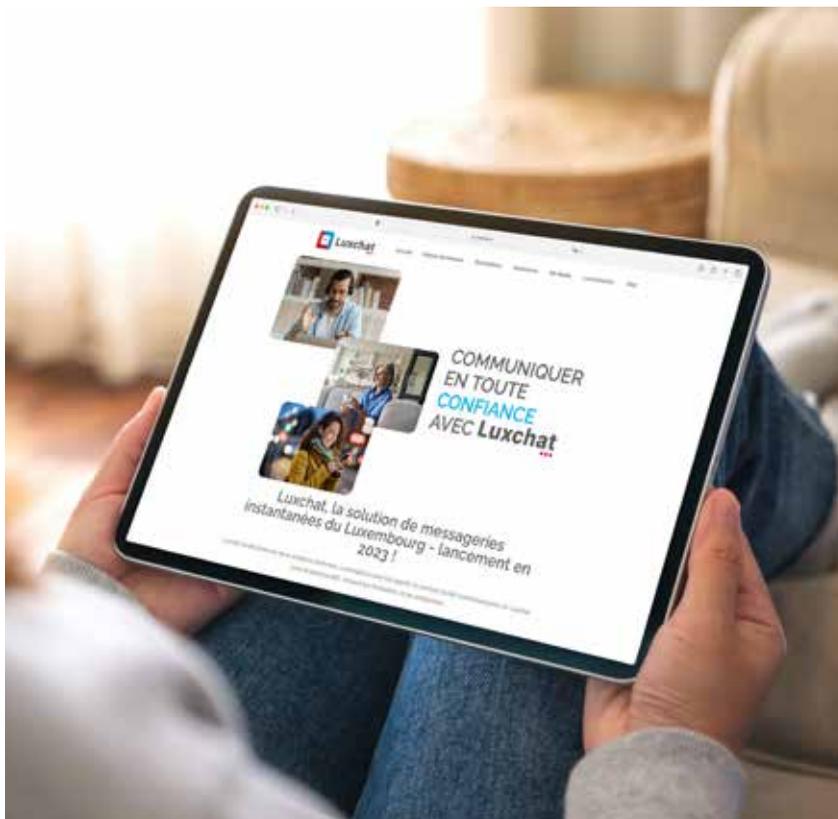
Le premier volet de la messagerie, Luxchat4Gov, avait déjà été lancé en mai dernier, pour tous les agents du secteur public luxembourgeois par le ministère de la Digitalisation.

Luxchat sert à communiquer de façon instantanée, sécurisée et en toute confiance entre deux ou plusieurs personnes. Cette solution est gratuite, sans publicité et sans monétisation des données personnelles, et respecte la vie privée de ses utilisateurs. Luxchat est entièrement opérée au Luxembourg par des prestataires indépendants et, pour une sécurité maximale, les communications sont chiffrées de bout en bout.

Ses utilisateurs peuvent partager des messages texte, des documents, des images et des vidéos dans des «salles de discussions», individuelles ou de groupes. Ils peuvent également appeler un autre utilisateur, avec ou sans vidéo, partager leur position géographique et beaucoup plus encore.

L'application Luxchat permettra aussi de communiquer avec les agents du secteur public, car les applications Luxchat4Gov et Luxchat sont interopérables.

Cette version 1.0 sera améliorée régulièrement, pour proposer à ses utilisateurs un usage toujours plus attractif. —



— ENERGIE —

Modèle transfrontalier innovant

Les communes de Rosport-Mompach au Luxembourg et de Ralingen en Allemagne se sont fixé comme objectif un approvisionnement en électricité indépendant et basé à 100% sur des ressources locales renouvelables. Dans le cadre d'un projet innovant baptisé « Région énergétique sans frontières », elles souhaitent développer ensemble l'infrastructure nécessaire.



L'objectif du projet est le développement d'un « noyau énergétique » par les deux communes d'ici 2025, impliquant la mise en place de l'infrastructure nécessaire à un approvisionnement en énergie indépendant, par exemple par des installations photovoltaïques. Le projet contribuera ainsi à la protection du climat, puisqu'aucune source d'énergie fossile ne sera utilisée. Il garantira en outre la sécurité de l'approvisionnement ainsi que des prix stables et prévisibles. Il s'envisage donc comme une réponse aux crises écologiques et politiques de notre époque.

La région énergétique se veut un pôle d'innovation tourné vers l'avenir, qui favorise le changement des mentalités et l'engagement. La pièce maîtresse est un processus de deux ans auquel tous les citoyens, les

entreprises locales et les partenaires peuvent participer pour fixer les priorités du projet et identifier les capacités contributives de chacun. Différents formats d'échanges sont prévus : des ateliers, des conférences spécialisées ou encore des balades sur le thème de l'énergie. Les sujets abordés iront des économies d'énergie à l'utilisation intelligente et flexible de l'électricité, en passant par la recherche de personnes prêtes à s'investir et le soutien aux entreprises locales pour leur approvisionnement en énergie. La production locale d'électricité constitue le pilier central de l'initiative. Lors de la réunion de lancement, les promoteurs du projet ont dévoilé les prochaines étapes et présenté les premières initiatives concrètes, dont une installation photovoltaïque au sol prévue à Ralingen. —

— TOUCHPOINTS —

Ticket pour les European Enterprise Promotion Awards

Après avoir été désigné *National Winner* pour son projet *SleevesUp* de soutien à l'entrepreneuriat réfugié en août 2023, l'asbl Touchpoints a été retenue sur la short-list des *European Enterprise Promotion Awards*, dans la catégorie *Responsible and Inclusive Entrepreneurship*.

Les Prix européens de la promotion de l'entrepreneuriat (EEPA) sont organisés chaque année par la Commission Européenne. Celle-ci a dévoilé les projets présélectionnés dans les six catégories de la compétition qui met en lumière des initiatives exceptionnelles en faveur de l'entrepreneuriat, l'innovation et la croissance durable en Europe. Le projet *SleevesUp* de l'asbl Touchpoints est la seule initiative qui soit basée au Luxembourg, parmi les 20 projets présélectionnés, provenant de 13 pays. Les gagnants de chaque catégorie seront annoncés à l'occasion de la *SME Week*, durant la *SME Assembly 2023*, qui se tiendra fin novembre à Bilbao (Espagne). Depuis 2016, Touchpoints soutient les

réfugiés dans leurs projets de création d'entreprise au Luxembourg, en leur fournissant notamment une formation pratique sur les aspects administratifs de la création d'entreprise, ainsi qu'un accompagnement individuel pré- et post-crédation. « Nous sommes très fiers de cette reconnaissance internationale pour un projet hors du commun que nous faisons vivre au Luxembourg depuis plus de sept ans maintenant », explique Fabienne Colling, co-fondatrice et directrice de l'association. « Nous sommes très reconnaissants envers tous ceux qui nous ont apporté leur appui, ont construit des partenariats avec nous, ont fourni un soutien financier ou fait preuve de dévouement pour rendre cela possible. » —



— FIT 4 START #14 —

20 startups sélectionnées pour le programme

En marge des *Luxembourg Venture Days*, organisé par Luxinnovation, le nom des 20 startups qui participeront, début 2024, à la 14^e édition du programme d'accélération Fit 4 Start a été officiellement dévoilée.

Suite à l'appel à candidatures qui s'est déroulé cet été, 356 candidatures de startups provenant de près de 60 pays différents avaient été retenues. Le Luxembourg, les États-Unis, l'Allemagne, l'Inde et l'Espagne étaient, les pays les plus représentés parmi les postulants. Au cours des *Luxembourg Venture Days*, 65 startups, actives dans le secteur du digital, des technologies de la Santé ou de l'espace, ont pu *pitcher* pendant deux journées intenses. Au final, le jury en a retenu 20 : 11 dans le digital, 5 dans les technologies de la Santé et 4 dans l'espace. « Une fois de plus, la qualité était vraiment élevée », a déclaré Sven Baltes, Senior advisor Start-up Acceleration chez Luxinnovation. La présence de plus en plus significative d'entrepreneurs venant de l'étranger démontre comment ce programme est renommé au-delà des frontières en seulement quelques années. C'est la récompense bien méritée pour un travail collectif intensif, coordonné par Luxinnovation, avec les membres du jury, les coaches, les experts de l'industrie et divers partenaires. » Initié en 2015 par le ministère de l'Économie, le programme d'accélération Fit 4 Start est géré par Luxinnovation en collaboration avec le Technoport, le Luxembourg City Incubator et la Luxembourg Space Agency. Il consiste en un accompagnement spécialisé d'une durée de six mois, ainsi que d'un financement individuel de 50.000 euros de la part du ministère de l'Économie. Celles parmi ces sociétés qui termineront le programme et qui réussiront à lever des fonds pourront recevoir jusqu'à 100.000 euros supplémentaires d'aides étatiques. —



— MYTHEN —

Record mondial d'accélération battu par des luxembourgeois

Quatre étudiants et ingénieurs luxembourgeois de l'École polytechnique fédérale (ETH) de Zurich et de la Hochschule de Lucerne ont établi un nouveau record du monde d'accélération.

Les quatre étudiants avec leur voiture électrique *mythen*, ont atteint 0 à 100 km/h en 0,956 seconde sur une distance de 12,3 mètres. Cette réalisation surpasse le précédent record de 1,461 seconde établi par



une équipe de l'université de Stuttgart en 2022. La voiture *mythen*, entièrement développée par les étudiants, pèse environ 140 kilos grâce à l'utilisation de matériaux légers comme le carbone et l'aluminium en nid d'abeille. Elle est propulsée par quatre moteurs de moyeu de roue développés en interne, totalisant une puissance de 240 kilowatts (326 ch). Pour optimiser l'adhérence au sol dès le départ, l'équipe a conçu un système d'aspiration qui maintient la voiture collée à la piste. —

— ABBL —

Pour l'ouverture de comptes bancaires

Consciente de l'enjeu de l'ouverture de compte pour les entreprises, l'Association des Banques et Banquiers Luxembourgeois (ABBL) souhaite faciliter l'ouverture de compte pour personne morale.

La création de nouvelles entreprises est essentielle au dynamisme de l'économie du Luxembourg et à la prospérité de ses habitants. Quelque 3.500 entreprises sont créées chaque année au Luxembourg et les membres de l'ABBL, au travers les services qu'ils proposent sont des alliés importants pour les entrepreneurs. « Or, nous avons récemment été interpellés par le monde politique et des acteurs économiques sur des difficultés rencontrées au niveau de l'ouverture de comptes pour personnes morales » note Jerry Grbic, CEO de l'ABBL. Celles-ci semblent surtout concerner les PME, les startups les promoteurs de fonds alternatifs. Après avoir identifié les défis majeurs, de manière très pragmatique, l'ABBL a dressé une liste de personnes de contact spécialisées au sein des banques et autres prestataires de services bancaires au Luxembourg, potentiellement intéressées par l'intégration de segments particuliers liées aux entreprises. Cette liste de contacts est disponible sur le site de l'ABBL ainsi qu'auprès

d'autres acteurs économiques, tels que la Chambre de Commerce, la House of Entrepreneurship, l'Association Luxembourgeoise des Fonds d'Investissement (ALFI), Luxembourg Private Equity Association (LPEA), la Luxembourg House of FinTechs (LHoFT), la House of Start-Ups, et la Chambre des Métiers. Puis, l'une des principales difficultés pour les entrepreneurs et banques au moment de l'ouverture et tout au long de la vie du compte, étant les nombreuses contraintes (notamment KYC) issues de la réglementation en matière de LBC/FT auxquelles les banques sont soumises, l'ABBL, la Fondation ABBL pour l'éducation financière, la Chambre de Commerce et la House of Entrepreneurship ont édité une brochure intitulée *Prêts pour l'ouverture d'un compte professionnel au Luxembourg* disponible sur les sites des différents partenaires. —

— ECORAUTO —

Une structure pour gérer les véhicules hors d'usage

Le 25 octobre 2023, les asbl Fedamo, Mobiz et Febiac (représentant respectivement les concessionnaires et réparateurs automobiles luxembourgeois, les leasers de véhicules et les constructeurs automobiles au sein de la House of Automobile) se sont associées à l'asbl Ecobatterien (organisme agréé pour la gestion des batteries de démarrage et de traction automobiles) pour créer une structure de gestion des véhicules hors d'usage (VHU).

L'initiative fait suite à l'accord environnemental conclu entre les trois fédérations et le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable en juillet 2023, qui détermine les obligations en matière de gestion des véhicules hors d'usage ainsi que le reporting qui incombe aux constructeurs.

La création de l'asbl Ecorauto apporte une réponse proactive au futur règlement européen relatif aux VHU, actuellement discuté au sein de la Commission européenne, ainsi qu'aux potentielles futures obligations auxquelles le secteur automobile sera confronté en matière de responsabilité élargie des producteurs, comme la gestion des huiles de moteur ou des pneus usagés.

La révolution que connaît le marché de l'automobile, le développement exponentiel de la mobilité électrique ainsi que le cadre légal de plus en plus strict en matière de responsabilité élargie des producteurs constituent autant de sujets que l'association sera amenée à traiter.

Dans un premier temps, Ecorauto aura pour vocation d'endosser les obligations à charge de ses membres en mettant gratuitement à leur disposition des structures d'accueil pour les véhicules hors d'usage, garantissant leur traitement dans les règles et en endossant leurs obligations administratives de reporting aux autorités. En recherche de synergies, Ecorauto confiera la gestion journalière de ces activités à l'asbl Ecotrel qui possède une expérience unique en la matière et est reconnue de longue date par l'ensemble des acteurs du recyclage des équipements électriques et électroniques. —



Photos: The LHoFT Foundation, Ville de Luxembourg / Tom Jungbluth



The LHoFT COVA Africa remporte la 6^e édition du programme CATAPULT

Du 16 au 20 octobre 2023, les représentants de dix fintechs africaines se sont rendus au Togo, à Lomé, pour participer à la dernière édition de CATAPULT : *Financial Inclusion Africa*, un programme d'accélérateur axé sur l'inclusion financière, développé et dispensé par la Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT) et soutenu par la Coopération luxembourgeoise au développement.

Le point culminant de l'événement a été l'annonce de l'entreprise lauréate, COVA Africa, qui s'est vue remettre son prix par Geneviève Hengen, directrice adjointe de la coopération bilatérale au développement. « *Nous sommes fiers d'être les vainqueurs de la 6^e édition de Catapult Africa, la première édition en français, et de ramener le trophée au Cameroun.* » a commenté Virginie Pouna Ngomi, CEO et Co-Fondatrice.

SOS Villages d'enfants Monde Solidarité pour 300 familles du Bénin

Suite à la 16^e action de solidarité de rentrée qui s'est déroulée en septembre dans les trois hypermarchés Auchan du pays, des représentants de l'enseigne et des galeries commerciales participantes ont remis un chèque de 16.000 euros à SOS Villages d'enfants Monde, représenté par sa directrice Sophie Glesener. Cette somme, réunie grâce à la clientèle lors de son passage en caisse, sera attribuée à un projet qui accompagne 300 familles vulnérables au Bénin dans la prise en charge de leurs enfants. En effet, la malnutrition reste un gros problème au Bénin où plus de 32% des enfants souffrent de malnutrition chronique et plus de 10% d'une forme grave.

LuxProvide Deux programmes destinés aux startups

LuxProvide, l'organisation nationale HPC du Luxembourg, a annoncé le lancement de deux programmes innovants visant à offrir aux startups une plateforme unique qui combine la science des données et les ressources du supercalculateur afin d'améliorer leurs projets d'innovation et d'augmenter le retour sur investissement (ROI). Le premier programme, "INITIATE", s'adresse aux startups en phase de démarrage qui cherchent à affiner leurs idées commerciales et leur prototypage. Le second programme, "CASHBACK 80%", vise les startups établies qui souhaitent passer à l'échelle supérieure. LuxProvide leur offrira d'importantes ressources de supercalcul, ainsi que des conseils personnalisés afin de maximiser leur utilisation des capacités de Meluxina.

■ Plus d'informations et candidatures : <https://www.luxprovide.lu/services/programs/>

Ville de Luxembourg Spot pour designers

Le 26 octobre 2023, la Ville de Luxembourg a inauguré le nouveau *Design Hub* situé au 42-44, rue de Hollerich, en plein cœur du quartier de la Gare. La mise en place d'un *workspace* réservé aux professionnels des industries créatives s'inscrit dans le souhait de la ville de favoriser l'entrepreneuriat et l'innovation qui contribuent au rayonnement d'une capitale moderne, tout en soutenant les jeunes talents qui souhaitent prendre pied dans l'écosystème du design au Luxembourg. Pour cela elle leur propose un espace de travail temporaire (durée maximale de 11 mois) à loyer modeste où ils peuvent exercer leur passion et s'établir durablement sur le marché.

■ Plus d'informations et candidatures : designhub.vdl.lu





Ville de Luxembourg / ING Une première *Pride Run* réussie

Grâce à la mobilisation de quelque 1.500 coureurs, la première édition de la *Luxembourg Pride Run* a permis d'envoyer un signe fort en faveur d'une société égalitaire et tolérante. La course fût aussi l'occasion de récolter des fonds pour des associations actives dans le domaine de l'inclusion. Le mardi 17 octobre 2023, la banque ING et la Ville de Luxembourg, co-organisateurs de la course, ont remis un chèque de 23.633 euros à Rosa Lëtzebuerg et au Centre Cigale qui travaillent sans relâche pour promouvoir les droits de la communauté LGBTIQ+ au Luxembourg. Ces fonds serviront à financer un projet visant à sensibiliser le monde sportif à l'inclusion de ces personnes à travers des ateliers, des formations et du matériel d'information destinés aux clubs et fédérations.

FJD

Carole Retter présidente

Le 18 octobre 2023, dans le cadre de l'Assemblée Générale de la Fédération des Jeunes Dirigeants d'Entreprises du Luxembourg (FJD), les 300 membres présents ont mandaté Carole Retter, Partner et CEO de l'agence de publicité Mosquito, comme nouvelle présidente pour l'exercice 2023-2024. Les thématiques de travail prioritaires identifiées par la FJD sont l'instabilité économique, l'intelligence artificielle, la durabilité, le réchauffement climatique ou encore l'évolution des marchés du travail. Carole Retter a déclaré considérer ces sujets comme des opportunités de croissance et d'innovation plutôt que comme des sources de craintes.

Créée en 1977, la FJD compte aujourd'hui plus de 633 membres dirigeants d'entreprises dont 40% ont moins de 45 ans.

— EXPO 2025 OSAKA —

Le projet est déjà bien sur ses rails

L'Expo 2025 Osaka se prépare à accueillir 175 participants officiels, dont 150 pays et 25 organisations internationales.

Le pavillon luxembourgeois, conçu par le bureau d'architecture Steinmetzdemeyer, sera placé sous le thème «Doki Doki - The Luxembourg Heartbeat» pour la 25^e participation du pays à une exposition universelle.



L'expression japonaise *Doki Doki* désigne les battements de cœur enthousiastes et joyeux. Ce sera le fil rouge de l'expérience du visiteur dans le pavillon luxembourgeois, conçu selon les principes de la circularité. Le 29 septembre 2023, le Gouvernement, réuni en conseil, a marqué son accord pour allouer une enveloppe budgétaire globale de 30 millions d'euros au groupement d'intérêt économique (GIE) «Luxembourg@Expo2025Osaka» qui est en charge de la planification, de la construction, de l'exploitation ainsi que, à l'issue de l'exposition, de la déconstruction du pavillon luxembourgeois.

En outre, le Conseil de gouvernement a nommé Daniel Sahr commissaire général adjoint au pavillon luxembourgeois de l'Expo 2025 Osaka. Daniel Sahr exerce depuis plus de dix ans au sein du département des affaires internationales de la Chambre de Commerce. Il a acquis de l'expérience dans le domaine des expositions universelles en étant directeur du pavillon luxembourgeois à Dubaï en 2021 et auparavant, secrétaire général faisant fonction, à Shanghai en 2010. Par ailleurs, le GIE, le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et l'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg (EHTL) ont signé une convention de collaboration formalisant la coopération concernant le concept culinaire et l'exploitation de la restauration du pavillon luxembourgeois. Une première collaboration de ce type avait été initiée dans le cadre de l'Expo Dubaï 2020 et elle s'était révélée fructueuse. —

— FONDATION ABBL —

Faciliter les opérations bancaires en ligne

A l'heure où de plus en plus d'opérations bancaires se font en ligne, la Fondation ABBL pour l'éducation financière souhaite que chacun puisse faire confiance à l'utilisation des services bancaires digitaux.

Pour cela, elle lance la plateforme *Sécher am Internet*.

La plateforme *Sécher am internet* est un site d'information et de formation sur la banque en ligne et la sécurité sur internet intégrant un outil de simulation d'un site transactionnel bancaire. Les barrières le plus souvent mises en avant par les utilisateurs de services bancaires vis à vis des outils digitaux sont la sécurité (inquiétudes à l'égard des tentatives frauduleuses, mais également crainte de commettre une erreur de manipulation entraînant une perte d'argent), la crainte que certaines données personnelles ne soient transmises à des tiers pour exploitation à des fins économiques ou encore l'absence de contact avec un conseiller bancaire. De plus, selon une étude commanditée au printemps dernier par la Fondation ABBL et la CSSF auprès d'ILRES, seule un peu plus de la moitié de la population sondée a pu répondre correctement à des questions visant à

mesurer sa culture financière numérique. Ce score tombe à 47 % pour les 18/30 ans.

En réponse à ce constat, le site *Sécher am Internet* vise à initier les particuliers par le biais d'une série de chapitres thématiques tels que l'identité digitale, la gestion des mots de passe, l'authentification à deux facteurs ou encore les bons réflexes pour se prémunir des fraudes en ligne. La plateforme est couplée à un simulateur de services *e-banking* qui permet aux utilisateurs de se mettre en situation réelle. Ceux-ci sont accompagnés dans les actions types offertes en ligne, comme la connexion avec un token ou les autres produits LuxTrust, la consultation de l'état des comptes ou la réalisation de transactions. —



MY COM FOR IMPACT

By  & 



ENTREPRENEUR(E)S, ACCÉLÉREZ VOTRE IMPACT POSITIF EN GAGNANT EN VISIBILITÉ !

Devenez lauréat(e) du concours My Com For Impact 2024.
BGL BNP Paribas et Mikado s'associent pour vous **accompagner dans votre stratégie** et **soutenir financièrement** les actions qui donneront de l'impact à votre communication.

Rendez-vous sur bgl.lu/fr/mycomforimpact jusqu'au 21 janvier 2024



**BGL
BNP PARIBAS**

MIKADO



MLQE

Soirée de remise des Prix Luxembourgeois pour la Qualité et l'Excellence

Le 23 novembre prochain, la Chambre de Commerce accueillera l'édition 2023 de remise des Prix Luxembourgeois pour la Qualité et l'Excellence en présence de S.A.R. le Grand-Duc Héritier. Depuis plus de 15 ans, chaque année, le Mouvement Luxembourgeois pour la Qualité et l'Excellence et le ministère de l'Économie décernent les Prix Luxembourgeois de la Qualité et de l'Excellence afin de récompenser le modèle de gouvernance des organisations grâce à un processus d'évaluation reconnu et performant au travers de thématiques clés telles que la raison d'être, la vision, la création de valeur, ou encore les résultats obtenus par les organismes et entreprises qui souhaitent se situer en matière de démarche vers l'excellence. Au-delà d'une récompense, le processus PLQE est un outil d'(auto-)évaluation et d'amélioration, qui s'appuie sur des référentiels internationaux et des concepts fondamentaux du management, encadré par des évaluateurs experts. Les étudiants, ainsi que les projets qualité novateurs, sont également mis à l'honneur. Depuis ses débuts en 2004, la remise du Prix Luxembourgeois de la Qualité et de l'Excellence est devenue le carrefour de rencontre de tous ceux qui mettent la qualité, la satisfaction des parties prenantes et l'amélioration continue des processus, services et produits, au centre de leurs préoccupations quotidiennes.

■ Inscriptions : www.mlqe.lu/inscription-plqe-gala

— MINISTÈRE DE LA MOBILITÉ
ET DES TRAVAUX PUBLICS —

Le P+R du Stade de Luxembourg inauguré

Officiellement inauguré en octobre, le dernier niveau du parking P+R Stade de Luxembourg, sera mis en service début 2024.

Sur le site de la Cloche d'Or, le P+R Stade de Luxembourg est situé sur le boulevard de Kockelscheuer, à côté du nouveau stade de football et de rugby. Il s'intègre dans le pôle d'échange Cloche d'Or, permettant aux usagers de garer leur véhicule et de poursuivre leur trajet via le tram, le bus ou le vélo. Le parking est également accessible aux spectateurs lors de rencontres sportives ou des manifestations sur la place multifonctionnelle adjacente. Il propose un accès sécurisé 24h/24, 7 j/7, 1.993 places de parking réparties sur 6 étages dont des places pour personnes à mobilité réduite ou réservées aux femmes, 56 places équipées de bornes de recharge Chargy, une soixantaine d'emplacements à vélo sécurisés (mBox), 4 ascenseurs, des sanitaires publics, et des locaux de repos pour les conducteurs de bus (AVL et RGTR) et du tramway (Luxtram). —



— RESTENA —

Armer la recherche et l'éducation face aux risques cyber

La Fondation Restena va améliorer la protection des institutions luxembourgeoises des secteurs de la recherche et de l'éducation face aux cyber-risques.

Dénoté LuCySe4RE, le projet est cofinancé par le programme Digital Europe de l'Union européenne et porte sur 3 ans. Avec LuCySe4RE, Restena mettra sur pied une plateforme de gestion où chaque institution listera ses événements de sécurité informatique. Restena les analysera et informera en temps réel l'ensemble des institutions sur les bonnes pratiques et les contre-mesures adéquates à mettre en œuvre pour y faire face et se protéger efficacement. L'Université du Luxembourg, le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) et le Luxembourg Institute of Health (LIH) seront impliqués dans le développement et l'évolution de la plateforme. —

— JONK ENTREPRENEUREN LUXEMBOURG —

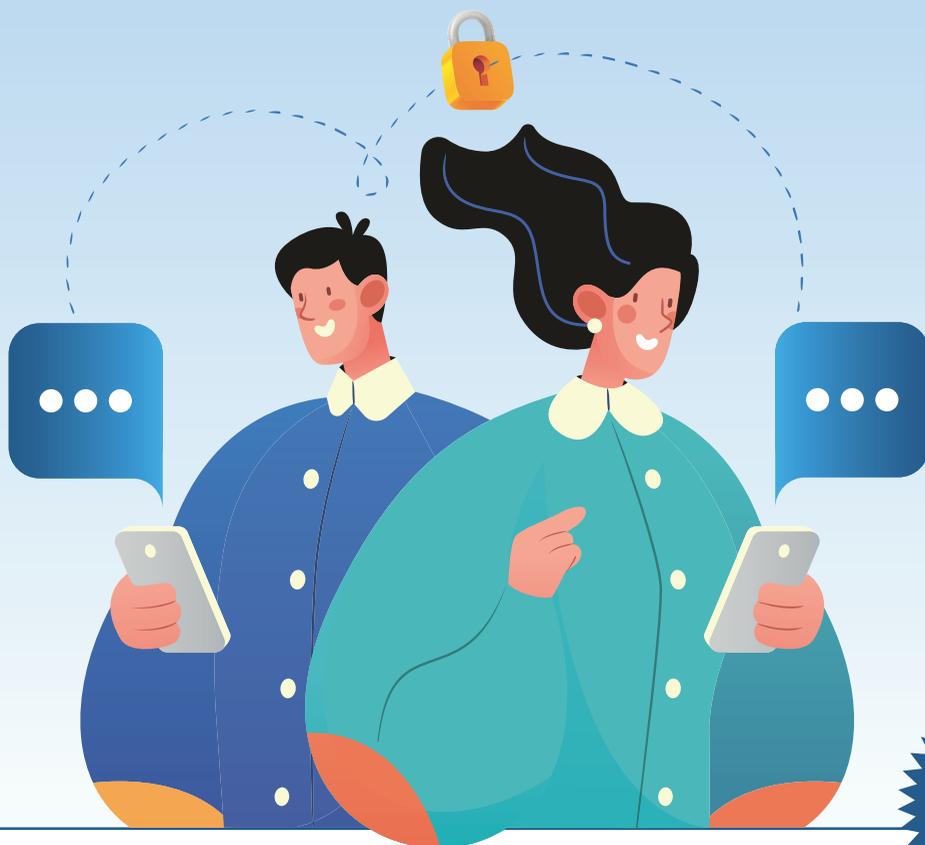
Nadia Battello, nommée directrice

Nadia Battello occupe le poste depuis mi-octobre dernier.

Nadia Battello apporte une grande passion pour la conception de projets éducatifs créatifs et innovants visant à susciter l'intérêt, à stimuler l'enthousiasme et à générer des expériences d'apprentissage positives. Elle détient un doctorat en Biologie de l'Université du Luxembourg, démontrant son engagement envers l'excellence académique et la recherche innovante. Bénéficiant de 7 années d'expérience en éducation informelle et médiation scientifique, elle a contribué à inspirer des générations de jeunes esprits à travers des programmes éducatifs innovants et inclusifs. Ainsi, elle apportera son savoir-faire et ses connaissances pour contribuer à la mission de Jonk Entrepreneuren Luxembourg visant à inspirer et à soutenir la prochaine génération d'entrepreneurs luxembourgeois. —



COMMUNIQUER EN TOUTE CONFIANCE AVEC LUXCHAT



Hébergé et
opéré au
Luxembourg



LUXCHAT POUR LE GRAND PUBLIC ET LES ENTREPRISES DISPONIBLE À L'AUTOMNE 2023

Luxchat, pour le grand public et les entreprises, c'est communiquer gratuitement de façon instantanée, sécurisée et en toute confiance.

En tant qu'utilisateur, vous pourrez partager des messages texte, des documents, des images et des vidéos dans des "salles de discussions" individuelles ou de groupes, appeler un autre utilisateur, avec ou sans vidéo, partager votre position géographique et beaucoup plus encore.



Plus d'informations :
www.luxchat.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Digitalisation

CHAMBER
OF
COMMERCE
LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS

LU-CIX
GIE

LIST /ArcelorMittal Utiliser la chaleur perdue

Heat2Power, outil innovant développé par le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) et la Fondation ArcelorMittal Luxembourg, vise à aider les entreprises industrielles à optimiser et convertir la chaleur perdue de leurs outils de production, en énergie électrique. Le LIST, dont la vocation est de transmettre des solutions scientifiques et innovantes aux acteurs économiques et industriels, apporte depuis quatre ans son expertise aux équipes opérationnelles des sites industriels d'ArcelorMittal au Luxembourg, autour du concept de la « Forge », où sont développées et testées des idées et des pistes de projets possibles dans le cadre du processus de décarbonation et de production circulaire de l'entreprise. Le nouvel outil *Heat2Power* vise à aborder et à optimiser la récupération de la chaleur perdue au cours du processus de production, améliorant finalement l'efficacité énergétique et la décarbonation des usines. Des méthodes d'intégration des procédés et d'optimisation mathématique, tenant compte des contraintes de production rencontrées dans la sidérurgie, ont été mises en place pour sélectionner les meilleurs schémas de récupération, de transfert et de valorisation de la chaleur perdue. Ces approches ont ensuite été structurées sous la forme d'un logiciel d'optimisation afin de maximiser la production d'électricité et de vapeur pour l'ensemble d'une usine. Dans le cas d'ArcelorMittal et d'autres industries similaires, les eaux de refroidissement et les effluents gazeux produits au cours de divers processus thermiques sont des sources majeures de chaleur, jusqu'à présent perdue dans l'environnement. Or, celle-ci peut être récupérée par des échangeurs thermiques, ce qui permet de transférer l'énergie sous forme d'eau chaude ou de vapeur à d'autres procédés dans l'usine.

— LYCÉE PRIVÉ ÉMILE METZ —

Rentrée dans de nouveaux murs

Le 28 septembre 2023, le nouveau site du Lycée privé Émile Metz (LPEM) a été inauguré à Differdange.

Implanté à Luxembourg-Dommeldange depuis 1914, le LPEM a ouvert, à la rentrée 2023/2024, un deuxième site à Differdange, dans et autour de la Villa Hadir, témoin du passé industriel de la région. Seul lycée au Luxembourg à être certifié « MINT-freundliche Schule » (*Mathematik, Informatik, Naturwissenschaften und Technik*), le LPEM entretient des relations solides avec l'industrie. Il offre ainsi à ses élèves de nombreuses opportunités de formation pratique et d'apprentissage en milieu professionnel. Pour sa première année de fonctionnement, le site de Differdange accueille 58 élèves. Le site de Dommeldange compte pour sa part 465 élèves. 101 enseignants assurent les cours sur les deux sites. Le LPEM de Differdange a débuté son activité avec une offre de classes anglophones. —



— SOCIAL BUSINESS INCUBATOR —

Premier anniversaire

Afin de promouvoir l'économie sociale et solidaire, un lieu de référence pour les entreprises sociales et les personnes intéressées à se lancer dans l'entrepreneuriat social a été créé en septembre 2022.



— RÉGION MULLERTHAL —

Sentier thématique

Le 6 octobre 2023, un nouveau sentier a été inauguré dans la Région Mullerthal - Petite Suisse Luxembourgeoise, le Géo-Pad *Haupteschbaach & Halerbaach*.

Depuis peu, il existe une nouvelle catégorie de sentiers thématiques dans la région du Mullerthal : les « Géo-Pied », qui sont des sentiers permettant de découvrir les incontournables géologiques, comme certaines formations rocheuses. L'Office Régional du Tourisme de la Région Mullerthal et l'UNESCO Global Geopark Mëllerdall ont célébré à Beaufort l'ouverture du nouveau Geo-Pad *Haupteschbaach & Halerbaach*, du nom de deux vallées de ruisseaux idylliques, présentant de belles formations rocheuses et ayant été élues « Géotope de l'année » en 2023.

Deux randonnées guidées gratuites sont organisées pour les découvrir. Elles ont leur départ au parking du château de Beaufort et sont proposées en anglais et en luxembourgeois. —

■ Participation sur inscription : info@mullerthal.lu



Le Social Business Incubator a fêté sa première année d'existence le 27 septembre 2023, en présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire. Celui-ci s'est félicité de l'intérêt grandissant pour l'entrepreneuriat social, qui axe son développement sur des principes comme la durabilité, l'aspect local et régional ou la promotion de l'inclusion. L'incubateur, créé en 2022, offre un accompagnement complet aux futurs entrepreneurs sociaux avec des formations sur mesure et des conseils d'experts tout au long des différentes étapes du projet. Avec aujourd'hui près de 60 Sociétés d'Impact Sociétal (SIS), le secteur a connu un développement considérable tout au long des dernières années. Le ministre Engel a remis le certificat « Impact Luxembourg » à toutes les SIS qui ont reçu l'agrément ministériel depuis janvier 2022 (photo). —

ACQUISITION D'UNE POLESTAR

Il n'y pas que les avantages environnementaux

L'essor des véhicules électriques a révolutionné l'industrie automobile, offrant une alternative propre et économique à la mobilité traditionnelle. Bien que le prix d'achat initial soit plus élevé, le coût total de possession d'une Polestar EV, si l'on considère la durée de vie du véhicule, reste plus abordable que celui des voitures équipées d'un moteur à combustion.

Conduire une voiture électrique telle la Polestar 2, c'est entrer dans le monde de la mobilité douce par excellence. C'est conduire sans stress, sans bruit, tout en profitant d'une conduite dynamique et d'une grande autonomie. Ce à quoi s'ajoute de nombreux avantages financiers. De quoi faire de Polestar 2 une option attrayante pour les usagers soucieux de leur budget et de l'environnement.

Rouler à moindre coût

Utiliser l'électricité réduit non seulement l'empreinte carbone, mais également les coûts, le prix aux 100 km étant nettement inférieur à celui des véhicules thermiques.

Selon le Portail Transports, du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics luxembourgeois, le prix estimatif pour 100 kilomètres d'un véhicule électrique en juin 2023 était de 3,47 €. En comparaison, le prix se situait entre 9,42 € pour un véhicule à essence et 6,38 € pour un véhicule diesel.

Coûts de maintenance réduits

Les voitures électriques ont moins de pièces mobiles et d'usure. Il n'y a ni vidange à faire, ni courroie de transmission à changer, les plaquettes et disques de freins s'usent moins vite ce qui réduit les frais de maintenance



à long terme. Selon des études indépendantes il serait ainsi possible d'économiser jusqu'à 550 € par an. Concernant l'entretien, il est préconisé de le faire tous les 2 ans ou tous les 30.000 km. Chez Polestar ce premier entretien est gratuit. Chaque Polestar 2 bénéficie d'un entretien programmé gratuit les trois premières années suivant la livraison, ou 50 000 kilomètres.

Subventions pour une mobilité douce

Soutenant fortement le passage à l'électrique, le Luxembourg offre des incitations fiscales généreuses. Les propriétaires de voitures électriques peuvent bénéficier d'une aide financière allant jusqu'à 8000 € par véhicule.

Les voitures de fonction 100% électriques bénéficient aussi d'un régime fiscal plus favorable.



Avec une consommation d'énergie inférieure à 18 kWh/100 km, comme c'est le cas de la Polestar 2, le taux minimal de 0,5% sera appliqué pour le calcul de l'avantage en nature (ATN).

De plus, le gouvernement propose des subventions pour l'installation de bornes de recharge à domicile.



— MOBILITÉ ET ÉNERGIE —

Première station d'hydrogène

Le 26 septembre 2023, a eu lieu l'inauguration de la première station d'hydrogène (H2) au Luxembourg, située à Bettembourg.

La mise en service de cette station-service d'un genre nouveau constitue une étape clé de l'implémentation de la stratégie hydrogène du Luxembourg. Elle s'inscrit dans le projet européen *H2Benelux*, cofinancé par la Commission européenne, dans le cadre du Mécanisme d'interconnexion pour l'Europe (MIE), qui a pour objectif d'étendre l'infrastructure publique de ravitaillement en hydrogène et d'agrandir le parc de véhicules à hydrogène au Benelux. Cette première station à hydrogène publique se situe dans la ZAE Wolser A à Bettembourg, au centre routier sécurisé (CRS) des CFL et porte les couleurs de TotalEnergies. Elle vise l'approvisionnement en hydrogène des véhicules légers, véhicules utilitaires ou poids lourds.

À terme, le projet *H2Benelux* vise à créer huit stations de ravitaillement en hydrogène en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg. —



— ÉCONOMIE —

Bientôt un campus Health and Lifescience à Esch

Le masterplan du futur *Health and Lifescience Innovation Campus* (HE:AL Campus), a été dévoilé le 16 septembre 2023 par les responsables du projet, en présence du ministre de l'Économie, de la présidente du syndicat intercommunal ZARE, du bourgmestre de la Ville d'Esch-sur-Alzette et du bourgmestre de Mondernange.

Le futur campus vise à mettre en place des infrastructures d'hébergement et des services propices à l'attraction et à la croissance d'entreprises innovantes relevant du secteur des technologies de la santé, actives dans les domaines du dispositif médical, du diagnostic *in vitro* et de la santé digitale. Le HE:AL Campus est un partenariat avec le syndicat intercommunal ZARE, facilité par le ministère de l'Économie. Implanté sur le site du syndicat intercommunal ZARE *A Sommet*, sur une surface de près de 2,4 hectares, le futur campus sera situé entre la House of BioHealth, le futur SüdSpidol du CHEM et la Cité des Sciences de Belval, permettant ainsi un rapprochement géographique entre la recherche, l'innovation et le monde médical, partenaires clés d'innovation dans l'écosystème des technologies de la santé.

Suite à un processus de consultation organisé par les porteurs du projet, c'est le masterplan présenté par l'association d'architectes, urbanistes et paysagistes A2M-EFFEKT, assistée du bureau d'études BEST, qui a été retenu. Présent à Bruxelles, New York, Luxembourg et Lisbonne, A2M développe exclusivement des bâtiments passifs, durables, circulaires, zéro énergie, CO₂ neutres ou auto-suffisants. Basé à Copenhague,

EFFEKT est un studio de design basé sur la recherche et travaillant à l'intersection de l'architecture, de l'urbanisme, du paysage et de la R&D.

Intitulé «*vers un Campus régénérateur*», le plan directeur se caractérise d'une part par la réutilisation de bâtiments, d'infrastructures et de ressources déjà existants sur le site et, d'autre part, par la régénération de la nature comme moteur fondamental, avec comme objectifs un aménagement paysager régénérateur, la conception du site autour d'une infrastructure sociale, le bien-être des personnes sur le campus ainsi que des bâtiments, à faible ou zéro impact carbone, conçus comme des banques de matériaux. —

■ Plus d'infos : <https://healcampus.lu/>



SNCI

Au secours du secteur de la construction

Compte tenu de la situation de crise dans laquelle le secteur de la construction se trouve, la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) a décidé de compléter sa gamme d'instruments de financement. En coopération avec ses banques partenaires, elle offre désormais des possibilités de financement pour répondre aux besoins exceptionnels, liés à cette situation de crise, des entreprises de construction, gros-œuvre, équipement technique et parachèvement. La SNCI pourra

financer jusqu'à 80% de leur besoin global, sous réserve que le solde de 20% soit financé par la banque intermédiaire. L'enveloppe totale retenue par le Conseil d'administration de la SNCI est de 100 millions d'euros, correspondant à un effet levier total de près de 125 millions d'euros, cofinancements bancaires inclus. La durée maximale de ces prêts est de 5 ans avec une période de grâce initiale sur le remboursement du capital de maximum 2 ans. Un remboursement anticipé sans pénalités sera possible.

■ Plus d'infos : <https://www.snci.lu/produits/>

Fedil

Nouvelle fédération sectorielle

Des ressortissants de la Fedil, représentants d'entreprises actives dans les secteurs *Health* et *Life Science*, se sont réunis afin d'identifier des sujets d'intérêt commun et leur positionnement sur ces sujets, afin de travailler sur la création d'une fédération sectorielle. En effet, le gouvernement souhaite faire du secteur de la santé l'un des piliers de la diversification économique du pays. Dans ce cadre, plusieurs initiatives et investissements ont été réalisés. La future fédération rassemblera les acteurs privés



du secteur et constituera une plateforme d'échanges sur les questions et problématiques le concernant, notamment son financement, son internationalisation, sa digitalisation, ses ressources humaines, sa fiscalité ou encore sa réglementation.



ROCKIDS RECRUTE

Pourquoi embarquer dans l'aventure Rockids ?

- Expertise et moyens d'un groupe international
- Structures familiales à travers tout le pays
- Gestion autonome des structures par nos équipes
- Parcours d'intégration et formation continue
- Valorisation des compétences de TOUS
- Programme de mobilité interne
- Avantages extra-salariaux
- Echanges constructifs lors d'ateliers internes
- Nombreux moments d'équipe !

Vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique et passionnée ?

Retrouvez nos offres sur notre site internet !

 jobs@rockids.lu

 rockids.lu/nous-recrutons





Cluster for Logistics Luxembourg Daniel Kohl reprend le flambeau

Depuis le 1^{er} octobre 2023, Daniel Kohl a intégré le Cluster for Logistics Luxembourg (C4L) pour y occuper le poste de directeur. Il prend la succession de Malik Zeniti à ce poste. Daniel Kohl a exercé pendant plus que 20 ans différentes fonctions de vente et *business management* au sein de groupes de transport et de logistique tels que Geis Group, Arthur Welter Transports, CFL multimodal, Panalpina (DSV) ou encore Bolloré. Il a occupé le poste de *country manager* chez Panalpina (désormais DSV), où il était responsable du développement, de la direction et des ventes, rôle qu'il a rempli également chez Geis au Luxembourg. Sa longue expérience et son expertise avérée dans le fret aérien, le secteur du transport routier et la logistique seront un atout considérable dans sa nouvelle fonction. Créé sous l'impulsion de la Chambre de Commerce et du ministère de l'Économie en 2009, le Cluster for Logistics regroupe les acteurs institutionnels en charge du développement du secteur logistique et des opérateurs des différents modes de transport et secteurs d'activité. Il a pour mission de soutenir le développement du secteur de la logistique, coordonne une douzaine d'événements annuels et prend part à diverses manifestations, mettant en avant les avantages des membres du hub logistique luxembourgeois. Tout en préservant sa neutralité, le C4L véhicule les points de vue et préoccupations de ses membres et stimule les opérateurs afin qu'ils renforcent leur compétitivité. Il accorde une attention accrue à l'impact écologique et à la numérisation du secteur. Le Conseil d'administration, sous la présidence de Carlo Thelen, a exprimé sa profonde gratitude envers Malik Zeniti, qui a dirigé l'association durant 8 ans et s'apprête à prendre sa retraite le 1^{er} janvier 2024.

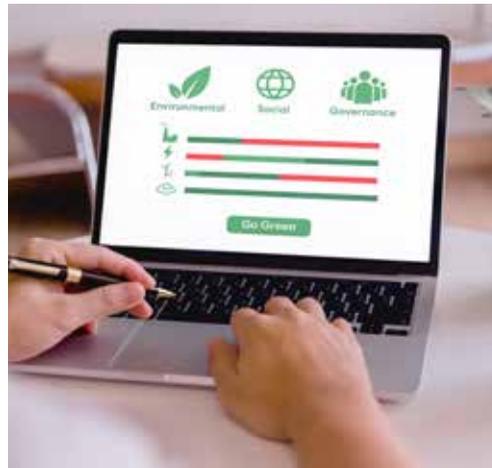
— FIT 4 SUSTAINABILITY —

Pour un meilleur contrôle de l'empreinte carbone

Le programme géré par Luxinnovation permet aux entreprises d'allier développement durable et compétitivité.

Pour accompagner les entreprises dans leurs démarches de transition énergétique et de réduction de leur empreinte carbone, Luxinnovation propose le programme *Fit 4 Sustainability*. Il s'adresse à tous types d'activités et à toutes les tailles de structures. Il s'agit de réaliser un état des lieux de leurs différentes consommations (audit énergétique, bilan carbone, analyse de cycle de vie des produits...) par un consultant indépendant, choisi par l'entreprise, et dont les honoraires sont cofinancés par le ministère de l'Économie (jusqu'à 70% pour les petites entreprises). La réalisation d'un tel bilan carbone complet permet également de traiter la problématique de la mobilité en entreprise (qu'il s'agisse des déplacements des salariés ou de la logistique). Cet état des lieux exhaustif est complété par une feuille de route complète listant toutes les actions envisageables pour réduire l'impact environnemental de l'entreprise, et indiquant les chantiers prioritaires. Une fois munie de cette feuille de route, l'entreprise pourra mettre en œuvre le plan d'actions proposé. Au cours de cette phase d'implémentation, Luxinnovation pourra intervenir à différents niveaux: par la mise en relation d'entreprises à la recherche de solutions alternatives avec des startups innovantes ou encore par l'identification de dispositifs d'aide applicables aux investissements, tels que les aides en faveur de la protection de l'environnement. —

■ Plus d'infos : www.fit4sustainability.lu



— STATEC —

Le Twist prend forme

Le STATEC, le *Gesondheets- a Bewegingszentrum Belval* et la CNPD vont s'installer à Belval dans un nouveau bâtiment baptisé Twist, dont le gros œuvre vient de s'achever.

Le bâtiment Twist hébergera dès juin 2024 le STATEC, qui emménage pour la première fois dans un bâtiment qui lui sera propre. Situé au 12 boulevard du Jazz, sur l'ancienne friche industrielle réhabilitée du projet Square Mile au cœur de Belval, Twist compte environ 23.100m² agencés en forme d'îlots agrémentés d'espaces verts, d'une cour intérieure et de jardins en toiture. Le complexe abritera le *Gesondheets-a Bewegingszentrum Belval* sur 577m², un immeuble de bureaux de 8.895m² sur 5 étages d'un côté et un immeuble résidentiel de 36 appartements sur 9 étages de l'autre. Le projet architectural fait la part belle aux baies vitrées, aux espaces extérieurs et à l'utilisation de matériaux naturels comme la terre cuite et le bois. Twist est à ce jour le premier bâtiment visant une certification *Well Platinum* au Luxembourg. Certifiée par la norme BREEAM, première méthode d'évaluation environnementale des bâtiments au monde, la réalisation du bâtiment s'articule autour d'une conception à faible impact, de l'adaptation au changement climatique, d'une réduction des émissions de carbone, de la valorisation écologique et de la protection de la biodiversité. Le coût global du projet est d'environ 62 millions euros. —



Construisons un GPT européen !

Une start-up luxembourgeoise proposant un GPT conversationnel privé commence à faire parler d'elle. Axokit intervient dans beaucoup de salons dédiés à l'intelligence artificielle (Vivatech 2023, Big Data et AI à Paris, ICT Spring à Luxembourg ...). Pourquoi une telle percée ?

Des IA et des GPT (*Generative Pre-trained Transformer*) sont déjà disponibles depuis un certain temps mais, après plusieurs années de R&D dans l'ombre, Axokit dispose d'atouts spécifiques qui devraient changer la donne. Ses points forts : la sécurité et la confidentialité. Ces notions sont souvent mises en avant mais, cette fois, la proposition est radicale : vous pouvez confier vos données en interne à votre GPT conversationnel privé pour les exploiter automatiquement, sans jamais les faire transiter par un cloud externe.

En fusionnant votre base de données avec une IA, vous bénéficiez à la fois d'un accès immédiat, d'analyses approfondies et de réponses adéquates, prenant en compte d'importantes quantités d'informations tirées de vos propres données.

Axokit réinvente l'étanchéité : pour un GPT conversationnel enfin sécurisé

Contrairement à d'autres GPT, celui d'Axokit vous assure une sécurisation poussée qui protège véritablement vos données et, surtout, les garde chez vous : il n'est question ni de les collecter ni de les exploiter à quelque fin que ce soit. Rien ne sort de votre entreprise : le GPT conversationnel reste entièrement étanche, privé et utilisable à votre guise (24 heures sur 24 pendant la durée de l'abonnement) en tout lieu, puisqu'il peut fonctionner sur un simple ordinateur portable (même sans connexion à internet).

Pourtant, les limites habituelles sont dépassées : vous pouvez, par exemple, résumer un texte de plusieurs centaines de pages, en choisissant les paramètres (comme la longueur du résumé) à l'aide de commandes très simples. Cela réduit aussi bien le temps de traitement des données que le temps de formation à cet outil, puisque vos collaborateurs peuvent formuler directement leurs requêtes en langage naturel. D'ailleurs, l'IA peut aussi les former à tout moment, en les interrogeant de manière ciblée.

Comment est-ce possible ?

Pour mieux comprendre la structure d'Axokit et le rôle de ses diverses composantes, imaginons une voiture.

Elle dispose d'un moteur, avec une architecture spécifique. Le moteur d'Axokit, c'est un grand modèle de langage (LLM : *large language model*) combinant des algorithmes de diverses natures d'une certaine façon (afin de créer une synergie). C'est ce qui permet l'intégration des données singulières de l'entreprise (personnalisation ou *fine-tuning*), ainsi que l'interprétation de textes (écrits ou oraux). Le moteur d'Axokit a d'ailleurs bénéficié d'un

downsizing : plus petit que ses concurrents, il ne nécessite pas un matériel informatique puissant.

Une voiture dispose aussi d'un poste de conduite (pour faire varier la vitesse, la direction, etc.). C'est le rôle de l'agent conversationnel (ou chatbot) d'Axokit : AXOBOT.

Le conducteur a également besoin de commandes et d'un affichage des informations sur son tableau de bord. C'est ce qui correspond aux avatars avec synthèse et reconnaissance vocale pour traiter les questions, résumer, former...

Les systèmes de sécurité active de la voiture (airbag, ESP...) évoquent le système de vérifications d'Axokit conçu pour identifier et éliminer les « hallucinations » : les dérapages de l'IA donnant des réponses fausses ou aberrantes.

Une voiture a besoin de clés, de serrures et d'un système antivol. De même, Axokit a tout prévu : il n'y a aucune externalisation et des algorithmes reconnus sont utilisés pour chiffrer et protéger les identifiants.

Enfin, un véhicule moderne doit savoir limiter son empreinte carbone. Axokit est justement un champion en matière d'économies d'énergie : au lieu d'utiliser un cloud externe (imposant des transferts vers des centres de données particulièrement énergivores car surdimensionnés), il se contente d'un système interne, beaucoup mieux proportionné aux besoins et moins redondant.

Scannez pour
aller plus loin
sur le site
Axokit.com





Ville de Luxembourg Le Schluechthaus : transformation et reconversion en vue !

En 2022, la Ville de Luxembourg a lancé un concours européen d'architecture en vue de la reconversion et de la transformation du site de l'ancien abattoir, dit *Schluethaus*. Les principaux objectifs à intégrer dans la programmation étaient la mise en valeur des qualités architecturales du lieu, la préservation de l'art urbain, l'accueil d'infrastructures dédiées aux activités culturelles, le renforcement des activités urbaines et la création de lieux de convivialité et d'espaces verts. Le projet retenu, celui du groupement d'architectes 2001 & CIVIC et Mersch Ingénieurs-Paysagistes, consiste en une collection de places publiques couvertes s'adaptant à presque toutes les utilisations.

SOS Villages d'Enfants Monde Courir pour une cause

À la veille du lancement des inscriptions pour le 17^e ING Night Marathon Luxembourg qui se tiendra le 11 mai 2024 dans les rues de Luxembourg-Ville, un chèque de 6.049 euros a été remis à la directrice de SOS Villages d'Enfants Monde, grâce aux donations générées par les coureurs de l'édition 2023. Les fonds récoltés reviendront à un projet centré sur la résilience des populations du Grand Sud de Madagascar que l'association luxembourgeoise accompagne avec ses représentants locaux. SOS Villages d'Enfants Monde a annoncé être de nouveau partenaire humanitaire de cet incontournable événement sportif en 2024. La nouvelle édition du marathon sera dédiée à d'autres populations extrêmement vulnérables, celles d'Éthiopie confrontées à une terrible sécheresse et à une alarmante insécurité alimentaire mais aussi à des conflits armés.

— NUTRI-SCORE —

Feu vert pour de nouvelles utilisations

La réglementation luxembourgeoise concernant l'utilisation du logo Nutri-Score a été mise à jour. Un projet-pilote va permettre de tester son application aux produits alimentaires en vrac et son application dans les cantines collectives.

Depuis 2021, le Luxembourg a adopté le logo Nutri-Score pour évaluer la qualité nutritionnelle des aliments, conformément aux règles de Santé publique France, à l'origine du logo protégé. Le Luxembourg a récemment aligné sa législation sur la nouvelle version du règlement français concernant son utilisation. Le projet vise notamment à tester l'application du Nutri-Score aux denrées alimentaires vendues en vrac, élargissant ainsi son utilisation.

Ce règlement permettra aux cantines collectives de tester le Nutri-Score pendant une phase transitoire suivant la même logique que celle utilisée pour les produits préemballés. Le logo Nutri-Score devra être apposé sur chaque plat offert à la consommation dans l'établissement participant au projet.

Enfin, le règlement attribue au ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural la responsabilité du logo Nutri-Score avec un contrôle assuré par l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire. Selon le ministre, ce règlement permettra d'étendre l'utilisation facultative du logo et d'être plus près des consommateurs. —

— TOURISME —

Du nouveau pour le Mullerthal Trail !

Le Mullerthal Trail a été à nouveau labellisé comme sentier de randonnée de qualité européen. Une toute nouvelle carte permet de partir à sa découverte.



— ÉNERGIE —

Prolongation du régime d'aides aux entreprises

Le régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie est prolongé jusqu'au 31 décembre 2023 et ses critères d'éligibilité sont désormais élargis.

La période d'éligibilité pour les différents types d'aides aux entreprises particulièrement impactées par la hausse des prix de l'énergie, due à la confrontation entre la Russie et l'Ukraine, est prolongée. Cette extension assure un soutien continu aux entreprises confrontées à des surcoûts en gaz naturel, électricité, chaleur et froid.

Une autre mesure a été spécifiquement conçue pour le « Régime d'aides aux entreprises moyennes consommatrices d'énergie (minimum 2 %) ». Cette nouvelle mesure permet aux entreprises de demander une subvention pour compenser les coûts de transport de l'électricité encourus sur l'année 2023. Pour les entreprises exploitant une installation de production de chaleur, de biogaz, et de réseaux de chaleur, le régime d'aide a été ouvert rétroactivement pour l'année 2022, étant donné que ces entreprises ont dû faire face à des prix très élevés de l'énergie.

De plus, le champ d'éligibilité pour le « Régime d'aides aux entreprises moyennes consommatrices d'énergie (minimum 2%) » a été élargi aux associations sans but lucratif touchées par la hausse des prix de l'énergie.

Les entreprises sont invitées à se renseigner et à soumettre leurs demandes d'aide en ligne via *Myguichet*. —

Début septembre 2023, le Mullerthal Trail a reçu pour la quatrième fois consécutive le label *Leading Quality Trails – Best of Europe*. Ce label est décerné par la Fédération Européenne de la Randonnée Pédestre aux sentiers qui répondent à des normes de qualité strictes.

L'Office Régional du Tourisme (ORT) Région Mullerthal a publié une nouvelle carte pour découvrir les formations rocheuses de la région. Sur cette carte, on retrouve tous les géosites de l'UNESCO Global Geopark Mëllerdall, ainsi qu'un quiz pour explorer ces sites. La nouvelle carte a été réalisée en collaboration entre l'ORT et le Natur- & Geopark Mëllerdall et a été financée par le ministère de l'Économie – Direction Générale du Tourisme. Elle est disponible dans les offices de tourisme, au Natur- & Geopark Mëllerdall et dans la boutique en ligne de l'ORT: www.mullerthal.lu/shop. —

— UNI.LU —

Our university turned 20

2023 marks the 20th anniversary of the University of Luxembourg. It's a good opportunity to celebrate milestones and accomplishments.

In August 2003, the Higher Education Act was adopted in Parliament, and thus started an exciting journey to create Luxembourg's only public university. The new institution was set to be research-oriented, international and multilingual. Its role was to attract talent and to offer higher education in areas of interest for the country and society, with the long-term aim to contribute to Luxembourg as a knowledge society.

20 years on, the University has stayed true to these original pillars. What began as an academic startup, is now an international research university with a distinctly multilingual and interdisciplinary character and encouraging positions in global University rankings. Today, the University includes 6,000 students, thereof 1,000 doctoral candidates, as well as 1,000 users of continuing education, all together from 130 nationalities. The University employs more than 2,400 people, and its alumni network includes 14,000 graduates working in Luxembourg and abroad.

"Today, the University serves the country as a strategic partner helping Luxembourg to shape the future and is one of the largest employers of the Grand Duchy", said rector Jens Kreisel. *"The journey to achieve this was made possible by our staff, students and graduates, partners and the entire country, and the University extends its gratitude to all those who had confidence in this vision and contributed to its development."* —



Photos: UNI.LU, Steinmetzdemeyer, LuxProvide

— EXPO 2025 OSAKA —

Contract for construction of national pavilion

On 15 September 2023, the GIE Luxembourg@Expo2025Osaka signed a contract with the Japanese general construction company Naito House Co, to build the Luxembourg Pavilion at the Expo 2025 Osaka.

The World Exhibition will take place from 13 April to 13 October 2025 on the artificial island of Yumeshima in Osaka Bay and its theme will be "Designing Future Society for Our Lives". The signing of this contract is an important step in preparing Luxembourg's participation in Expo 2025 Osaka. Luxembourg@Expo2025Osaka GIE is an economic interest group set up by the Luxembourg State and the Luxembourg Chamber of Commerce to plan, build, operate and dismantle the Luxembourg Pavilion at Expo 2025 Osaka.

Founded in 1969 and based in Yamanashi Prefecture, Naito House Co, is a Japanese company specialising in the construction of prefabricated and module buildings, as well as drive-in multi stories car parks. The company has a network of thirteen representative offices in Japan. Naito House's experience in the development and construction of prefabricated module buildings will be a valuable asset for achieving Luxembourg's goal to build a pavilion that responds to the criteria of the circular economy.

Following the signing of the construction contract, André Hansen, Commissioner General for the Luxembourg Pavilion, pointed out that Luxembourg has filed for the building permit to Osaka City Hall, which puts it among the most advanced countries in terms of preparations for the participation in the World Expo. —



LuxProvide Arnaud Lambert appointed as CEO

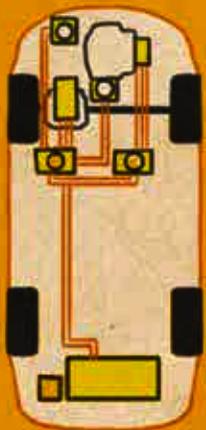
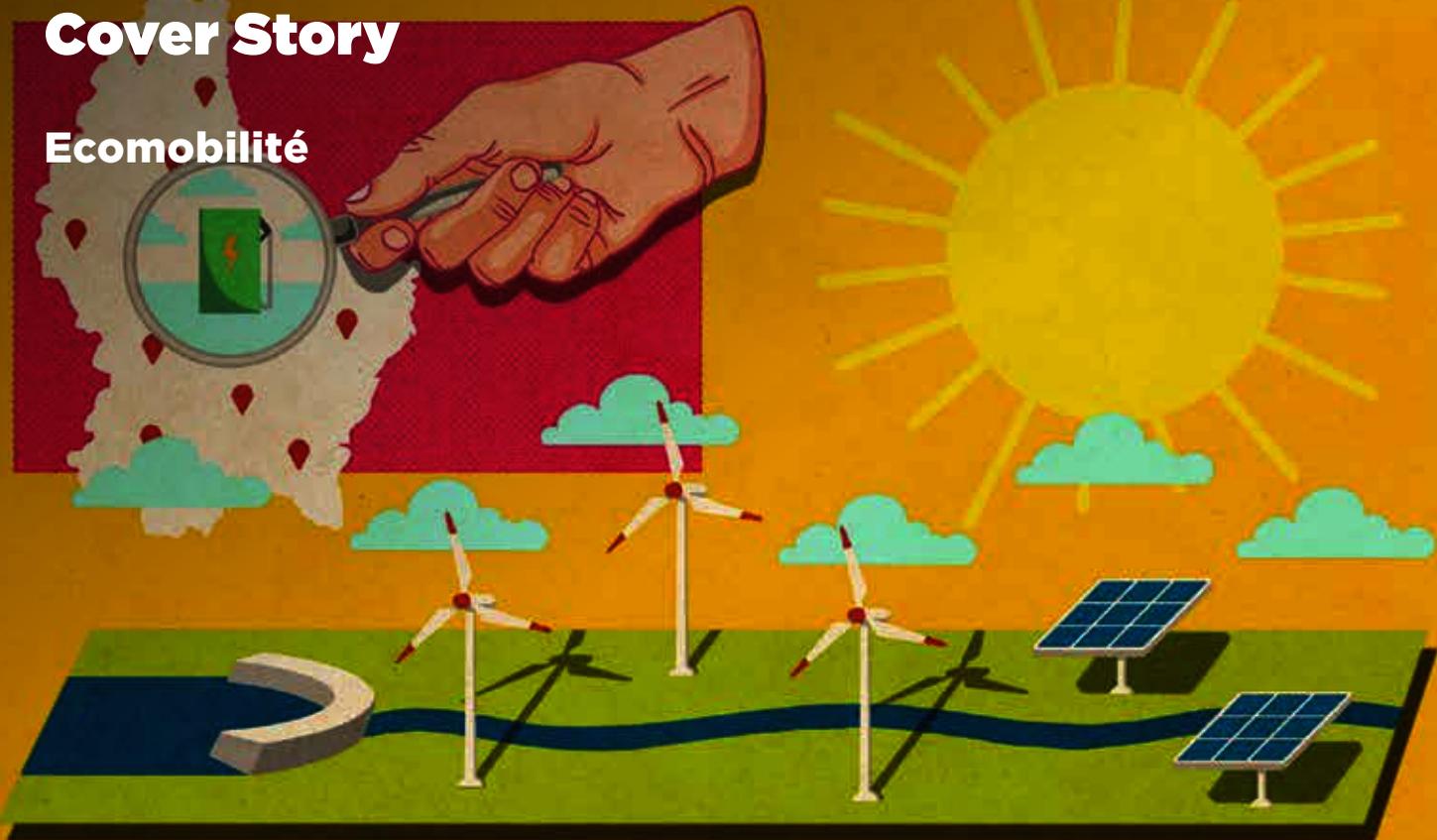
On 1st October 2023, the national HPC organisation, LuxProvide appointed Arnaud Lambert as its new CEO. He brings with him a wealth of experience in digital transformation, technology and business sectors. He spent more than 25 years at the crossroad between management, technology and innovation notably being the CEO of CHAMP Cargosystems and a member of the Management Committee of Luxinnovation, the national innovation agency, in charge of the Digital Transformation Department covering the Supercomputing National Competency Centre, the Digital Innovation hub and the national coordination of Gaia-X.

ESRIC Third edition of the Startup Support Programme

Less than two years ago, the European Space Resources Innovation Centre (ESRIC) rolled out the initial call for its Startup Support Programme, the first worldwide incubation programme entirely dedicated to space resources utilisation. Now in its third edition, the programme is welcoming five new ventures - Moliri Space (Estonia), Open Moon (Spain), Orbital Mining Corp. (USA), SolSys Nining (Norway) and We Space (Israel) - that will start their pre-incubation journey. In the next months, they will go through a series of customised mentoring sessions, that will enable them to validate their technical concepts and align them with market opportunities. At the end, one venture will be selected and supported to open a business entity in Luxembourg, hosted at Technoport.

Cover Story

Ecomobilité



L'avenir sera-t-il électrique ?

En matière de transition et d'enjeux énergétiques, le secteur des transports, qu'ils soient privés ou professionnels, est la source de près d'un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre. L'accélération du réchauffement climatique est devenue une réalité que chacun peut éprouver quasi quotidiennement. Les études, de plus en plus alarmantes du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), font état d'une hausse des températures moyennes mondiales de 1,1 °C par rapport à celles enregistrées dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, avec des conséquences de plus en plus visibles sur notre planète. Les États inscrivent désormais quasi tous sur leur feuille de route pour les années à venir, le développement de politiques publiques visant à faire émerger une mobilité plus propre. Parmi celles-ci, le déploiement de la mise en circulation de véhicules plus respectueux de l'environnement. L'électromobilité est donc devenue un enjeu majeur pour répondre à ces problématiques environnementales. Quels sont les grands défis de cette transition vers l'électromobilité ? Comment le Luxembourg va-t-il s'emparer de ces questions ? Le dossier de ce mois offre un tour d'horizon non exhaustif du sujet. Il pose également les prémices d'une prochaine publication de la Chambre de Commerce qui abordera en détail plusieurs thématiques liées à l'électromobilité.

Dans l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels de 1900 – pour lequel 194 pays se sont engagés via l'accord de Paris résultant de la COP21 en 2015 –, les émissions nettes de CO₂ doivent baisser de moitié d'ici 2030, et la neutralité carbone devra être atteinte d'ici 2050, selon le GIEC. Face à ces problématiques, les véhicules électriques semblent être une des principales solutions afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports sur route.

Au niveau européen, le Haut Conseil pour le Climat a pointé du doigt les politiques publiques de la mobilité européenne et leur manque d'ambition pour atteindre les objectifs de 2030. Dans son nouveau cadre réglementaire, la Commission européenne souhaite d'ici à 2035 laisser la place uniquement aux voitures à zéro émission : une série de législations et de réglementations ont été promulguées, telles que la stratégie *Pacte vert pour l'Europe*, la loi européenne sur le climat adoptée en juin 2021, le paquet *Fit for 55* adopté en juillet 2021, ou le plan *RePowerEU* en 2022.

Au Luxembourg, le pays se voulant ambitieux en matière de politique climatique, la loi

relative au climat a été adoptée en 2020, énonçant l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050 au niveau national, ainsi que l'objectif intermédiaire pour 2030 d'une réduction des émissions de 55% par rapport à 2005 pour les secteurs non ETS (installations très émettrices non couvertes par le système communautaire d'échange de quotas d'émissions : logement, transport, services, agriculture...). Cette loi s'accompagne d'un Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) pour la période 2021-2030, dont le projet de mise à jour a été envoyé à la Commission européenne en juillet 2023. Il contient les grands objectifs en matière d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030, ainsi que les politiques et mesures sectorielles pour atteindre les objectifs climatiques.

Les e-véhicules sont-ils la panacée ?

De nombreuses pistes sont étudiées actuellement pour décarboner le secteur des transports. Le déploiement des véhicules électriques n'est pas la seule solution à la problématique, mais il est à l'heure actuelle plus avancé que celui d'autres technologies.

Les véhicules électriques ont de nombreux avantages. Ils permettent d'éliminer les

émissions de gaz d'échappement qui ont des effets nocifs sur la santé publique (problèmes respiratoires et cardiaques) et ils sont moins énergivores. En moyenne, on estime qu'ils ne consomment qu'environ un tiers de l'énergie requise par une voiture traditionnelle. Le moteur électrique n'émet pratiquement pas de bruit, un réel gain en qualité de vie pour les villes, et les usages des routes embouteillées ou très fréquentées. Les voitures électriques ne nécessitent que très peu d'entretien. Certaines marques ne demandent plus de révisions automatiques suivant les kilomètres roulés. De plus, les batteries aussi ont été grandement améliorées et offrent une autonomie allant de 400 à 600 kilomètres...

Existe-t-il des désavantages ? Oui, car bien que la croissance des ventes de véhicules électriques s'intensifie, il subsiste encore des freins à leur acquisition. En effet, pour l'heure, les modèles électriques restent encore plus chers que les voitures à essence ou diesel. Malgré l'autonomie qui va croissant, les e-voitures n'arrivent pas encore au niveau record des véhicules thermiques qui peuvent parcourir jusqu'à 1.000 kilomètres avec un plein de carburant. Puis, c'est évident, la recharge d'e-voitures prend plus de temps à la pompe que de faire un plein « classique ».



Le Guide de l'écomobilité d'IMS Luxembourg

Dans son Guide de l'électromobilité, IMS Luxembourg souhaite donner les clés et les outils pour planifier les déplacements domicile-travail et mettre en place des solutions de mobilité durable. Il présente les enjeux et les défis de l'écomobilité sur le territoire luxembourgeois, notamment dus aux nombreux flux journaliers de déplacements sur le territoire avec plus de 200.000 frontaliers traversant les frontières chaque jour. Le guide présente les manières d'élaborer des stratégies de mobilité alternatives, de sensibiliser entreprises et salariés, les bonnes pratiques, les bénéfices, les incitations financières et les offres alternatives sur le territoire. Une vraie mine d'informations !



Tous les engins qui roulent

Voitures, motos, scooters... Depuis quelques années, de nouvelles manières de se déplacer ont fait leur apparition sur les routes... ou les trottoirs ! On voit ainsi fleurir des MVE de toute sorte ! MVE ? Micro-véhicule-électrique : c'est-à-dire un véhicule routier électrique de petite dimension conçu pour les déplacements d'une seule personne à une vitesse ne devant pas dépasser les 25 km/h : des monoroues, trottinettes électriques, gyropodes (Segway), hoverboards, hoverskates... si bien que de nombreuses villes ont dû introduire de nouvelles règles de circulation. Certaines ont décidé de supprimer certains de ces modes de déplacements, telles que Paris qui a banni les trottinettes électriques en libre-service récemment, Barcelone qui les a interdites en 2018 et d'autres villes qui ne les ont tout simplement jamais autorisées !



«La politique climatique du Luxembourg se veut ambitieuse.»



Pas que les voitures

Le marché des véhicules électriques séduit aussi de plus en plus les amateurs de deux-roues qui, de fait, passent de plus en plus à la motorisation électrique. Nombreux sont les constructeurs historiques qui se tournent vers ce secteur qui a pour eux de nombreux avantages, allant de la possibilité de «verdir» leur image tout comme de montrer leur préoccupation pour les enjeux climatiques, jusqu'à la possibilité de surfer sur la vague d'un secteur électromobile dont la croissance devrait être exponentielle dans les années à venir. Ainsi, Harley Davidson a misé sur l'électromobilité pour renouer avec la croissance avec une première moto 100% électrique baptisée *LineWire* commercialisée en 2019. La marque italienne Piaggio a aussi sorti une version électrique de sa célèbre Vespa, la *Vespa Elettrica*.

Pour les véhicules plus «lourds», bien que certains constructeurs commencent à électrifier quelques modèles de leurs camions, le déploiement de ces véhicules restent encore assez minime. Le coût d'exploitation (*voir side interview Biogros*) et l'autonomie restent encore de gros freins pour les professionnels. Le Suédois Volvo *via* sa branche Trucks et Renault Trucks fabriquent des camions à

batterie électrique et travaillent sur l'hydrogène ou les agrocarburants. Au Grand-Duché, des essais de transport avec des bus électriques sont effectués depuis 2017 sur le réseau RGTR (Régime Général des Transports Routiers) et, en 2022 par exemple, 22% des 75,6 millions de kilomètres ont été parcourus en véhicules électriques. Ce chiffre est passé, de janvier à juin 2023, à 40,6% des 40,2 millions de kilomètres parcourus. Le pays vise un objectif ambitieux d'au moins 50% du kilométrage électrifié en 2025 et la totalité du kilométrage parcouru en 2030 pour le réseau de bus.

La problématique de la recharge !

Qui dit déploiement des voitures électriques, dit également demande accrue des bornes de recharge. Des efforts ont donc dû être faits rapidement : aujourd'hui, les parkings d'entreprises, centres commerciaux ou parkings souterrains dépourvus d'une station de recharge se font de plus en plus rares. Le nombre de points de recharge dans l'Union européenne est passé de seulement 3.800 en 2011 à plus de 150.000 fin 2019.

La mise en circulation massive de véhicules électriques constitue aussi un énorme défi pour le secteur de l'énergie qui doit porter une attention particulière à la sécurité



02

d'approvisionnement en électricité, aux impacts environnementaux et aux coûts pour la collectivité et pour l'utilisateur qu'engendrent la mobilité électrique. De nombreuses questions restent encore à l'étude quant à la capacité du réseau électrique à assurer l'approvisionnement en énergie de millions de véhicules électriques. L'Automobile Club du Luxembourg (ACL) a publié en septembre dernier sur son site internet un rapport d'audit publié par l'UE en juin 2023 dans lequel Annemie Turtelboom, membre de la Cour responsable de l'audit explique que les «batteries ne doivent pas devenir le nouveau gaz naturel de l'Europe. Il faut éviter qu'elle [l'UE] se retrouve dans la même situation de dépendance : il en va de sa souveraineté économique. (...) En prévoyant d'interdire les voitures neuves à essence ou diesel d'ici à 2035, l'UE mise gros sur les batteries. Mais elle n'a pas toutes les cartes en main : l'accès aux matières premières, l'attrait pour les investisseurs et les coûts à supporter pourraient lui faire perdre son pari». Et Frank Maas, responsable de la promotion des solutions de mobilité à l'Automobile Club du Luxembourg (ACL) (voir interview ci-contre), de souligner «Ce rapport dénonce la faiblesse de la stratégie européenne en matière de production de batteries électriques et met sérieusement en doute la possibilité de se passer de véhicules neufs

01. 02. Les études du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) font état d'une hausse alarmante des températures moyennes mondiales.



Frank Maas

Responsable de la promotion des solutions de mobilité, Automobile Club du Luxembourg (ACL)

«L'ACL est en faveur de la diversité technologique.»

L'ACL a récemment mené une enquête sur la mobilité. Pouvez-vous nous donner les grandes lignes concernant l'électromobilité ?

Plus de 6.700 membres de l'ACL ont pris part à l'enquête, ce qui représente une participation importante à l'échelle du Luxembourg. Notre objectif était notamment de relayer les préoccupations de nos membres et de nous assurer que le thème de la mobilité quotidienne ne soit pas oublié dans le débat public dans un contexte électoral. Il est apparu que 94% des répondants sont d'avis que les politiques devraient accorder plus d'importance à cette thématique. Plusieurs mesures sont apparues très majoritaires : plus de capacité de stationnement P&R (86%) et plus d'offres pour les transports publics. En ce qui concerne l'électromobilité, les résultats sont partagés : 41% des sondés sont favorables à une hausse concernant les investissements des infrastructures et 47% sont en faveur de l'obligation de généraliser les installations de bornes de chargement pour toute nouvelle construction. En revanche, 78% des répondants se prononcent pour la promotion de carburants alternatifs écoresponsables autres que l'électromobilité. Sur ce point, il existe un vrai décalage entre le discours politique général promouvant uniquement la voiture électrique et l'opinion qui s'exprime pour une diversité de choix.

Quelle est la position de l'ACL sur l'électromobilité ?

Il est important de rappeler que notre rôle est d'être le porte-parole de nos membres et de nourrir le débat public en toute neutralité et indépendance. L'ACL est ainsi en faveur de la diversité technologique, que ce soit l'électromobilité mais aussi les carburants écoresponsables. Nous considérons qu'il est dangereux de se limiter à une seule technologie et que l'infrastructure en Europe est très loin d'être en capacité de supporter une solution 100% électrique. Un rapport de la Cour des comptes européenne du 19 juin met également en évidence les limites de cette stratégie. (Voir le texte ci-contre, ndr).

Que déployez-vous comme initiatives concernant la mobilité électrique ?

Notre rôle est d'informer et de conseiller nos membres sur tous les aspects de la mobilité dont les véhicules électrifiés. Dans ce contexte, l'ACL propose des conférences interactives dans les communes afin de renseigner les automobilistes sur le sujet. Nous conseillons également de manière individuelle nos membres afin de répondre à leurs besoins. Une de nos priorités est de développer la sensibilisation, l'information ainsi que les formations pour les usagers de la route, une demande très forte qui a été exprimée à 78% lors de notre enquête. Nous prévoyons aussi de mettre en place une plateforme pour permettre à tous de signaler des problèmes et de faire un suivi afin d'améliorer la mobilité du quotidien. Pour accompagner davantage nos membres dans la transition énergétique, nous offrons la carte de recharge Enovos et nous proposons la borne de recharge go-e dans notre shop, à un tarif préférentiel.

**Sandra Delattre**Responsable communication,
Biogros, groupe Oikopolis

**«Le revers de la médaille est
clairement le coût.»**

Vous avez maintenant un camion électrique pour vos livraisons. Qu'est-ce qui a motivé ce choix ?

Pour Biogros – grossiste en produits alimentaires biologiques et membre du groupe Oikopolis –, la devise « *Gutt fir Mënsch an Natur* » n'est pas seulement un slogan publicitaire, mais un principe pour notre action entrepreneuriale. Nous passons constamment au crible de la durabilité toutes nos activités tout au long de la chaîne de valeur. Nous recherchons activement des solutions pour réduire au maximum notre empreinte écologique. La logistique de transport est un élément important de l'entreprise en termes de gestion, mais c'est aussi le secteur qui produit le plus d'émissions de CO₂. L'objectif était de réduire ces émissions par le biais de nombreuses mesures, dont l'utilisation du premier camion électrique au Luxembourg.

Que représente l'électromobilité pour votre société ?

Pour Biogros, la priorité était d'atteindre les objectifs de durabilité déjà mentionnés, ce qui a certainement eu un effet positif sur l'image de l'entreprise. Ainsi, les émissions de CO₂ des activités logistiques, qui représentaient environ 98% des émissions de l'entreprise à l'époque, ont pu être réduites de 48% par emplacement/palette réellement transportés. En 2020, Biogros a été la première entreprise au Luxembourg à recevoir deux étoiles du *Lean & Green Award* : 2 étoiles sont attribuées lorsque les émissions de CO₂ provenant de la logistique, de la chaîne d'approvisionnement et des activités de la chaîne d'approvisionnement ont été réduites de plus de 30%.

Le revers de la médaille est clairement le coût. Ainsi, l'utilisation d'un camion électrique entraîne des coûts 3,5 fois plus élevés que ceux d'un véhicule conventionnel comparable. L'utilisation pionnière est malheureusement intervenue trop tôt pour bénéficier des aides publiques introduites depuis, de sorte que l'entreprise n'a rien reçu en termes d'aides alors qu'elle a fait face à des coûts élevés. Même avec les aides maximales actuelles, il n'est pas possible d'exploiter de manière rentable un véhicule utilitaire à propulsion alternative.

Allez-vous étendre à d'autres véhicules ?

Malgré ses objectifs ambitieux en matière de durabilité, Biogros est avant tout une entreprise économique. Les coûts supplémentaires engendrés par des véhicules respectueux de l'environnement ne sont généralement pas acceptés par le client. C'est la raison pour laquelle, pour des questions de coûts, aucun véhicule électrique supplémentaire ne sera acheté pour le moment.



03

à moteurs thermiques d'ici 2035 du fait, en particulier, d'une dépendance insurmontable en matières premières. Selon le rapport, soit il faudra repousser l'interdiction, soit il faudra importer davantage de véhicules au détriment de l'industrie automobile européenne. Cependant l'électromobilité reste une solution pour réduire les émissions de gaz à effets de serre et les gaz nocifs pour la santé comme les oxydes d'azote «NOx» ainsi que les particules fines, en particulier dans les agglomérations urbaines. Pour les automobilistes qui ont la possibilité de recharger une voiture électrifiée à domicile, cela représente un vrai confort. Malheureusement, ce ne sera pas le cas pour tout le monde.»

Aux questions d'approvisionnement en électricité s'ajoutent celles liées aux installations des bornes de recharge, plus particulièrement à leurs emplacements. Le déploiement de ces bornes de recharge dans l'espace public reste un défi. En effet, une partie des véhicules en stationnement ne peut pas être systématiquement raccordée à une borne. Toutes les places de stationnement n'en bénéficient pas actuellement. Une autre question se pose : les conducteurs possédant des voitures électriques habitent très majoritairement en maison individuelle, où il est plus facile d'installer une borne de charge, voire de charger sa voiture sur une simple prise secteur. Selon une enquête réalisée par Enedis en France (une telle enquête n'existe pas au Luxembourg mais la situation y est relativement proche), 92% des possesseurs de voitures électriques vivent en pavillon individuel. Et parmi eux,

03. 04. Même si les ventes de véhicules électriques s'intensifient, il subsiste encore des freins à leur acquisition, notamment sur l'autonomie : les e-voitures n'arrivent pas encore au niveau des véhicules thermiques en nombre de kilomètres parcourus.

05. Une partie importante des véhicules immatriculés au Luxembourg sont mis à disposition de travailleurs frontaliers qui résident en France, en Belgique ou en Allemagne.

06. Les véhicules électriques séduisent aussi de plus en plus les amateurs de deux-roues qui, de fait, passent également à la motorisation électrique.



04



05



06

88% effectuent principalement la recharge de leur véhicule à domicile. 56% des possesseurs de voitures électriques vivant en maison individuelle effectuent la recharge *via* une prise classique en charge lente. 30% utilisent une prise «renforcée» pour une charge moyenne et 14% utilisent une borne de charge rapide. Ainsi, pour la charge à domicile, la charge lente ou moyenne répond à une grande majorité des besoins. La diffusion de la voiture électrique est donc plus facile et plus rapide pour les foyers vivant en maison individuelle dans la mesure où les usagers ne rencontrent aucune difficulté à recharger leur véhicule pour un usage quotidien. La problématique est tout autre pour les conducteurs vivant en appartements. La charge à domicile en habitat collectif implique l'installation de bornes de recharge à proximité des emplacements de stationnement de la copropriété. Leur installation nécessite souvent l'accord de la copropriété, voire parfois son financement par les copropriétaires. Selon l'enquête réalisée par Enedis en France, seuls 49% des utilisateurs de véhicules électriques vivant en habitat collectif effectuent principalement la recharge à domicile. Ces derniers ont donc tendance à privilégier d'autres solutions de charge: les bornes publiques (36%) ou les bornes de recharge au travail (13%). Par ailleurs, les copropriétés sont souvent réticentes à l'installation

de telles bornes pour des raisons de sécurité, craignant les problèmes d'incendies.

Le bon élève

Au Grand-Duché, des mesures sont mises en œuvre afin de faciliter la mise en place des recharges dans les bâtiments: obligation d'installation d'un nombre minimal de bornes et de pré-équipement dans les nouveaux bâtiments fonctionnels avec l'obligation de pré-équipement dans les nouveaux bâtiments d'habitation, l'adaptation de la loi sur les copropriétés visant à simplifier l'installation de bornes. Fin septembre 2023, le régime d'aide pour l'installation de bornes de recharge à domicile comptabilisait 3.706 aides allouées. Un régime d'aides pour l'installation d'infrastructures de charge par les entreprises a été mis en place. Fonctionnant sur le principe des appels à projets, il a déjà permis, avec les deux premiers appels, de subventionner quelque 900 bornes (privées, semi-publiques et publiques). Un appel spécifique a été lancé dans le courant de ce mois de novembre 2023 en direction des infrastructures pour les poids lourds.

À la fin du mois de septembre dernier, à l'occasion d'une conférence de presse tirant le bilan de l'avancée de l'électromobilité au Luxembourg, François Bausch, alors ministre

«De nombreuses pistes sont étudiées pour décarboner le secteur des transports.»

de la Mobilité et des Travaux publics et Claude Turmes, ministre de l'Énergie, soulignaient qu'une «*infrastructure de recharge appropriée avait dû être développée à tous les niveaux, que ce soit lente ou rapide, accessible au public ou privée*». Alimentée en électricité 100% renouvelable, elle comptait au moment de la conférence, au moins une borne de recharge *Chargy* installée dans chaque commune du pays et 90 bornes de recharge ultrarapides *SuperChargy*, financées en partie par le programme de l'Union européenne *NextGenerationEU*, en cours de déploiement sur 18 stations et aires de service des autoroutes et sur les autres axes principaux du Grand-Duché de Luxembourg. Ainsi, avec environ 2.000 points de recharge accessibles au public sur le territoire du Luxembourg, 98% des résidents ont au moins un point de recharge de 22 kW à moins de 5 minutes de trajet en voiture et 90% des résidents ont au moins un point de recharge rapide accessible au public à moins de 10 minutes de trajet en voiture. À ces bornes de recharge accessibles au public, s'ajoutent les bornes privées, soutenues financièrement par le régime *Klimabonus Mobilité*. Ce bilan précise qu'au moins une borne *Chargy* est installée dans chaque commune du pays qui dénombre 1.377 points de recharge *Chargy* et *SuperChargy* et 162 *ChargyOk*. Et les ministres de préciser que le Luxembourg se classe, du coup, à la deuxième place en Europe, derrière les Pays-Bas, au regard du nombre de bornes installées sur son territoire.

Ce déploiement obligera cependant à adopter un équilibre entre la feuille de route «mobilité» et celle concernant la fourniture en énergies. Puis, les différents acteurs auront à répondre à des questions telles que: que faire en cas de grandes vagues de froid et de tensions sur les réseaux électriques? Comment gérer l'approvisionnement si tout le monde travaille aux mêmes heures et recharge sa voiture aux mêmes heures? Des tensions se feront-elles ressentir si à ces demandes s'ajoutent celles des demandes des ménages pour se chauffer, cuisiner, etc...? Comment gérer les problèmes liés aux grands déplacements comme les congés d'été, lorsque tout le monde part aux mêmes dates? Comment se feront les recharges sur

les grands axes routiers empruntés lors des grands « chassés-croisés » des vacances ?

Pour les entreprises ?

À travers différents appels à projets et régimes d'aides financières mis en place, les entreprises installées au Luxembourg sont soutenues dans leur transition vers l'électromobilité. Ces différents régimes d'aides sont financés en partie par le programme de l'Union européenne *NextGenerationEU*. Le premier type d'aides, qui profite à toutes les entreprises indépendamment de leur taille, est attribué à la suite d'un appel à projets ouvert à des projets d'infrastructures de recharge accessibles au public et privées, dont la capacité de recharge est au moins égale à 175 kW. Les projets qui seront retenus pourront bénéficier d'une subvention allant jusqu'à 50% des investissements liés au déploiement des bornes de recharge.

Le deuxième instrument d'aide est réservé aux PME et vise à faciliter leur transition vers l'électromobilité dans le cadre de leur activité économique. Sur simple demande, les PME peuvent bénéficier d'une subvention allant jusqu'à 50% des coûts liés aux bornes de recharge et jusqu'à 60% des coûts liés au raccordement au réseau électrique. L'aide est plafonnée à 60.000 euros pour les coûts de raccordement au réseau électrique et à 40.000 euros pour les autres coûts liés au déploiement, par entreprise.

Lors de la conférence de presse de bilan de septembre 2023, les ministres ont rappelé que deux appels à projets accordant des aides financières aux entreprises qui investissent dans des projets d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques ont déjà été organisés, un troisième sera ouvert du 1^{er} décembre 2023 au 1^{er} février 2024. En complément d'une aide financière pour les entreprises pour l'acquisition de véhicules utilitaires lourds à zéro émission lancée en avril 2023, un appel à projets est ouvert aux entreprises souhaitant investir dans des projets d'infrastructures de recharge dédiées aux véhicules utilitaires lourds. Cet appel à projets permettra une intensité d'aide allant jusqu'à 70%.

Un écosystème vertueux ?

Dans une interview donnée à *La Tribune* en 2017, Carlos Tavares, patron de PSA, estimait que les « constructeurs ainsi que les autorités publiques auraient bien tort de faire de



07



08



09

l'électromobilité l'alpha et l'oméga d'une automobile écologiquement vertueuse». Selon lui, « de nombreux sujets n'ont pas été résolus sur la question de la voiture électrique si on se place du point de vue de l'écosystème et pas seulement de l'objet. [...] » « Qui aujourd'hui est en train de se soucier de traiter de la question des mobilités propres dans leur globalité ? Quelles solutions pour la fabrication de batteries, le recyclage des batteries, l'exploitation mais également l'approvisionnement en terres rares, la nature de la production d'électricité... », s'était-il ainsi interrogé. Inquiet, il estimait « que l'emballage autour de l'électromobilité risquait de revenir comme un boomerang au visage des citoyens ». En effet, qui dit zéro gaz sortant du pot d'échappement, ne dit pas zéro émission de gaz à effet de serre.

La construction de véhicules électriques est elle-même source d'émissions. La production des batteries s'effectue aujourd'hui très majoritairement en Asie, dans des pays où la production d'électricité utilise principalement le charbon et est donc fortement émettrice de gaz à effet de serre.

Le développement des véhicules électriques a aussi des impacts sur les écosystèmes. À la question de la disponibilité des ressources, principalement le nickel, le lithium, et le cobalt,

et des conséquences de leur extraction sur l'environnement, s'ajoutent des préoccupations éthiques. Par exemple, l'extraction des métaux, notamment le cobalt, nécessaires à la fabrication des batteries, essentiellement concentrée en République démocratique du Congo, s'effectue dans des conditions d'atteinte aux droits humains qui ont été maintes fois pointées du doigt. Enfin, que faire des batteries en fin de vie ? La croissance attendue du nombre de véhicules électriques circulant dans le monde doit conduire à préparer le retraitement massif des batteries utilisées. Comment seront-elles recyclées, et comment seront traitées ou réutilisées les éléments qui les constituent ? Enfin, autre problématique, les batteries automobiles étant toujours plus puissantes pour plus d'autonomie, elles deviennent également de plus en plus lourdes. Conséquence : la consommation augmente et le prix aussi.

L'Europe à la rescousse

Consciente de toutes ces problématiques, l'Europe planche sur un règlement européen sur la durabilité des batteries qui devrait concerner tous les véhicules circulant sur le sol européen, quelle qu'en soit la provenance. Il exigerait plus de transparence sur l'empreinte carbone (étiquetage) et l'établissement de seuils minimums d'émissions de gaz à effet de



serre en cycle de vie, une obligation d'incorporation de matières issues du recyclage dans les batteries (au moins 12% en 2035 pour le lithium, par exemple); une responsabilité élargie des producteurs (avec une couverture de 100% des coûts de collecte et de traitement); une incitation à la réaffectation en fin de vie, par exemple les batteries des véhicules sont agrégées et transformées en stockage pour le réseau électrique. Il est également envisagé de fabriquer des batteries en Europe.

Ces objectifs sont-ils réalisables? Un rapport publié par la Cour des comptes européenne disponible sur le site internet de l'ACL souligne que la «politique industrielle de l'UE en matière de batteries a certes été activement promue ces dernières années. Mais l'accès aux matières premières, l'augmentation des coûts et la concurrence mondiale féroce constituent des freins majeurs. Dès lors, les efforts déployés par l'UE pour produire davantage de batteries pourraient ne pas suffire pour répondre à la demande croissante (...) L'objectif «zéro émission» à l'horizon 2035 risque ainsi de ne pas être atteint», avertissent les auditeurs. «Près d'un nouveau véhicule sur cinq immatriculés dans l'UE en 2021 était équipé d'une prise électrique, et les voitures neuves à essence ou diesel seront interdites d'ici à 2035. Les

07. Aujourd'hui, les parkings d'entreprises, centres commerciaux ou parkings souterrains dépourvus d'une station de recharge se font de plus en plus rares.

08. Un nouveau règlement européen applicable à partir de 2024 prévoit qu'au moins tous les 60 km dans les deux sens de circulation, une borne de charge ultrarapide soit installée sur les autoroutes.

09. La diffusion de la voiture électrique est plus facile et plus rapide pour les foyers vivant en maison individuelle car il y est plus facile de recharger son véhicule.

10. Au Grand-Duché, des essais de transport avec des bus électriques sont effectués depuis 2017 sur le réseau RGTR (Régime Général des Transports Routiers).

© Emmanuel Claude / Focalize



Lars Herlitz
Président et cofondateur,
Lyten

«Accélérer la transition vers une mobilité durable.»

Pouvez-vous nous présenter Lyten ?

Nous avons été créés en 2015 dans la Silicon Valley. Nous sommes, depuis, pionniers dans le domaine des supermatériaux en graphène 3D pour la décarbonation, qui permettent la transition vers le zéro émission nette. Nous travaillons notamment sur des batteries lithium-soufre de nouvelle génération, destinées à être utilisées, par exemple, dans les secteurs de l'automobile, de l'aérospatiale ou de la défense. Ces batteries ont une empreinte carbone réduite de 60% par rapport aux batteries électriques classiques, car elles ne contiennent pas de nickel, de cobalt ou de manganèse. En outre, elles sont caractérisées par une haute densité énergétique et elles allègent considérablement les véhicules électriques, ce qui permet d'accélérer la transition vers une mobilité durable.

Pourquoi avoir choisi le Luxembourg pour établir vos activités européennes ?

Bien plus qu'un siège social, cette localisation représente, pour nous, un hub central par lequel nous pouvons rayonner et collaborer auprès de toutes les entreprises européennes. Nous étions à la recherche d'un pays où nous pourrions bénéficier du meilleur soutien. Nous ne pouvons pas être plus enthousiastes à l'idée de collaborer avec le Luxembourg. Nous considérons cela comme une pierre angulaire de notre expansion internationale.

Qu'allez-vous concrètement développer au Luxembourg ?

Le siège européen basé au Luxembourg supervisera l'administration générale, les activités de marketing et de vente, ainsi que le support local et technique dans la région. Nous prévoyons de mener ici des activités de R&D avancées et d'examiner ensuite la possibilité d'établir une usine pilote industrielle dans le pays. Nous discutons de la possibilité de nous établir sur le site de l'*Automobility Campus* de Bissen.



La voiture électrique avant l'heure!

On n'a rien inventé! Aux débuts de l'automobile, lorsque les premiers essais étaient effectués, toutes les sources d'énergie étaient bonnes pour faire avancer les véhicules. Dans les années 1900, par exemple, aux États-Unis, 40% des véhicules en circulation fonctionnent à la vapeur, 38% à l'électricité et 22% à l'essence. Dès que les voitures commencèrent à être produites en série, l'importance des propulsions alternatives a diminué. La crise du pétrole a marqué une nouvelle étape dans la recherche de carburants alternatifs et la mobilité électrique a fait un retour en force ces 10 dernières années, depuis que l'Américain Tesla produit des véhicules électriques.



Un défi pour les pompiers

Les véhicules électriques ont poussé les services de sécurité à revoir leur mode de travail et à s'adapter. Bien que rares, les incendies sur les e-voitures sont plus difficiles à éteindre, ils semblent plus persistants et peuvent quelquefois se rallumer quelques heures, voire quelques jours après l'extinction. Les pompiers doivent donc revoir leurs modes d'intervention et se former à ce type de feu sur les batteries de véhicules électriques qui ne se traite pas comme un feu sur une voiture thermique. Certains services de secours se dotent également de nouveaux véhicules plus performants et surtout pouvant accéder aux parkings souterrains, les camions classiques étant trop imposants!



11. Les copropriétés sont souvent réticentes à l'installation de telles bornes pour des raisons de sécurité.

batteries sont, de ce fait, devenues un impératif stratégique pour l'UE. Mais l'industrie européenne des batteries est à la traîne au niveau mondial. La Chine, en particulier, a une grande longueur d'avance avec 76% de la capacité de production mondiale. Pour véritablement lancer l'UE dans la course mondiale aux batteries, la Commission européenne a publié en 2018 un plan d'action stratégique. Elle a concrétisé, pour l'essentiel, les principales mesures qui y sont prévues pour soutenir le secteur: elle a donné l'impulsion stratégique, élaboré la réglementation et assuré le financement». L'Europe, et de fait le Luxembourg, dépendant fortement des importations de matière premières, les questions de l'approvisionnement et de la production en masse des véhicules électriques et de leurs composants (les batteries notamment) sont étudiées. Le pays a d'ores et déjà réagi en signant lors de l'ouverture de l'Automotive Day, le jeudi 5 octobre dernier, un protocole d'entente avec le président et cofondateur de la société Lyten qui établira son siège européen au Luxembourg. Originaire de la Silicon Valley, la société Lyten (voir interview page 51) est spécialisée dans le développement de batteries à haute densité énergétique légères pour véhicules électriques ainsi que dans la production de matériaux composites permettant de construire des véhicules plus légers.

De plus, le *Net-Zero Industry Act* doit accorder aux batteries le statut de technologies «stratégiques» et l'objectif européen prévoit 40% de batteries fabriquées en Europe d'ici 2030, incluant pour ce faire, entre autres, une

intensification de l'exploration géologique en Europe pour l'approvisionnement en matières premières (*Critical Raw Material Act* pour le lithium, le cobalt, le cuivre...).

Le cas du Luxembourg

Le Grand-Duché présente des spécificités particulières par rapport à d'autres pays, notamment en raison de sa position géographique, au «cœur de l'Europe», et économique, avec une masse importante de travailleurs frontaliers traversant les frontières chaque jour. Une partie importante des véhicules immatriculés au Luxembourg est mise à disposition de travailleurs frontaliers qui résident en France, en Belgique ou en Allemagne. Le potentiel de décarbonation du secteur du transport est encore élevé au Luxembourg. Au-delà du développement des transports en commun et de la mobilité douce pour réduire le besoin de mobilité en véhicules particuliers de manière générale, le Luxembourg s'est fixé l'objectif très ambitieux d'atteindre une part de 49% de voitures électriques et plug-in hybrides dans son parc automobile d'ici 2030 (voitures privées, professionnelles ou en leasing opérationnel).

Selon les derniers chiffres (septembre 2023), 10.401 nouvelles voitures électriques ont été immatriculées au Grand-Duché, soit plus de 30% des nouvelles immatriculations (7.114 nouvelles immatriculations de voitures 100% électriques et 3.287 nouvelles immatriculations de voitures plug-in hybrides). En ce qui concerne l'électrification de la flotte automobile, 7,52% des voitures enregistrées au Luxembourg sont déjà électriques (4,36%



12. Le développement des véhicules électriques a également des impacts sur les écosystèmes en raison de la disponibilité des ressources comme le nickel, le lithium, et le cobalt, et des conséquences de leur extraction.

électriques pures et 3,16% plug-in hybrides) et ceci représente, derrière la Suède et le Danemark, un des taux d'électrification les plus élevés de l'Union européenne. Une partie non négligeable des voitures étant des véhicules de fonction et de leasing, on notait que 20,62% des voitures immatriculées au nom d'une société (personne morale) étaient électriques (fin août 2023), dont 11.889 voitures 100% électriques et 9.415 voitures plug-in hybrides, que 31,97% des voitures immatriculées par une société de leasing étaient électriques (fin août 2023), dont 8.496 voitures 100% électriques et 6.557 voitures plug-in hybrides. Au Grand-Duché, depuis 2017, l'avantage en nature des voitures de fonction est calculé en fonction de la motorisation et du niveau d'émission de CO₂. L'objectif étant de favoriser davantage les voitures de fonction à faibles et à zéro émission de roulement, les critères vont être encore renforcés pour qu'à partir de 2025, seulement les voitures de fonction à zéro émission de roulement puissent profiter d'un taux favorable.

Le pays est-il prêt ?

La transition vers une mobilité à carburants alternatifs (électrique, hydrogène...) fait encore face aux craintes bien ancrées d'une infrastructure de charge (respectivement de ravitaillement) insuffisante. Pour pallier le risque de voir retardé le déploiement de la mobilité

électrique, et donc l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de GES, l'UE a décidé de fixer des objectifs contraignants en la matière.

Ainsi, le 25 juillet 2023, le Conseil de l'UE et le Parlement européen ont adopté le nouveau règlement (UE) sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (règlement AFIR), qui fixe notamment « des objectifs minimaux contraignants pour le déploiement d'infrastructures de recharge et de ravitaillement ouvertes au public destinées aux véhicules routiers ».

Il est prévu que chaque État membre se fixe des objectifs nationaux en termes de bornes à installer qui soient fondés sur le parc de véhicules électriques du pays, qui tient compte « des progrès technologiques tels que l'augmentation de l'autonomie des véhicules électriques ou un accroissement du nombre de points de recharge rapides [...] (ainsi que) des différents modes de recharge des véhicules électriques à batterie et des véhicules hybrides rechargeables ». En effet, des objectifs fixés « en fonction de la puissance de sortie maximale totale de l'infrastructure de recharge ouverte au public offriraient une certaine flexibilité dans la mise en place de différentes technologies de recharge ». Le règlement AFIR rappelle également que l'installation de bornes de charge publiques est particulièrement importante dans les zones résidentielles.

«La part de véhicules électriques va devoir progresser beaucoup plus vite que ce qui a été observé ces dernières années.»

Ainsi, pour les véhicules légers, des parcs d'infrastructures de charge accessibles au public devront être installés au moins tous les 60 km le long des axes principaux de l'Union européenne d'ici fin 2025, avec une puissance de sortie d'au moins 400kW à partir de cette date, et d'au moins 600kW à partir de fin 2027.

Pour réaliser cet objectif, la part de véhicules électriques va donc devoir progresser beaucoup plus vite que ce qui a été observé ces dernières années.

L'électromobilité ne résout pas tout

Si l'électrification de la mobilité – légère et lourde – constitue un puissant levier de réduction de l'empreinte carbone des transports, quelles que soient ses modalités de développement, les enjeux et les défis restent nombreux et le développement des offres de transports multimodales est aussi une importante piste à suivre. Il est en effet nécessaire de combiner tous les leviers possibles suivant les trajets et les lieux d'habitation : les offres de transports en milieu rural, périurbain ou urbain ne sont pas les mêmes et les problématiques ou alternatives pour se déplacer pour les usagers ne sont pas toutes à mettre au même niveau. Comme certains experts l'expliquent déjà, ce ne sont plus désormais seulement les modes de transports qu'il faudra envisager autrement, mais bel et bien, les modes de vie. ■



Plus d'informations :

www.cc.lu/merkur

Retrouvez la version en anglais de la Cover Story consacrée à l'électromobilité, en scannant le QR Code.

— ENTREPRISES INNOVANTES —

Faciliter leur financement

TEXTE Nicolas Liebgott, Affaires économiques, Chambre de Commerce

PHOTO Austin Distel / Unsplash

Le 9 juin 2023, le ministre de l'Économie luxembourgeois profitait du salon Vivatech à Paris, l'un des principaux salons regroupant le secteur des technologies, pour présenter la feuille de route luxembourgeoise du développement des entreprises innovantes. Cette stratégie se veut être articulée autour de plusieurs axes : faciliter l'accès aux talents pour les startups et scale-up, déployer un environnement propice au développement de scale-up ou encore ancrer l'écosystème luxembourgeois au cœur de celui de l'Union européenne. Cependant, aucune mesure similaire au *Tax Shelter* belge n'a été annoncée malgré le souhait exprimé de longue date, par la Luxembourg Startup Association, d'un tel dispositif.

Dans un environnement de plus en plus concurrentiel, les outils fiscaux à destination des jeunes entreprises innovantes se multiplient en Europe et dans le monde. Alors même que le financement des entreprises, en général, et des entreprises innovantes, en particulier, est de plus en plus ardu en raison de la hausse des taux d'intérêt depuis quelques mois, l'évolution législative communautaire induit également des coûts supplémentaires pour celles-ci.

La régulation, ce coût caché

Le numérique est, depuis quelques années déjà, un secteur porteur pour l'économie, et il continuera à l'être sous différentes formes. Par exemple, l'intelligence

artificielle ou l'exploitation de données sont deux domaines où bon nombre de startups cherchent à se positionner. Technologies de rupture par excellence, leurs usages sont encore récents et pour la plupart encore inexploités. Ces secteurs permettent à de nombreuses jeunes entreprises innovantes de venir challenger des acteurs bien établis.

Inquiète d'une utilisation détournée de l'intelligence artificielle, la Commission européenne a rapidement souhaité réguler cet espace numérique, sous la houlette notamment de son Commissaire dédié, Thierry Breton. De nombreux textes communautaires sont ainsi en train de voir le jour ou ont déjà été adoptés : l'*AI Act*, le *Digital Markets Act*, le *Data Act* ou encore le *Digital Services Act*.

L'intention est louable : il s'agit d'encadrer les nouveaux usages de l'intelligence artificielle, des données, dans un équilibre délicat alliant éthique, protection de la vie privée et développement économique. Il y a derrière toute cette régulation également une volonté de mieux encadrer les activités de Google, Apple, Facebook et Amazon (GAFA) sur le sol européen.

L'inflation législative dans le secteur induit toutefois des coûts de mise en conformité majeurs pour les entreprises, notamment les startups qui ont un vivier de collaborateurs moins important que les grandes entreprises pour s'adapter constamment aux évolutions réglementaires et ce d'autant plus que nous sommes dans un contexte de pénurie accrue des talents. Dans ces secteurs où la concurrence

entre entreprises est mondiale, beaucoup de développeurs choisissent en effet de travailler pour des entreprises non européennes où le travail de conformité est moins important.

L'adaptation normative constante suppose des coûts toujours plus importants pour les entreprises. Cet investissement financier a un coût d'opportunité important : les entreprises qui investissent dans la réglementation le font parfois en renonçant à des projets d'innovation.

Les levées de fonds en baisse

Après plusieurs années où les levées de fonds des startups européennes se portaient au mieux – avec une année 2022 record –, celles-ci sont en diminution pour le premier semestre de 2023. Le recul est assez net.

Entre les mois de janvier et de juin 2023, les startups européennes ont levé près de 23,2 milliards d'euros en Europe. En 2022, durant la même période, le montant s'élevait à 44,7 milliards d'euros. En cause, notamment, un désengagement des fonds de capital-risque d'investisseurs américains.

« *Le ticket moyen des investisseurs est en forte chute.* »



Les contraintes réglementaires croissantes s'ajoutent aux difficultés de financement, transformant en casse-tête la gestion et le développement des jeunes entreprises innovantes européennes.

«Aucun mécanisme luxembourgeois ne prévoit plus de faciliter l'investissement des personnes physiques dans les entreprises innovantes.»

Même la *French Tech*, l'écosystème français des startups, parmi les plus importants en Europe, n'échappe pas à cette baisse. Pour le premier semestre de 2023, les levées de fonds ont totalisé 4,5 milliards d'euros dans l'Hexagone contre 8,9 milliards en 2022. Le ticket moyen des investisseurs est en forte chute également : il est de 8,6 millions d'euros cette année contre 19 millions il y a un an.

Faciliter le financement pour accélérer la double transition

De nombreux pays européens ont mis en place des dispositifs pour faciliter l'investissement des personnes physiques dans les entreprises innovantes. Hors Union européenne, la Grande-Bretagne a son dispositif SEIS/EIS avec des taux de déduction qui varient entre 30 et 50% pour un seuil maximal d'investissement de 500.000 euros. L'Espagne propose un taux de déduction fiscale de 50% pour un seuil d'investissement de 100.000 euros. La Belgique dispose également d'un outil pour faciliter l'investissement des personnes physiques dans les entreprises innovantes avec son système de *Tax Shelter*.

Récemment, le rapport Midy, du nom du député français qui en est l'auteur, a été publié. L'objectif affiché : soutenir l'investissement dans les startups et PME innovantes

alors que les levées de fonds sont en chute depuis le début d'année 2023. Le rapport propose d'articuler ce soutien autour de trois blocs de mesures qui permettraient d'obtenir 3 milliards d'euros supplémentaires par an pour les entreprises innovantes. Le 1^{er} bloc vise à faciliter l'accès des entrepreneurs aux compétences nécessaires, levées de fonds et à la commande publique. Le 2^e bloc cherche à mobiliser les grandes entreprises et acteurs institutionnels, tandis que le 3^e bloc cherche à diriger l'épargne des personnes physiques vers les startups. Le rapport propose de rapprocher la France des taux de déduction fiscale des autres pays européens, entre 30 et 50% pour un montant investi maximum de 500.000 euros.

Quid du Luxembourg ?

Depuis la fin du dispositif «Rau» au début des années 2000, aucun mécanisme luxembourgeois ne prévoit plus de faciliter l'investissement des personnes physiques dans les entreprises innovantes. Le Grand-Duché présente un désavantage compétitif conséquent sur ce point par rapport aux nombreux pays voisins qui proposent de telles mesures aux startups qui y sont installées. Une proposition de loi déposée à la Chambre des Députés durant l'été 2022 proposait une première mesure pour faciliter l'investissement des personnes physiques dans des

entreprises innovantes avec un seuil maximal d'investissement de 5.000 euros «seulement». Dans son livret thématique dédié à la *Data-driven economy* publié dans le cadre des élections, la Chambre de Commerce proposait également d'adopter un dispositif de type *Tax Shelter* pour combler le manque.

Un rapport de StartupGenome montrait récemment que les startups luxembourgeoises avaient du mal à lever les fonds nécessaires pour devenir des scale-up. Un tel outil fiscal serait donc un signe positif pour l'écosystème national.

Alors que plus de 500 startups sont présentes au Luxembourg dans des domaines comme les écotechnologies, les fintechs, l'espace, le numérique ou encore les technologies de la santé, l'enjeu est de taille. L'innovation est plus que jamais nécessaire pour réussir la double transition environnementale et numérique. Faciliter le financement des entreprises innovantes l'est donc tout autant. ■

— CYBERSÉCURITÉ —

L'enjeu vital d'une économie digitale

TEXTE Hoai Thu Nguyen Doan, Affaires économiques, Chambre de Commerce

PHOTO Sigmund / Unsplash

« En matière de cybersécurité, se rétablir d'une attaque se révèle souvent plus coûteux qu'investir dans des dispositifs préventifs de défense. »

Au niveau mondial, 83%¹ des organisations auraient subi une ou plusieurs violations de données au cours de leur existence. L'omniprésence des flux d'information dans la plupart des économies et des sociétés, qui caractérise le 21^e siècle, favorise ce phénomène. Le développement du télétravail, de l'e-commerce, des services en ligne et autres applications digitales s'est traduit par l'augmentation du nombre de surfaces vulnérables aux attaques informatiques.

La cybersécurité est devenue un enjeu économique vital, comme l'ont d'ailleurs souligné les experts du *Forum Économique Mondial* de 2023 à Davos ou encore la feuille de route « *Ons Wirtschaft vu muer* », publiée en 2021 par le ministère de l'Économie.

Une menace pesant sur l'ensemble des secteurs de l'économie

La multiplication des cyberattaques au niveau mondial (augmentation de 80% entre 2017 et 2022²) est une conséquence directe du recours croissant aux technologies digitales et elle touche tous les secteurs d'activité. Selon le rapport d'activité 2023 du fournisseur de solutions de cybersécurité Check Point, les trois secteurs les plus menacés sont les établissements d'enseignement et de recherche (+43% d'attaques informatiques en 2022 par rapport à 2021), les domaines gouvernementaux et militaires (+46%) et la santé (+74%). Les attaques informatiques peuvent perturber le fonctionnement des organisations et engendrer des coûts humains, matériels et financiers.

La vulnérabilité informatique est source d'innombrables coûts

Selon le *Global Data Protection Index* publié en 2022 par Dell Technologies, le coût moyen d'un cyberincident pour une entreprise a dépassé la barre du million de dollars américains en 2022. Les cyberattaques engendrent des coûts significatifs qui peuvent

varier de quelques milliers à plusieurs millions d'euros en fonction de variables telles que la taille de l'organisation, le secteur d'activité ou la nature et la gravité de l'agression.

Chiffrer précisément les dommages liés à une cyberattaque constitue toutefois une tâche ardue car cela nécessite de considérer à la fois des coûts directs (ex. : ceux liés à l'enquête technique pour identifier l'origine de l'attaque, à la sécurisation des données clients post-incident, etc.) et indirects, moins évidents à identifier (ex. : impacts liés à la perturbation des activités, perte de la confiance des clients, etc.). Ainsi, selon une enquête nationale réalisée par la Luxembourg House of Cybersecurity (LHC) avec le soutien de la Chambre de Commerce, 60% des PME luxembourgeoises ayant reporté un incident de sécurité informatique en 2023 ont constaté une perte de temps de travail significative, car réallouée à l'atténuation des conséquences et au rétablissement de l'entreprise. Par ailleurs, 11% ont vu leurs revenus directement impactés à la baisse.

Une panoplie d'outils pour miser sur la prévention

En matière de cybersécurité, se rétablir d'une attaque se révèle souvent plus coûteux qu'investir dans des dispositifs préventifs de défense qui existent d'ailleurs sous diverses formes. Parmi les plus courants, on compte la mise en place de formations de sensibilisation à la sécurité informatique pour les employés, le

Trop souvent, les cyberattaques sont rendues possibles par des négligences humaines. La première des protections consiste donc à former le personnel, notamment dans les PME, aux bons réflexes de sécurité.

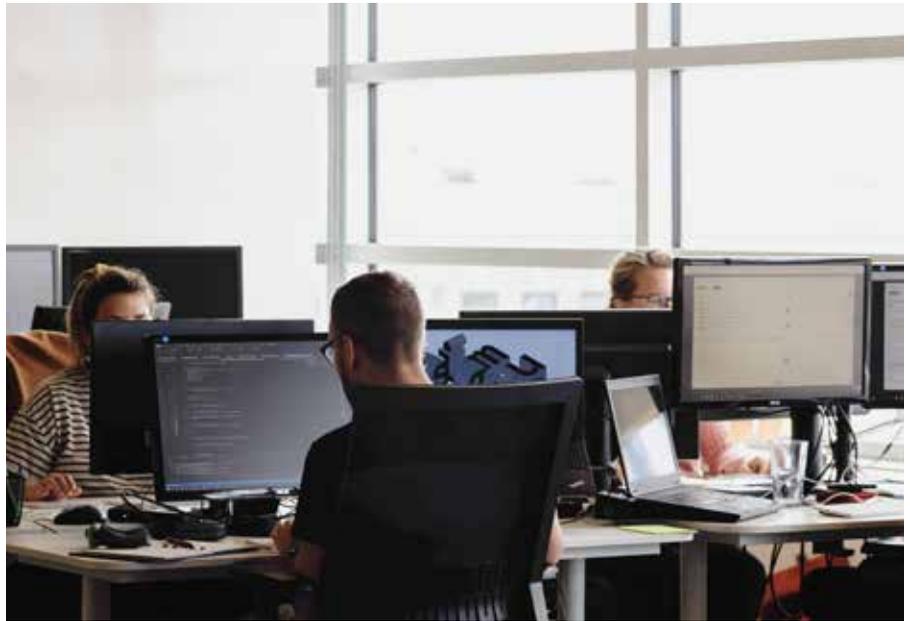
«La multiplication des cyberattaques au niveau mondial est une conséquence directe du recours croissant aux technologies digitales.»

lancement d'un audit de cybersécurité, le déploiement d'un plan de réponse aux incidents, ou encore le renforcement et la maintenance des infrastructures et processus informatiques (ex. : installation de pare-feu et antivirus, mise à jour régulière des logiciels, politique de mots de passe forts, surveillance et détection des intrusions, sauvegarde régulière des données). Les assurances dans le domaine de la cybersécurité sont également de plus en plus populaires parmi les entreprises. En 2022, 64% d'entre elles ont eu recours à cet outil selon l'enquête de la société d'assurances Hiscox⁴.

Le Luxembourg présente un niveau de cybersécurité honorable, mais perfectible

Selon le *Global Cybersecurity Index* de 2021, le Luxembourg se classe 13^e sur 194 pays (les trois premiers étant les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Arabie saoudite). Au niveau du continent européen, le pays est 7^e sur 47 en matière de sécurité informatique (les champions étant le Royaume-Uni, suivi par l'Estonie et l'Espagne). Sa force repose sur l'existence d'un cadre juridique, d'institutions et d'outils techniques idoines pour traiter les questions de cybersécurité. Il dispose par exemple d'une stratégie nationale régulièrement mise à jour, de la *Computer Emergency Response Team*⁵ (CERT) et d'une agence dédiée, la Luxembourg House of Cybersecurity (LHC).

La résilience luxembourgeoise en tant qu'économie digitale doit néanmoins être renforcée via 2 axes majeurs. Le premier consisterait à combler le manque d'outils permettant d'évaluer la robustesse de la cybersécurité nationale et son évolution. Le second se concentrerait sur les PME qui représentent 99,5% des entreprises grand-ducales⁶ et se décline en 2 priorités. L'une d'elles serait de développer une offre de cybersécurité adaptée à ces dernières,



puisque moins de la moitié d'entre elles (44,66%) déclarent avoir accès à des services répondant à leurs besoins, selon l'enquête LHC. L'autre priorité serait de renforcer les actions de sensibilisation par rapport aux risques «cyber». En effet, 79% des PME ont déclaré ne pas avoir fourni de formation sur ce thème à leurs employés durant les 12 mois précédant l'enquête *Eurobarometer Flash 496: SME and Cybercrime*, publiée par la Commission européenne en mai 2022, fondée sur des données recueillies fin 2021. Cela constitue un risque non négligeable puisque, selon la LHC, deux tiers des cyberattaques au Luxembourg sont des *phishing*⁷, soit des attaques qui ciblent le manque d'information et l'erreur humaine.

Pour contribuer à améliorer la résilience du Luxembourg en tant qu'économie digitale, la Chambre de Commerce mène de nombreuses actions, au niveau de la sensibilisation (bulletin Eco News Flash, Guide pratique sur la cybersécurité, conférences *Cybersecurity-4success*), de la formation (workshop «e-forum 2023» de la House of Entrepreneurship sur la protection contre les fraudes en ligne, modules de cours de la House of Training), de la promotion (participation d'un pavillon national lors du Forum International de la cybersécurité à Lille, en avril 2023), de la veille légale et de l'advocacy (avis sur les projets de lois et règlements grand-ducaux) ou encore de la recherche (collaboration avec la LHC pour étudier les besoins du pays en termes de cybersécurité et soutien au développement d'un «Observatoire de la cybersécurité»).

La cybersécurité constitue un enjeu économique voué à gagner en importance dans des économies de plus en plus digitalisées et ne peut plus être oubliée dans les stratégies des entreprises, quels que soient leur secteur d'activité ou leur taille. —

1. IBM, «Cost of a Data Breach», 2022.
2. Sonicwall (spécialiste en cybersécurité), «Cyber threat report», 2023.
3. La publication du rapport détaillant les résultats de cette enquête est planifiée pour fin 2023.
4. Hiscox assurances, «Rapport sur la gestion des cyber-risques», 2022.
5. La CERT est une équipe chargée de la sécurité informatique et de la réponse aux incidents relatifs au Luxembourg.
6. Chiffres de la Commission européenne.
7. Le phishing (ou hameçonnage) est une pratique consistant à obtenir du destinataire d'un courriel d'apparence légitime, la transmission de ses coordonnées bancaires ou identifiants de connexion pour réaliser un vol d'argent.

Plus d'informations:



EcoNews Flash n°15
Quand robustesse économique rime avec sécurité informatique



Guide pratique Cybersécurité

— IMD WORLD TALENT RANKING 2023 —

Disponibilité de la main-d'œuvre: socle de la croissance d'aujourd'hui et de demain

TEXTE Sidonie Paris, Affaires économiques, Chambre de Commerce

PHOTO Thisisengineering / Unsplash

Le Luxembourg forme trop peu de profils scientifiques et d'ingénieurs. Il doit inciter davantage de jeunes à s'orienter vers ces cursus.



Que penser des résultats du Luxembourg au classement 2023 de l'institut IMD sur les talents ? Si, à première vue, on peut se réjouir du retour du Luxembourg dans le top 3 au classement général (après un recul à la 7^e place dans le classement de 2022), les faiblesses structurelles du pays sont toujours bien présentes.

La disponibilité des talents, pierre angulaire du développement économique du Grand-Duché et de la soutenabilité de son modèle, constitue la deuxième préoccupation majeure des dirigeants d'entreprises, derrière le coût du travail et devant la fiscalité des entreprises, selon l'édition du 1^{er} semestre 2023 du Baromètre de l'Economie publié par la Chambre de Commerce. De la capacité du pays à répondre à ce défi de manière ciblée et rapide dépendra son aptitude à rester compétitif dans un contexte de « guerre mondiale » pour attirer et retenir les talents, au sein duquel progresser lentement revient à perdre du terrain vis-à-vis de concurrents plus réactifs.

L'apprentissage, pas assez développé au Luxembourg

Le Luxembourg dispose d'un certain nombre d'atouts que l'on retrouve d'une édition à l'autre du classement de compétitivité IMD. Sur le pilier « investissements et développement », le pays se distingue par un niveau de dépenses publiques par élève élevé (1^{er} rang sur 64 pays) et un ratio

«Les dirigeants d'entreprises interrogés expriment leur inquiétude grandissante concernant la disponibilité des compétences.»

élève-enseignant parmi les plus bas au monde (1 enseignant pour 8,99 élèves en moyenne dans le primaire, 9,53 dans le secondaire). La qualité de son système de santé est saluée par les chefs d'entreprises ayant pris part à l'enquête IMD.

Toutefois, ces mêmes dirigeants pointent du doigt les insuffisances du système d'apprentissage, rétrogradant le Luxembourg de la 15^e à la 28^e place entre 2021 et 2023. Pour les employeurs, la formation continue de leurs employés revêt une haute importance, qui augmente d'année en année. Ils placent le Luxembourg à la 16^e position sur cet indicateur dans le classement 2023, soit une progression de 13 rangs par rapport à 2022. En effet, les compétences requises évoluent pour faire face aux changements environnementaux, intégrer les progrès technologiques et s'adapter aux évolutions réglementaires. Cette transformation offre de nouvelles opportunités de développement pour l'entreprise et des perspectives d'évolution professionnelle pour le salarié. Elle requiert l'adoption d'une approche de formation tout au long de la vie (ou *life-long learning*) au sein d'économies en perpétuel changement.

Le manque de logement freine l'attraction de talents

La prospérité d'un petit pays comme le Luxembourg repose sur sa capacité à attirer des ressources de l'extérieur. Son attractivité constitue le socle de son modèle

économique. Sur ce volet, le grand-Duché peut se prévaloir d'un niveau de vie élevé (8^e), d'un système judiciaire indépendant (20^e), de rémunérations attractives pour les positions de management (8^e) et d'un salaire social minimum parmi les plus élevés au monde (4^e). Cependant, le pays affiche des faiblesses qu'il peine à surmonter. Le coût élevé de la vie (recul de la 31^e à la 40^e position entre 2020 et 2023) et notamment du logement, freine sa capacité à attirer les talents. Faute de trouver un logement à un prix raisonnable au Luxembourg et conscients des contraintes auxquelles font face les frontaliers (mobilité, nombre de jours de télétravail limité, etc.), certains candidats choisissent d'autres destinations concurrentes. Selon les dirigeants d'entreprises interrogés, le Luxembourg affiche une perte d'attractivité continue pour les travailleurs hautement qualifiés (le pays recule de manière continue de la 4^e à la 9^e position entre 2020 et 2023). Ces personnes ont souvent l'embarras du choix pour sélectionner leur destination et peuvent aussi rapidement en changer en cas d'erreur de jugement ou d'opportunités jugées plus intéressantes ailleurs. D'où le déploiement, au sein de certaines entreprises, de programme d'attraction et de rétention des talents dans une démarche plus pro-active que par le passé, notamment depuis la crise sanitaire. En outre, les craintes des effets de la perte de talents sur la compétitivité du pays sont manifestes parmi les chefs d'entreprises et se renforcent d'année en année. Ces évolutions doivent être prises au sérieux.

Un décalage persistant entre besoins et profils disponibles

La disponibilité des talents constitue un défi majeur, tant pour les entreprises que pour l'économie dans son ensemble. L'expérience à l'international des managers, tout comme les compétences linguistiques généralement en phase avec les besoins des entreprises constituent des atouts. Cependant, les faiblesses persistent tant sur le volet de l'attraction des talents étrangers que sur celui de la formation des personnes déjà sur place. Les dirigeants d'entreprises interrogés expriment leur inquiétude grandissante concernant la disponibilité des compétences (sur cet indicateur, ils rétrogradent le Luxembourg de la 48^e à la 55^e place entre 2021 et 2023). Ils regrettent également le manque de managers seniors, ainsi que le décalage persistant entre les besoins en compétences de l'économie et les profils disponibles, faisant passer le pays du 27^e au 29^e rang sur l'adéquation entre l'enseignement scolaire (primaire et secondaire) et les besoins d'une économie compétitive).

Le faible attrait des étudiants pour les matières scientifiques (moins de 20% d'une promotion universitaire obtient un diplôme dans une matière scientifique) est également un élément à prendre en compte. Or, ces compétences sont indispensables pour mener à bien la double transition digitale et environnementale. Le temps de formation de ces personnes étant relativement long (5-6 ans), les choix actuels de cursus auront un impact direct sur la disponibilité des talents à moyen et long terme. ■

«Le coût élevé de la vie et notamment celui du logement, freine la capacité du Luxembourg à attirer des talents.»

— COMMENT VONT NOS VOISINS ? (1/4) —

Le Grand Est mise sur le retour de l'industrie

TEXTE Anthony Villeneuve, Affaires économiques, Chambre de Commerce

PHOTO Amazon

« Si la progression rapide du travail frontalier a largement contribué à absorber le choc de la désindustrialisation, il faut aussi noter que le Grand Est a investi de nouveaux secteurs économiques porteurs. »



Grande Région
Grand Est

Grand Est

Fiche d'identité

Président de Région: **Franck Leroy**
 Capitale de Région: **Strasbourg**
 Superficie: **57.441 km²**
 Population: **5,5 millions** d'habitants
 PIB: **166 milliards d'euros** (Insee, 2021)

Situé au cœur de la Grande Région, le Grand-Duché entretient d'étroites relations économiques avec les territoires voisins que sont le Grand Est, la Wallonie, la Rhénanie-Palatinat et la Sarre. Mais au fait, comment vont ces régions ? Quels sont leurs résultats économiques ? Quels secteurs portent leur croissance ? Quelles sont leurs perspectives ? C'est l'objet d'une série d'articles en quatre volets. Pour ce numéro, nous nous intéressons à la région Grand Est, en France.

Née en 2016 de la fusion de l'Alsace, de la Champagne-Ardenne et de la Lorraine, la région Grand Est est l'une de ces nouvelles grandes régions françaises redessinées pour une action publique plus efficace, mais aussi pour peser économiquement à l'échelle européenne. Avec un PIB de 166 milliards d'euros (INSEE, PIB en valeur 2021), cette région créée à elle seule plus de valeur ajoutée que de nombreux États européens. Si la fusion des anciennes régions s'est faite dans la douleur politiquement et administrativement, elle a aussi posé d'importants défis en matière de partage des richesses, les trois territoires d'origine ayant des structures et des performances économiques très hétérogènes. L'Alsace était historiquement une région prospère avec une économie très variée, la Champagne-Ardenne bénéficiait de sa puissance agricole (particulièrement viticole) tandis que la Lorraine, après avoir longtemps été une terre industrielle, s'était difficilement réorientée vers de nouvelles spécialisations.

Aujourd'hui, les segments d'activité qui pèsent le plus lourd dans l'économie régionale sont le secteur public (administration, enseignement, santé, action sociale) pour 25,7 % de la valeur ajoutée, l'industrie pour 19,6% (contre seulement 14,2% à l'échelle nationale) et le commerce de détail pour 16,6% (INSEE, 2015). Notons également la surreprésentation du secteur agricole qui

pèse 3,3% du PIB contre seulement 1,8% à l'échelle nationale. La force industrielle de la région, qui reste réelle, dope son solde commercial. Alors que la France affiche un déficit commercial de 163 milliards d'euros, le solde commercial du Grand Est est positif à 2,1 milliards (hors énergie). Parmi les secteurs qui exportent le plus, on trouve l'automobile (8,6 milliards par an), le secteur pharmaceutique (6,3 milliards) et les boissons (5,9 milliards). Ces derniers mois, le niveau des exportations est fortement dopé par l'inflation.

Une région marquée par les crises

Les polycrises de ces dernières années n'ont pas épargné la région Grand Est, laquelle avait d'ailleurs été l'une des plus durement touchées par l'épidémie de Covid-19 sur le territoire français. À l'époque, les entreprises ont heureusement été protégées par les mesures de soutien gouvernemental. Le nombre de défaillances d'entreprises avait d'ailleurs fortement chuté en 2020 et 2021. Mais la fin des aides et surtout la flambée des prix de l'énergie ramènent aujourd'hui le nombre de défaillances d'entreprises à un niveau proche de ce qui était observé avant la pandémie.

Sur le front de l'emploi, la région a connu d'importantes difficultés ces dernières décennies, liées essentiellement à la désindustrialisation,

Amazon, avec son nouveau centre de distribution, ouvert à Augny (Moselle) en 2021, sur 182.000m², est devenu l'un des gros employeurs de la région avec ses 4.000 salariés.

« Désormais, tous les regards se tournent vers l'hydrogène, dont le Grand Est entend devenir l'un des leaders. »



particulièrement violente en Lorraine. Elle avait commencé à retrouver un certain dynamisme au milieu des années 2010, avant un coup d'arrêt en 2020. Si un net rebond a été observé après la pandémie, la situation semble se tasser depuis. En 2022, l'emploi n'avait presque pas progressé dans la région Grand Est (+0,2%) contre +1,1% à l'échelle nationale. La région compte aujourd'hui plus de 2 millions d'emplois, 41,5% dans le commerce, les transports et les services divers, 33,8% dans l'administration, 15,4 % dans l'industrie, 6,3% dans la construction et 2,9% dans l'agriculture. Le taux de chômage s'établissait à 7% fin 2022, alors qu'il dépassait la barre des 10% au milieu des années 2010. La région Grand Est compte en outre 210.104 travailleurs frontaliers: 120.822 vers le Luxembourg, 40.960 vers l'Allemagne, 40.041 vers la Suisse et 8.245 vers la Belgique (Tableau de bord n° 20 du CESER Grand Est, juillet 2023).

La logistique en pointe

Si la progression rapide du travail frontalier a largement contribué à absorber le choc de la désindustrialisation dans les territoires les plus proches du Grand-Duché (Moselle, Meurthe-et-Moselle), il faut aussi noter que ces territoires ont investi d'autres secteurs économiques porteurs. En particulier la logistique qui emploie 80.000 personnes dans la région. Le Grand Est se trouve en effet au cœur d'une des zones de vie les plus prospères d'Europe. 20% du PIB européen est concentré à une demi-journée de transport routier de la région d'après le Portail Grand Est logistique. Géographiquement, le Grand Est se trouve surtout à un carrefour autoroutier nord-sud/est-ouest, sur un sillon ferroviaire européen et connecté aux grands ports de la mer du Nord via le Rhin et la Moselle. Au cours des dernières années,

la région a donc vu pousser de nombreux entrepôts logistiques, pour la grande distribution, mais aussi pour le e-commerce. L'opération la plus emblématique: l'implantation d'Amazon dans la métropole de Metz, avec un immense centre de distribution de 182.000m². Inauguré en septembre 2021, il emploie aujourd'hui plus de 4.000 personnes dont 3.800 en CDI, selon les chiffres communiqués par le géant américain.

La région a aussi beaucoup misé sur le tourisme. Outre ses atouts patrimoniaux, elle a accueilli des investissements d'envergure sur son territoire comme le Domaine des Trois-Forêts, le plus grand Center Parcs d'Europe, inauguré en 2010. Elle mise aussi sur d'autres secteurs porteurs: le numérique, l'environnement, la culture...

D'importants projets industriels

Mais les perspectives les plus prometteuses concernent deux secteurs historiques: l'énergie et l'industrie. Autrefois terre d'extraction du charbon, le Grand Est est aujourd'hui la deuxième région française en termes de production d'électricité, grâce à son parc nucléaire, à ses installations hydrauliques, mais aussi aux importants investissements opérés dans l'éolien. Désormais, tous les regards se tournent vers l'hydrogène, dont le Grand Est entend devenir l'un des leaders. La région a adopté une stratégie 2020-2030 et d'importants projets sont en gestation. Par ailleurs, la découverte d'un immense gisement d'hydrogène blanc (hydrogène naturel) dans les sous-sols de l'Est mosellan, rendue publique il y a quelques semaines, a fait naître bien des espoirs.

Côté industrie, si la métallurgie reste forte, mais n'a plus l'importance d'autrefois, d'autres activités ont pris le relais: l'agroalimentaire, la

chimie, l'industrie automobile aussi, qui emploie 102.100 personnes dans la région. À ce titre, la transformation électrique de la filière représente un défi de taille pour l'industrie régionale. L'usine PSA de Trémery, à 25 kilomètres de la frontière luxembourgeoise, autrefois le plus important site de production de moteurs Diesel au monde, est en phase de reconversion pour être en capacité de produire 600.000 moteurs électriques chaque année dès 2025.

Le Grand Est mise surtout sur sa tradition industrielle (main-d'œuvre qualifiée, filières de formations, disponibilité du foncier, capacité des collectivités locales à accompagner les implantations, acceptation sociale...) pour tirer parti du mouvement de réindustrialisation qui est en train de s'amorcer en Europe. Les premiers signaux sont positifs. En 2022, la région Grand Est a recensé 150 projets d'investissements étrangers selon Business France. Dans les cartons, on trouve notamment une *giga-factory* de panneaux photovoltaïques à Hambach (Moselle), une usine de cosmétiques issus de végétaux dans l'Aube, un site de production de plastique recyclé et recyclable à l'infini à Saint-Avold... Dans le Grand Est, alors que beaucoup avaient pris l'habitude de parler de l'industrie au passé, on se remet à utiliser le futur. —

« Le Grand Est mise surtout sur sa tradition industrielle pour tirer parti du mouvement de réindustrialisation qui est en train de s'amorcer en Europe. »

The Eye of the Economist



Christel Chatelain



Bérangère Beffort



Laure Demezot



Nicolas Lieb Gott



Anthony Villeneuve



Lucie Martin



Hoai Thu Nguyen Doan



Sidonie Paris



Max Rosen

Egalité des chances



Prix Nobel d'Économie 2023.

Les travaux de Claudia Goldin concernant les inégalités sur le marché du travail entre les hommes et les femmes ont été récompensés. La lauréate est américaine et a beaucoup travaillé sur le rôle des femmes dans la construction de la croissance américaine. Ses travaux ont tourné autour de deux conclusions majeures : les femmes ont par le passé souvent été défavorisées par rapport aux hommes, mais l'évolution est favorable et donne bon espoir quant à une issue plus juste. Les médias et associations ont toutefois noté que Claudia Goldin n'est que la troisième femme à remporter la prestigieuse récompense, sur 93 lauréats depuis la création du prix en 1968. —

Compétitivité



L'inflation au cœur de l'enquête IMD.

Le Luxembourg se classe désormais 55^e pour le sous-pilier « Prix » dans la récente enquête IMD. Dans le détail, il est 33^e concernant l'inflation des prix à la consommation et 40^e pour l'index du coût de la vie. Mais c'est la flambée des prix de l'immobilier qui contribue à faire plonger le Luxembourg. Le pays se situe à la 53^e position pour le coût de location d'un appartement et à la 51^e place concernant le coût de location de bureaux. L'institut de recherches socio-économiques LISER a pour sa part alerté sur une possible déconnexion des niveaux de prix luxembourgeois vis-à-vis des autres capitales européennes. —

Énergie



Le Conseil économique et social se penche sur la transition énergétique.

Le Conseil économique et social a analysé les moyens, les mesures prévues par le gouvernement et les instruments incitatifs en faveur de la transition écologique ainsi que la politique d'investissements publics afférente. Dans un avis, il évoque les implications sur les différents secteurs, les infrastructures énergétiques nécessaires et la sécurité d'approvisionnement, ainsi que les conséquences sociales et sociétales. Il émet notamment des recommandations qui viennent nourrir le dialogue social en termes de technologie, d'interaction avec les forces du marché, de finances publiques, d'acceptation par les citoyens ainsi qu'en termes de réponses aux besoins des entreprises. —

Climat des affaires



Visite de Janet Yellen au Luxembourg.

Mi-octobre, la ministre sortante des Finances, Yuriko Backes, a accueilli Janet Yellen, secrétaire au Trésor des États-Unis, pour une entrevue bilatérale. Il s'agit de la première visite d'un membre du cabinet de l'administration du président Biden au Luxembourg. Les ministres ont abordé les liens économiques entre leurs pays, en mettant particulièrement l'accent sur le domaine financier. Les institutions bancaires et les gestionnaires d'actifs américains jouent un rôle de premier plan dans le secteur financier du Luxembourg, représentant 20% des actifs gérés dans l'industrie des fonds luxembourgeoise. —

Énergie



Le Luxembourg réduit sa consommation de gaz naturel.

Début octobre, le ministère de l'Énergie a publié un nouvel état des lieux sur les efforts entrepris collectivement pour réduire la consommation de gaz naturel au Luxembourg. En septembre 2023, la réduction de la consommation de gaz naturel correspondait à environ 40,9% par rapport à la période de référence des années 2017 à 2022. Ce résultat est à nouveau au-delà de l'objectif de réduction de la demande de gaz naturel des États membres de l'UE. Pour préparer l'hiver, la mesure visant une réduction volontaire de 15% de la demande de gaz naturel décidée au niveau européen avait été reconduite d'un an. —

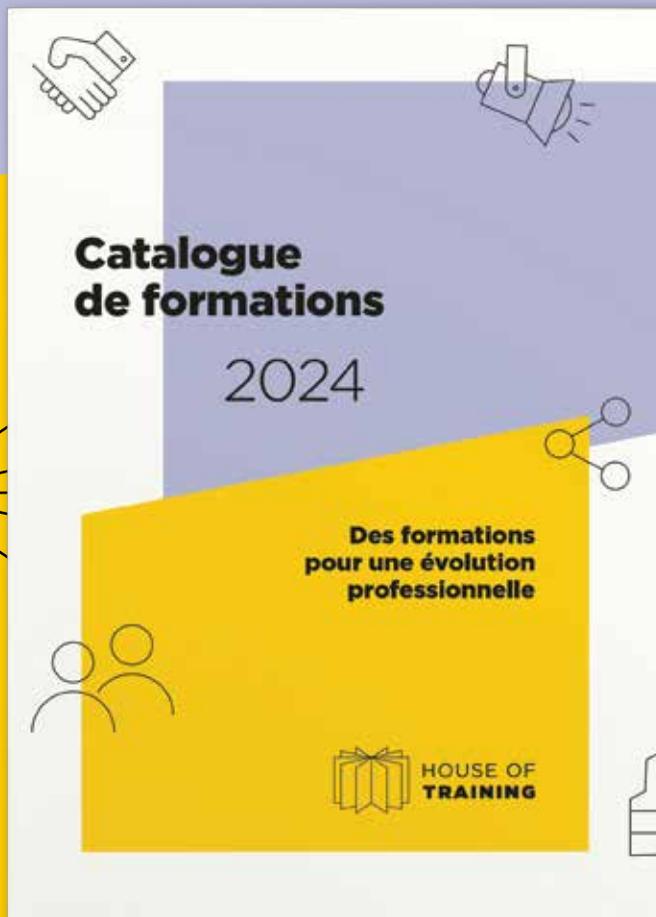
Europe



L'Allemagne, seule économie du G7 en recul.

L'Allemagne devrait voir son produit intérieur brut (PIB) reculer de 0,5% cette année, selon le FMI. L'Institut économique d'Essen anticipe une récession de 0,6%. L'Allemagne serait ainsi la seule économie du G7 à être en recul. Avec son industrie très énergivore, le pays a vu sa compétitivité fortement dégradée par la flambée des coûts de l'énergie. Selon une étude de la Chambre de Commerce et d'Industrie allemande (IHK), 32% des entreprises envisagent une délocalisation de leur capacité de production à l'étranger ou limitent déjà leur production en Allemagne. Les tensions entre les États-Unis et la Chine ont également fortement impacté le niveau des exportations industrielles allemandes. —

Notre catalogue de formations 2024 est disponible dès maintenant !



**Saviez-vous que
toute notre offre
est également
disponible sur**

houseoftraining.lu



Vers nos publications

Show and tell

«La Chambre de Commerce et l'UEL préconisent de mobiliser l'outil fiscal et de l'adapter aux besoins des PME, afin de soutenir leur développement tout au long de leur cycle de vie.»



01



03



02

01. Le 3 octobre 2023, l'amélioration du cadre fiscal à destination des PME était au centre d'une conférence de presse conjointe de la Chambre de Commerce et de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL).

02. Dans sa présentation, Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce, a affirmé le besoin de leviers fiscaux permettant de relancer la compétitivité de l'économie.

03. Jean-Paul Olinger, directeur de l'UEL, a pour sa part souligné la nécessité de donner un signal fort à chaque acteur économique, y compris aux PME.

— FISCALITÉ —

Un cadre fiscal au service des PME

TEXTE Sidonie Paris, Affaires économiques, Chambre de Commerce

PHOTOS Emmanuel Claude / Focalize

Le 3 octobre dernier, le thème de l'amélioration du cadre fiscal était au centre d'une conférence de presse, organisée conjointement par la Chambre de Commerce et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL). L'occasion de présenter des mesures fiscales ciblées pour renforcer l'écosystème des PME, assurer la croissance sur le long terme et la diversification de l'économie du Grand-Duché. Rassemblées dans un Eco News Flash, ces mesures couvrent l'ensemble du cycle de vie des entreprises, de leur création à leur transmission.

Les PME constituent indéniablement le moteur de l'économie luxembourgeoise. Elles représentent 99,5% du total des entreprises de l'économie marchande non financière, emploient 59,2% des personnes actives et génèrent 64,1% de la valeur ajoutée. Or, ces dernières années, elles ont été confrontées à

des crises à répétition qui ont affecté leur rentabilité, leur capacité de développement et ont fragilisé leur existence. La forte augmentation des faillites au 4^e trimestre 2022, confirmée au 1^{er} trimestre 2023, renforce l'urgence de consolider le tissu économique des PME. Par ailleurs, la concurrence mondiale démontre le besoin de renforcer l'attractivité du pays, dont la success story repose en grande partie sur sa capacité à attirer capitaux et talents.

Dans ce cadre, la Chambre de Commerce et l'UEL préconisent de mobiliser l'outil fiscal et de l'adapter aux besoins des PME, ceci afin de soutenir leur développement tout au long de leur cycle de vie et, plus largement, de valoriser l'entrepreneuriat au Luxembourg. Les mesures proposées sont les suivantes :

1. Attirer et fidéliser les talents, par l'octroi du régime fiscal des impatriés aux indépendants et la mise en place d'une « sphère de sécurité » permettant aux salariés frontaliers d'effectuer deux jours de télétravail hebdomadaires en toute neutralité fiscale et de Sécurité sociale.
2. En matière de transition digitale et environnementale, adapter le régime de la bonification d'impôt pour investissement aux besoins spécifiques des PME ou l'introduction d'une mesure fiscale pour soutenir leurs activités de recherche et développement au Luxembourg.

3. Introduire une réserve immunisée pour investissement afin de renforcer les capacités d'auto-financement des PME.
4. Ramener progressivement le taux de l'IRC/ICC dans la moyenne internationale afin d'accroître l'attractivité du Luxembourg pour les entreprises.
5. Améliorer le régime fiscal des indépendants *via* la possibilité de recourir à l'évaluation forfaitaire des dépenses d'exploitation et entériner dans la loi la pratique administrative de déductibilité des dépenses d'exploitation mixte.
6. Introduire une mesure fiscale en faveur des dirigeants d'entreprises en exonérant les dividendes versés aux dirigeants-actionnaires de l'entreprise durant les 5 à 10 premières années suivant sa création ou sa transmission.
7. Améliorer le cadre fiscal de la transmission des entreprises familiales à travers l'octroi d'un abattement sur les droits de donation pour les salariés repreneurs.
8. Renforcer la sécurité juridique et la simplification administrative *via* une simplification de la loi fiscale et l'accélération de la digitalisation des procédures fiscales. —



Plus d'informations :

Eco News Flash n° 14 Améliorer le cadre fiscal pour renforcer les PME et l'entrepreneuriat au Luxembourg



Le changement peut être plus rapide que vous ne le pensez



Nous vous aidons à accélérer et faciliter la transition durable de votre entreprise. Rejoignez-nous pour découvrir comment intégrer la sustainability au cœur de votre stratégie.

www.houseofsustainability.lu

HOUSE OF
SUSTAINABILITY

powered by Chamber of Commerce
& Chambre des Métiers

CHAMBER
OF **COMMERCE**
LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS

M **CHAMBRE**
DES MÉTIERS
LUXEMBOURG

En partenariat avec l'Institut National pour le Développement durable et la RSE (INDR)

In a Nutshell

Baromètre de l'Économie du 2^e semestre 2023

La 10^e édition du Baromètre de l'Économie, enquête menée du 18 septembre au 6 octobre 2023 et ayant recueilli les réponses de 647 entreprises d'au moins 6 salariés, montre un climat des affaires qui continue à se détériorer.

64%

Le défi numéro un pour 2024, mis en avant par 64% des chefs d'entreprise ayant répondu à l'enquête (contre «seulement» 51% en 2023), devient le **coût de la main-d'œuvre**. La raison semble évidente. 55% des entreprises placent également le manque de main-d'œuvre qualifiée comme un défi important. En parallèle, 17% des entreprises envisagent une baisse de leurs **effectifs** dans les 6 mois, contre 13% au semestre dernier.

48,9

C'est le **score** du Baromètre de l'Économie, qui repasse sous la barre symbolique de 50 sur 100 pour la première fois depuis la Covid, contre 50,7 au semestre précédent. Alors que la confiance des entreprises dans l'économie luxembourgeoise continue de s'altérer lentement, l'activité, l'emploi et la rentabilité marquent une forte dégradation en 6 mois.

27%

C'est le **pourcentage** d'entreprises ayant vu leur **activité** chuter au cours du dernier semestre, et c'est même le cas pour une entreprise sur trois des secteurs de l'industrie, des transports, et de la construction. Le climat des affaires ne devrait pas s'améliorer dans les 6 mois à venir et ce, tout particulièrement pour les secteurs de la construction et de l'industrie.

65%

C'est le **pourcentage** d'entreprises envisageant une stabilité de leurs **investissements** dans les 6 mois à venir (contre 55% 6 mois plus tôt). Bien que le pourcentage d'entreprises souhaitant les augmenter ait reculé de 4 points en un semestre (passant de 18% à 14%), moins d'entreprises prévoient de les baisser (de 27% à 21%). Le secteur de la construction prévoit toutefois de fortes baisses.

34%

C'est le **pourcentage** de dirigeants d'entreprises craignant une baisse de leur **rentabilité** au prochain semestre, contre une amélioration prévue par seulement 14% d'entre eux. La construction, l'industrie et les transports sont les secteurs les plus pessimistes. Même le secteur des services financiers est à nouveau dans le rouge pour la première fois depuis un an.



Plus d'informations:

Baromètre de l'Économie
Edition 2^e semestre 2023

UN ACCIDENT DE TRAJET PEUT ÊTRE...

- un traumatisme
- un handicap à vie
- une famille en deuil
- ÉVITÉ!**

Ensemble, grâce à une
culture de prévention.

**VISION
ZERO** RISQUES
ACCIDENTS
MORTS

Adhérez à la **VISIONZERO.lu**

Sécurité-Santé au travail. **Tous concernés!**



Ideas to shape the future

— LUTTE CONTRE LES ÉMISSIONS ET LA SATURATION —

Une incitation fiscale à la mobilité durable

TEXTE Vincent Hein
PHOTO Jean-Baptiste Moisy

Le Plan National de Mobilité 2035 (PNM2035) présenté par le ministre de la Mobilité et des Travaux publics en avril 2022 dessine une stratégie ambitieuse qui repose sur des changements profonds dans les habitudes de mobilité des résidents et frontaliers. Les déplacements entre le domicile et le lieu de travail joueront un rôle non négligeable dans ce domaine et l'outil de la fiscalité pourrait être mobilisé pour y contribuer.

Favoriser la mobilité durable est une politique visant à s'attaquer à (au moins) deux problèmes cruciaux dans le cas luxembourgeois. En premier lieu, il s'agit de contribuer à l'atteinte des engagements climatiques du pays, à savoir une baisse des émissions de gaz à effet de serre de 55% en 2030 en comparaison avec les niveaux de 2005 pour les secteurs qui ne sont pas concernés par le marché européen du carbone. Entre 2021 et 2030, le plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg (PNEC) planifie pour cela une baisse de 42% des émissions dans le secteur des transports. Le projet de révision du PNEC déposé en juillet 2023 prévoit même de relever cet objectif à 52%. En deuxième lieu, il s'agit de réduire la pression croissante sur les infrastructures de transport dans un contexte de développement économique et démographique continu. En effet, sur la décennie 2020-2030, le pays pourrait compter 133.000 habitants (+21%), 137.000 emplois (+28%), dont 90.000 frontaliers (+40%), supplémentaires selon un scénario « au fil de l'eau » dans lequel la croissance se maintiendrait au même niveau que les trois décennies précédentes¹. Réduire la congestion permettrait d'améliorer de nombreux aspects en faveur de la qualité de vie, de la protection de l'environnement, de l'attractivité et de la performance économique du pays.

De nombreux leviers à activer

Afin de contribuer à ces deux objectifs, de nombreux leviers sont activables pour favoriser un report modal de « l'autosolisme » (prendre sa

voiture seul) vers la mobilité douce, les transports en commun et le covoiturage. Les marges de manœuvre sont conséquentes quand on sait qu'en 2017, un tiers des déplacements inférieurs à 1 km et deux tiers des déplacements compris entre 1 et 5 km étaient effectués en voiture²! Le PNM2035 pose des objectifs chiffrés: les déplacements en voiture (seul) devraient passer de 51% en 2017 à 31% en 2035, à la faveur du covoiturage (de 19% à 22%), des transports en commun (de 16% à 22%) et de la mobilité douce (à pied ou à vélo, de 14% à 25%). Les déplacements entre le domicile et le lieu de travail ne sont pas les seuls concernés, mais leur part dans les déplacements totaux est prépondérante aux heures de pointe.

Rendre ce report modal possible passera tout d'abord par la mise en place d'infrastructures de transport en commun en adéquation avec les flux et la qualité de service attendus. Il sera également nécessaire de jouer sur la réduction relative de la mobilité sur le long terme par des politiques d'aménagement du territoire favorisant la mixité fonctionnelle (c'est-à-dire rapprochant les différents centres d'intérêt des habitants comme les services publics, les commerces, les loisirs, les équipements éducatifs, les activités économiques de leur lieu de vie) et en accompagnant le déploiement de solutions de travail à distance. D'autres mesures complémentaires s'imposeront comme le renchérissement progressif des énergies fossiles (via la taxe CO₂ notamment), les politiques d'urbanisme (politiques de stationnement, sécurisation des modes doux, filtrage de l'accès aux

centres urbains, etc.), des plateformes et équipements de covoiturage permettant d'atteindre des masses critiques dans les quartiers de vie et de travail, etc.

Inciter à l'achat de voiture de fonction électriques: nécessaire, mais pas suffisant

Fin juillet 2023, il y avait 452.673 voitures en circulation au Luxembourg, dont 47.074 en leasing opérationnel³, soit 10,4% du parc, faisant du leasing de fonction un levier d'action non négligeable des politiques de mobilité. Lorsque les voitures professionnelles sont utilisables par le salarié à des fins privées, cela représente un avantage en nature soumis à une fiscalité pouvant rendre – selon les cas – cette pratique d'attractivité et de fidélisation des salariés intéressante pour les employeurs comme pour les employés. Depuis 2017, l'avantage en nature soumis aux cotisations sociales et à l'impôt sur le revenu est calculé en fonction du type de motorisation et des émissions de CO₂. Des changements de mode de calcul intervenus en 2021, puis des barèmes de calcul en 2023 ont considérablement renforcé le caractère incitatif du dispositif en direction des voitures de fonction à faibles émissions, voire à émissions nulles. Comme l'indique le PNEC, à partir de 2025, « le régime forfaitaire sera simplifié et particulièrement favorable aux voitures à zéro émission de roulement en CO₂ ». Dans les faits, le leasing de voitures de fonction ne représentera un véritable avantage fiscal que dans le cas des voitures électriques, avec une « prime » pour les moins énergivores (lourdes) d'entre elles⁴.



Les problèmes actuels de trafic sur les routes du Luxembourg, notamment celles menant à la capitale ou traversant la ville, ne pourront être réglés que par un ensemble de mesures volontaristes.

Si cette évolution permet de jouer sur l'objectif de réduction des émissions de CO₂, des transports et peut créer un réel effet de levier pour l'électrification du parc automobile national, elle ne constitue en rien une incitation au report modal vers les transports en commun, le covoiturage ou la mobilité douce.

Une prime mobilité durable pour les salariés

La politique fiscale est un levier largement plébiscité pour inciter les agents économiques à des comportements «souhaités». Elle est ainsi largement mobilisée pour favoriser l'investissement, la prévoyance, l'épargne, la consommation locale, la protection de l'environnement, la santé, la nuptialité, la natalité... Le législateur a par ailleurs défiscalisé certains avantages en nature octroyés aux salariés comme les chèques repas, la bonification d'intérêts hypothécaires, les régimes complémentaires de pension ou la prime participative.

Le plébiscite de l'octroi de voitures de fonction comme avantage en nature au Luxembourg crée cependant une forme de discrimination à l'égard des salariés pratiquant la mobilité « durable » au quotidien, pour lesquels aucun avantage en nature défiscalisé n'est prévu.

Dès lors, pour corriger cette « anomalie », la fiscalité des personnes physiques pourrait faire l'objet d'une révision incitant à la mobilité durable en donnant la possibilité aux entreprises de verser à

leurs salariés des primes de mobilité défiscalisées et exonérées de cotisations pour favoriser tous les autres modes de déplacement que « l'automobile ». Cette prime pourrait dépasser les montants réellement engagés par le salarié pour sa mobilité (afin de tenir compte du fait que la mobilité durable est souvent moins coûteuse pour le salarié que l'automobile, mais qu'elle génère beaucoup moins d'externalités négatives). Elle pourrait englober des primes « covoitureurs, vélotafeurs et/ou utilisateurs de transports en commun » pour les salariés justifiant d'un minimum de trajets domicile-travail (à définir) ainsi que des avantages en nature que les entreprises mettraient à disposition des salariés tels que la « garantie de retour » en cas d'imprévu (mise à disposition d'une flotte de carsharing, taxi, etc.), la mise à disposition d'un parking pour covoitureurs, la location de vélos, trottinettes, etc.

Cela permettrait de mieux orienter les dépenses fiscales en faveur de la mobilité durable, mais aussi d'impliquer les entreprises dans leur responsabilité sociale et environnementale tout en leur offrant un nouvel outil pour attirer et fidéliser les talents. —

1. Voir : Fondation IDEA asbl, « Une Vision Territoriale pour le Luxembourg à long terme, Fir eng kohärent Entwécklung vum Land », février 2023.
2. Voir : PNM2035.
3. Données SNCA.
4. Au-delà d'une consommation de 18 kWh / 100 km, l'avantage diminue.

— SMARTLIESEN —

Face aux Grands Défis

Le recueil *Face aux Grands Défis* fait écho à l'ouvrage d'IDEA qui formulait une cinquantaine de recommandations en vue des élections législatives. Invités à s'exprimer sur les mêmes thèmes que ceux traités par l'équipe d'IDEA, 22 auteurs d'horizons très variés y proposent 20 contributions enrichissantes pour le débat public luxembourgeois. Ils apportent des précisions, mettent en avant des contradictions, des grandes questions et des pistes d'action, contribuant ainsi à sortir du « prêt-à-penser » sur des thématiques essentielles pour l'avenir du Luxembourg. Qu'il s'agisse de sujets « sur-commentés » ou au contraire « sous-thématisés » dans les discussions publiques (et politiques), cet ouvrage, qui ne prétend pas à l'exhaustivité des sujets abordés, tente d'apporter un recul indispensable à la formulation d'idées pour faire face aux grands défis du pays.

Le lecteur y trouvera des réflexions sur le maintien du tissu productif du pays, avec une attention particulière portée sur la capacité à répondre aux défis du logement et de la crise immobilière, sur le besoin de repenser la manière d'aménager le territoire y compris dans une perspective qui dépasse les frontières nationales, ainsi que sur le système de pensions, le vieillissement démographique, la gestion des finances publiques ou encore le coût de la transition bas carbone.



idea
 Fondation



Plus d'informations et commandes :

www.fondation-idea.lu

— PRÉSERVATION DES ENTREPRISES ET FAILLITE —

Le Luxembourg se dote d'une nouvelle législation

TEXTE Affaires juridiques, Chambre de Commerce

Après plus de dix ans de procédure législative, la réforme tant attendue du droit de la faillite a finalement été adoptée. Avec la récente loi du 7 août 2023 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite, le Luxembourg dispose donc enfin d'une législation moderne en matière de préservation des entreprises et de faillite.

Depuis son dépôt en 2013, le projet de loi a connu de nombreuses péripéties et modifications. Il a également dû être amendé à plusieurs reprises afin de transposer la directive (UE) 2019/1023 relative aux cadres de restructuration préventive.

La Chambre de Commerce, qui a suivi ce projet tout au long de son processus législatif, salue l'adoption de cette importante réforme qui permettra d'offrir aux entreprises de nouveaux outils de réorganisation et qui s'inscrit dans un objectif de promotion d'une « nouvelle chance » pour les entrepreneurs ayant connu une première faillite.

Si la loi du 7 août 2023 contient principalement des nouveautés en matière de prévention des faillites, elle a également modifié certaines dispositions du régime applicable aux procédures de faillites.

Un arsenal préventif étoffé

S'inspirant des modèles en vigueur dans les pays voisins, et principalement en Belgique, l'objectif premier de cette loi est d'offrir de nouvelles procédures de réorganisation aux entreprises en difficultés afin d'essayer, dans la mesure du possible, d'éviter la déclaration en état de faillite.

Instauration de cellules de détection des entreprises en difficultés auprès du ministère de l'Économie et du ministère des Classes Moyennes

Lorsque ces services, sur base des données

à leur disposition (comptes annuels, notifications de licenciements pour raisons économiques, liste des débiteurs n'ayant pas versé dans les trois mois l'intégralité des dettes de sécurité sociale et de TVA et des retenues sur traitement et salaires, etc...) estimeront que la continuité d'une entreprise risque d'être compromise, ceux-ci pourront inviter le débiteur concerné afin d'obtenir toute information relative à l'état de ses affaires et l'informer sur les mesures de réorganisation à sa disposition.

Mise en place d'une cellule interministérielle d'évaluation des entreprises en difficultés

Cette cellule sera chargée d'apprécier l'opportunité des assignations en faillite de la part des créanciers étatiques.

Possibilité de nommer un conciliateur d'entreprise

À la demande du débiteur, le ministère compétent pourra désigner un conciliateur d'entreprise en vue de faciliter la réorganisation de tout ou partie de ses actifs ou de ses activités.

Instauration de la procédure de réorganisation par accord amiable

Le débiteur pourra proposer à tous ses créanciers un accord amiable en vue de la réorganisation de tout ou partie de ses actifs ou de ses activités. En cas d'accord sur ce plan de réorganisation, le tribunal pourra homologuer ce dernier en vue de faciliter son exécution.

Instauration de la procédure de réorganisation judiciaire

Cette procédure a pour but de préserver, sous le contrôle du juge, la continuité de l'entreprise et vise :

- soit à obtenir un sursis en vue de permettre la conclusion d'un accord amiable,
- soit à obtenir l'accord des créanciers sur un plan de réorganisation,
- soit à permettre un transfert par décision de justice, à un ou plusieurs tiers, de tout ou partie des actifs ou des activités du débiteur.

Modifications de certaines dispositions en matière de faillite

Dans l'hypothèse où les procédures préventives décrites ci-dessus s'avéraient impossibles, inadaptées ou inefficaces, la déclaration en état de faillite sera alors inévitable. Tout en gardant les principes essentiels du régime actuel de la faillite, la loi du 7 août 2023 y a apporté quelques modifications.

Extension du champ d'application de la faillite aux entreprises individuelles

Alors que jusqu'à présent le régime de la faillite était réservé « aux commerçants », personnes morales ou personnes physiques, la loi du 7 août 2023 étend son champ d'application à « toute personne physique exerçant une activité professionnelle, commerciale, industrielle, artisanale ou libérale à titre indépendant ».

«L'adoption de cette importante réforme permettra d'offrir aux entreprises de nouveaux outils de réorganisation et une 'nouvelle chance' aux entrepreneurs ayant connu une première faillite.»



Amélioration du sort des cautions à titre gratuit

Toute personne physique qui s'est constituée caution du failli à titre gratuit pourra désormais introduire une requête devant le tribunal en vue d'être déchargée en tout ou partie de son obligation si à l'ouverture de la procédure de réorganisation judiciaire, cette obligation était manifestement disproportionnée à ses facultés de remboursement.

Possibilité de décharge du solde de la dette pour le failli personne physique

La failli personne physique pourra désormais être déchargé par le tribunal du solde des créances nées antérieurement au jugement déclaratif de faillite sous condition notamment, d'en avoir formulé la demande dans l'aveu de cessation des paiements ou dans un délai d'un mois après la clôture de la faillite. Tout intéressé, y compris le curateur ou le Procureur d'État pourra s'opposer à cette décharge si le débiteur a commis des fautes graves et caractérisées ayant contribué à la faillite ou a sciemment fourni des renseignements inexacts dans le cadre de la procédure de faillite.

Promotion du principe de la «nouvelle chance»

L'une des idées majeures de la loi du 7 août 2023 est également de promouvoir la «nouvelle chance».

La «nouvelle chance» consiste à donner l'opportunité à une personne physique de commencer une nouvelle activité, en lui accordant une nouvelle autorisation d'établissement, malgré son implication dans une faillite ou une liquidation judiciaire lors de son activité précédente.

Afin de ne pas stigmatiser l'échec et d'accorder à un dirigeant honnête ayant fait faillite une nouvelle possibilité d'entreprendre, la loi du 7 août 2023 a notamment opté pour un régime de responsabilité du dirigeant de l'entreprise faillie et un système de sanction des banqueroutes simples et frauduleuses pragmatiques, permettant de distinguer les dirigeants honnêtes des malhonnêtes.

La loi du 7 août 2023, mise en parallèle avec la récente réforme du droit d'établissement opéré par la loi du 26 juillet 2023 portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel, vise donc à proposer un environnement légal propice à cette «nouvelle chance».

Une nouvelle chance pourra ainsi être accordée si la faillite résulte d'une des 7 causes prévues par la loi modifiée du 2 septembre 2011¹. Il conviendra également que les dettes résiduelles auprès des créanciers étagées ne dépassent pas certains seuils.

La nouvelle loi du 7 août 2023 devrait dès lors constituer un nouvel outil précieux pour les entreprises et les praticiens du droit de

l'insolvabilité et un point positif pour la compétitivité du pays et le maintien de l'esprit entrepreneurial, particulièrement important dans un contexte économique incertain.

La Chambre de Commerce observe que la coopération entre les administrations impliquées dans le volet préventif constituera un élément clé de la réussite du système préventif envisagé. Les cellules de détection des entreprises en difficultés auprès du ministère de l'Économie et du ministère des Classes Moyennes de même que la cellule interministérielle d'évaluation des entreprises en difficultés, auront ainsi des rôles essentiels à remplir dans le cadre de la mise en œuvre et d'une application pratique fructueuse suite à cette réforme du droit de la faillite.

Ces nouvelles dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2023. —

1. Pour bénéficier de la nouvelle chance, il faudra établir que la faillite précédente a directement été causée par :

- une calamité naturelle qui a été reconnue comme telle par le Gouvernement en conseil ; ou
- une destruction involontaire du lieu de production ou de l'outil de production ; ou
- la perte d'un client prééminent ; ou
- un chantier de travail public d'envergure ; ou
- l'incapacité partielle ou totale de travail du dirigeant médicalement attestée ; ou
- une pandémie reconnue comme telle par le Gouvernement en conseil ; ou
- une perte de rentabilité à la suite d'une perturbation majeure du marché (uniquement si la faillite a été déclarée sur aveu).

— MEXICO —

Unlocking Mexico's market potential: a deep dive into economic opportunities and challenges

TEXT International Affairs, Chamber of Commerce

PHOTO Luis Dominguez / Unsplash



Mexico 🇲🇽

Facts & figures

Political capital: Mexico City
Top Business cities: Mexico City, Guadalajara
Business languages: Spanish
Business currency: Mexican peso (MXN)
Working days: Monday to Saturday
Time-zone: UTC -6 & UTC -5
Climate: varies from tropical to desert
Surface: 1,964,375 sq km
Population: 131,2 millions
Growth rate: +3.2% (2023 est.)
GDP per capita (PPP): 24,980 \$
Unemployment rate: 3.3%
Inflation rate: 6% (2023), 7.9% (2022)
Ease of doing business: 60 among 190 countries ranked by the World Bank
Exports of goods and services: \$522.235 billion (2021 est.)
Logistics Performance Index: 2.9/5 (2023)
 Luxembourg's score: 3.6/5
Corruption Indicator: Mexico ranked 126th among 180 countries (2022) in the Index where the country ranked first is perceived to have the most honest public sector
Main economic sectors:
Agriculture, forestry and fishing: 4% (GDP composition, 2020)
Industry: 32% (GDP composition, 2020)
Services: 64% (GDP composition, 2020)
Country Risk Classification (COFACE): B
Business Climate: A4

Sources: CIA World Factbook, Coface, World Bank, Transparency.org

Representing the 14th largest economy in the world, Mexico boasts a growing market with focus sectors including Aerospace, FinTech and Advanced Manufacturing among others. Benefitting from a range of free trade agreements, including the United States–Mexico–Canada Free Trade Agreement (FTA), Mexico continues to follow a trend of outward expansion and orientation. Known as the gateway to Latin America, Mexico is also closely linked to its neighbours in Central and South America. Beyond its beautiful beaches and historic sites to visit, the Mexican economy also deserves a closer look.

Mexico's economy is based on three pillars: oil production (once the world's 5th largest producer, the country has seen a fall of around a 20% drop in crude oil extraction in recent years); the industrial and manufacturing sector, including the automotive industry, food processing and heavy industry (Cemex is Latin America's no. 1 concrete producer), as well as new technologies (Guadalajara region); and the tertiary sector (tourism, audio-visual and telecommunications).

In 2023, the Mexican economy is still recovering from the Covid-19 pandemic that had deep economic and social impacts, pushing more than half the population below the poverty line. After rebounding with 4.8% growth in 2021 following the recovery of the closely linked US market and the easing of tariff barriers since the entry into force of the USMCA (United States–Mexico–Canada Free Trade Agreement, 1st July 2020), growth has been more limited ever since with 3% growth in 2022 and 3.2% projected growth for 2023. Inflation has been weighing heavily on the economy since 2021, reaching almost 8% in 2022. Mexico's Central Bank (Banxico) has been forced to react by raising its key interest rate, which currently stands at 11%.

Outward aim

With the aim of moving away from an overly exclusive relationship with the United States,

Mexican diplomacy is working to diversify its external partners and strengthen ties, particularly at regional level, but also with Asia-Pacific and Europe. In 2018 a new EU-Mexico trade agreement was reached which once ratified, will replace the existing EU-Mexico Global Agreement dating back to 2000. The new agreement will reduce tariffs mainly for agricultural products while also making it easier for EU firms to sell their services in Mexico especially in the areas of business services; financial services; telecom and transport. Once ratified this agreement will also support Luxembourgish companies' interest in the Mexican market that has grown steadily in recent years, particularly in the key sectors of the automotive industry, finance, logistics, energy and new technologies.

On top of this, Mexico is also a member of the Pacific Alliance, an economic community that links it with Chile, Colombia and Peru and was one of the first countries to ratify the Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP) creating a free trade bloc of 11 Asia-Pacific countries. Overall, Mexico currently has 13 free trade agreements with 50 countries, making it one of the most open and competitive markets in the world.

Domestic market

Recent establishments of major companies in Mexico are evidence of the World Bank rank

Angel de Independencia, Mexico-city



as the 60th out of 190 economies in terms of the ease of doing business (Luxembourg ranking 72/190). Tesla for example opened its third assembly plant outside the United States in Monterrey, Mexico last year; the other two being in Shanghai and Berlin. Nevertheless, Mexico continues to occupy the least value-added, most labour intensive, and most poorly paid niches of the North American production complex, struggling to escape the shadow of its big neighbour, the United States. Tesla is therefore only the most recent in a long list of transnational automotive firms that have found Mexico to be an exceptionally advantageous place to manufacture goods. Getting out of this binary relationship of uneven distribution of economic production with the US and reducing its dependence on the latter will continue to pose a challenge to the Mexican economy in the coming years.

Sectors to watch

Among the sectors to watch in Mexico, **FinTech** is worth noting as a booming industry in the Mexican market. Transactions made through mobile devices have experienced significant growth, both in value and volume. From peer-to-peer (P2P) lending to mobile payment solutions, fintech and banking technologies represent a best prospect sector in Mexico.

Aerospace has been a major focus in Mexican economic development as well, both as an industrial sector and in connection with commercial, private, and defence aviation growth. All these factors combine to make aerospace a key part of our priority sector strategy and a leading-prospect industry sector for Mexico.

In addition to these two, the **IT Equipment and Services** sector is another sector that needs mentioning. Mexico is a large and developing middle-income market, making information and communication technology (ICT) products and services a best prospect industry sector. Mexico is positioning itself as a high-quality software developer to the manufacturing, aerospace, and finance industries.

Finally, another sector to watch is **Advanced Manufacturing (AM)** which sits at the intersection of technology and automation. This sector has grown exponentially since 2020 as companies have started nearshoring to Mexico. With these sectors and the upward direction of the Mexican economy in mind, Mexico can serve as a gateway for companies seeking to establish themselves on the South American market.

Useful contacts

Embassy of Luxembourg to the United States, Canada, El Salvador, Mexico and Nicaragua in Washington D.C.

Ambassador: Mrs. Nicole Bintner
nicole.bintner@mae.etat.lu

Luxembourg Chamber of Commerce

Martine Bisenius
International Affairs Advisor
(+352) 42 39 39 – 379
latinamerica@cc.lu



Raymond Mohrbach

Member of the Executive Board,
Cebi International

«Sur le marché NAFTA, garantir le caractère local de la fabrication est important pour les clients.»

Quelles sont vos relations commerciales actuelles avec le Mexique ?

Depuis 2015, nous avons notre propre usine de production à Huamantla (Etat de Tlaxcala) au sud de Mexico City, qui emploie 220 personnes. Nous y produisons des composants électromécaniques pour le secteur automobile et l'électroménager comme des réservoirs d'eau, des pompes, des thermostats... Notre chiffre d'affaires est croissant et atteint actuellement 25 millions de dollars US.

Quelles opportunités ce marché présente-t-il selon vous ?

Ce site est notre porte d'entrée sur le marché NAFTA (Canada, Etats-Unis et Mexique, ndr) qui fait l'objet d'un accord de libre-échange et qui est un des plus gros marchés de production de voitures.

À partir de notre usine, nous fournissons divers sites de production de ce secteur, tant au Mexique qu'aux Etats-Unis ainsi que certains sous-traitants comme des équipementiers. Pour nous, ce marché représente un potentiel considérable vu la présence sur place de constructeurs automobiles allemands, américains, coréens et japonais. Rapprocher la production de ces débouchés est un avantage compétitif, d'autant plus que, sur le marché NAFTA, garantir le caractère local de la fabrication (local content) est important pour les clients.

Les autres avantages du Mexique sont les salaires relativement bon marché, le fait que l'usage de l'anglais est très répandu et le contact facile avec les autorités, en tout cas dans l'Etat de Tlaxcala.

Quels risques ou difficultés y rencontrez-vous ?

Trouver du personnel qualifié n'est pas facile et le *turn-over* est plus élevé qu'en Europe. Pour les tâches administratives par exemple, qui sont très compartimentées, il est difficile de trouver des profils polyvalents. Par ailleurs, il nous a été plus difficile que prévu de trouver des fournisseurs locaux compétitifs. Nous importons donc encore beaucoup depuis nos usines et fournisseurs d'Europe.

Quels conseils donneriez-vous aux entreprises qui voudraient travailler avec ce pays ?

Il faut bien choisir la localisation de son implantation en fonction de ses besoins en termes de disponibilité de la main d'œuvre qualifiée, de distance des clients, de la sécurité etc. Nous avons choisi de nous situer près des usines de nos clients, dans une zone industrielle sécurisée. Commencer par avoir un commercial sur place peut être une bonne chose pour le premier contact avec le marché et entretenir de bonnes relations avec les autorités locales.

The Interview

Gerry Wagner

Porte-parole de la House of Automobile
Vice-président de la mobiz

*«Le PNEC prévoit que d'ici 2030, 49%
des voitures du parc automobile
seront électrifiées. Il est déjà trop
tard pour atteindre cet objectif.»*

— HOUSE OF AUTOMOBILE —

« La transition vers l'électromobilité est incontournable, mais la forcer trop rapidement représente un réel danger »

TEXTE Stéphane Étienne / Hypallages

PHOTO Laurent Antonelli / Agence Blitz

Gerry Wagner est un homme très occupé. Directeur des Relations Institutionnelles chez Arval, il est l'un des membres fondateurs de la House of Automobile. Celle-ci regroupe en son sein toutes les fédérations du secteur automobile luxembourgeois : de la FEDAMO (Fédération des distributeurs automobiles et de la mobilité) à la FEBIAC (Fédération belge et luxembourgeoise de l'industrie automobile) en passant par la mobiz (*Rental and mobility business association*), l'association professionnelle des sociétés de location de véhicules à court et à long terme (*leasing opérationnel*). En tant que porte-parole de la House of Automobile, Gerry Wagner estime que la transition vers l'électromobilité doit se faire dans les meilleurs délais, mais ne doit pas ignorer les réalités économiques et sociales. Forcer une telle transition sans réelle concertation avec les principaux acteurs du secteur serait une erreur fatale.

La House of Automobile a fait part à plusieurs reprises de son inquiétude vis-à-vis de la politique gouvernementale en matière d'électromobilité. Vous estimez notamment que ses objectifs d'électrification du parc automobile ne sont pas réalistes. Pourquoi ?

Le plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg (PNEC) prévoit que d'ici 2030, 49% des voitures du parc automobile seront électrifiées (100% électriques et plug-in hybrides). Il est déjà trop tard pour atteindre cet objectif. Il faudrait que dès aujourd'hui, toutes les nouvelles immatriculations soient 100% électriques (BEV) ou plug-in hybrides (PHBEV). Or, c'est loin d'être le cas. Selon les chiffres divulgués par la SNCA en octobre 2023, 11.572 nouvelles voitures électriques ont été immatriculées au Grand-Duché pendant les neuf premiers mois de l'année, ce qui revient à 31,4% des nouvelles immatriculations, dont 21,7% de BEV. C'est une belle progression, mais nettement insuffisante pour atteindre l'objectif des 49% de l'ensemble du parc automobile.

De plus, ce sont principalement les voitures

de société qui tirent ces chiffres vers le haut en raison d'une fiscalité plus avantageuse. Près de trois quarts des voitures électriques nouvellement immatriculées sont des voitures de société. Or, la rotation du parc automobile des voitures de fonction est plus rapide que celle du parc des particuliers : 3 à 4 ans pour l'un contre plus de 10 ans pour l'autre. En d'autres termes, les voitures électriques de société sont remplacées par d'autres voitures électriques, ce qui, *in fine*, n'augmente pas le pourcentage des voitures électriques dans le parc automobile global. Enfin, l'électromobilité n'a pas encore percé auprès du grand public. Le diesel et l'essence continuent à dominer le marché des particuliers avec 63% des immatriculations. Pour l'instant, les voitures électriques ne constituent qu'une niche principalement composée de primo-adoptants (en anglais *early adopters*), soit la partie de la population la plus encline à s'approprier rapidement les nouvelles technologies. La très grande majorité des consommateurs se méfie des voitures électriques. À force de trop axer sa politique sur les voitures 100% électriques, le gouvernement renforce cette

méfiance au lieu de la diminuer. Le résultat des élections passées est en partie dû à cette crainte du consommateur. Le plus judicieux serait, je pense, d'amener plus doucement le grand public à se familiariser avec les nombreux avantages de l'électromobilité en continuant à soutenir financièrement les voitures électriques sans pénaliser les voitures thermiques plus propres et les voitures hybrides rechargeables.

Comment expliquez-vous ce peu d'engagement du grand public pour les voitures électriques ? Quels sont les freins à l'adoption ?

Comme c'est le cas pour toute nouvelle technologie, les voitures électriques suscitent encore des interrogations et des craintes. Celles-ci sont la plupart du temps injustifiées et se dissiperont, je pense, avec le temps. Le discours sur l'autonomie des voitures électriques est un faux problème. Les autonomies actuelles sont largement suffisantes pour 99% des trajets et le temps de charge ne pose pas de problème dans l'usage quotidien. Il ne faut pas non plus attendre la prochaine génération de voitures

électriques : les modèles actuels sont déjà équipés d'une technologie mature.

Le principal frein réside surtout dans l'infrastructure de recharge. Certes, les bornes de charge publiques se sont bien développées au Luxembourg et dans les pays limitrophes, mais ce n'est pas là que la plupart des résidents luxembourgeois rechargent leur voiture. Ils le font à domicile, ce qui peut poser des problèmes lorsqu'on habite dans une résidence. La capacité du réseau électrique n'y permet qu'un nombre restreint de points de charge et nécessite souvent une installation coûteuse assurant une gestion intelligente des charges de voiture. Régulièrement, dans nos showrooms, nous voyons des particuliers qui songent sérieusement à acquérir une voiture électrique, mais qui, finalement, changent d'avis parce qu'ils ne peuvent pas installer de bornes de recharge dans leur résidence. Soit ils n'ont pas obtenu l'accord des autres copropriétaires, soit ils doivent assumer seuls les frais d'installation. Ils pourraient éventuellement recharger leur voiture sur une simple prise électrique, mais celle-ci est souvent sous-dimensionnée et risque d'endommager sérieusement le véhicule.

Pour résoudre ce problème, il faudrait impérativement que les décideurs politiques prennent leur courage à deux mains en

« Réduire, voire abolir les aides étatiques serait catastrophique. Les autorités politiques doivent être conscientes que la bataille de l'électromobilité est loin d'être gagnée. »

« Régulièrement, dans nos showrooms, nous voyons des particuliers qui songent à acquérir une voiture électrique, mais qui changent d'avis parce qu'ils ne peuvent pas installer de bornes de recharge dans leur résidence. »

imposant un nombre obligatoire de bornes de charge dans chaque résidence, que ce soit dans les résidences en construction ou dans les résidences existantes. L'État devrait également prendre en charge les travaux de renforcement du réseau électrique si ceux-ci s'avéraient nécessaires.

Cette dernière remarque vaut-elle également pour les entreprises ?

Oui, bien entendu. Le même problème se pose pour les entreprises qui désirent installer des bornes de charge pour leurs employés ou pour les concessionnaires qui doivent disposer d'une infrastructure de points de charge pour pouvoir vendre leurs véhicules électriques. Des aides sont prévues, mais elles ne suffisent pas. Bien souvent, les entreprises et les concessionnaires disposent d'un site qui n'a pas la capacité énergétique nécessaire pour permettre une telle installation. Afin d'augmenter la capacité, des investissements très importants sont à prévoir comme la mise en place d'un nouveau transformateur, le tirage de nouveaux câbles et l'ouverture et la fermeture de la voirie. Ces travaux devraient être financés par l'État et non pas par les entreprises, ou les citoyens comme je l'ai mentionné plus haut. C'est l'État qui souhaite cette marche forcée vers l'électromobilité. C'est donc à lui de s'assurer que les infrastructures sont à la hauteur de ses ambitions.

Selon vous, le fait que le gouvernement ait supprimé la prime pour les voitures hybrides n'est pas une bonne décision et a un effet négatif sur l'adoption de la

voiture électrique. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Les voitures plug-in hybrides restent une porte d'entrée vers le tout électrique. Leur autonomie a considérablement augmenté ces dernières années. Elle tourne actuellement autour des 50-60 kilomètres. Même si cette technologie n'est pas une bonne solution pour tous les profils de déplacement, elle l'est pour une grande partie. Un résident luxembourgeois peut effectuer un trajet aller-retour entre son domicile et son travail en roulant en mode électrique. Même un frontalier pourrait le faire à condition de pouvoir recharger sa voiture au domicile et au travail. Les voitures hybrides permettent au grand public de s'habituer progressivement à l'électrique et le passage vers les voitures 100% électriques se fait plus facilement. En supprimant la prime pour les voitures hybrides et en les rendant ainsi plus chères que les voitures 100% électriques, le gouvernement est en train d'obtenir l'effet inverse de celui escompté. Au lieu d'amener la grande majorité des consommateurs vers l'électromobilité, il risque de le perdre. On aurait pu trouver une solution intermédiaire : par exemple, si on constate au bout d'un an que l'utilisateur d'une voiture hybride roule en moyenne 80 à 90% du temps en mode électrique, celui-ci aura droit à une prime ou à un abattement fiscal.

Il faut également espérer que les autres primes et aides étatiques restent au niveau actuel après 2024, tant pour l'acquisition de voitures 100% électriques que pour l'installation de points de charge. Réduire, voire abolir ces aides serait catastrophique.

L'expérience dans les pays voisins, comme l'Allemagne, le démontre. Les autorités politiques luxembourgeoises doivent être conscientes que la bataille de l'électromobilité est loin d'être gagnée.

L'inflation actuelle et la crise qui s'en est suivie, la pénurie des matières premières et l'allongement des délais de livraison n'ont-ils pas porté un coup d'arrêt à l'électromobilité? Si celle-ci connaît une progression fulgurante dans les années à venir, les constructeurs européens seront-ils prêts à répondre à la demande?

La réponse est clairement «non». En actant l'interdiction totale de la vente de voitures neuves à moteur thermique à partir de 2035, voire avant pour les voitures de société, l'Union européenne va trop vite et ne tient pas compte des effets collatéraux que cette décision peut avoir. Les constructeurs européens seront dans l'incapacité de fournir un nombre aussi élevé de voitures électriques dans un délai aussi court. Cette incapacité n'est pas due à un manque de *know-how* technique, mais bien à une difficulté d'accès aux matières premières. En voulant précipiter les choses, les politiques européennes favorisent indirectement les constructeurs chinois. Ceux-ci ont un accès direct aux matières premières – le pays est le premier producteur mondial de terres rares – et sont soumis à des contraintes environnementales beaucoup moins restrictives qu'en Europe. En outre, l'État chinois subventionne les voitures électriques à tous les niveaux de la chaîne de production et celles-ci arriveront bientôt en Europe avec des coûts inférieurs de près de 20%. Cette arrivée en masse de véhicules chinois aura un impact négatif énorme sur le secteur automobile, mais aussi sur l'ensemble de l'économie européenne. Heureusement, les choses commencent à bouger. La Commission européenne, par la voix de sa présidente Ursula von der Leyen, a annoncé en septembre dernier le lancement d'une enquête visant les subventions publiques chinoises sur les voitures électriques. L'enquête anti-subventions a démarré le 4 octobre et les premières déclarations des commissaires

européens font état de preuves accablantes contre la Chine.

Quelles sont les solutions que vous préconisez pour rendre les voitures plus propres?

Promouvoir un parc automobile toujours plus propre me semble plus réaliste qu'un parc totalement électrique. L'Union européenne devrait revoir ses objectifs d'électromobilité à la baisse et ne pas imposer le 100% électrique à tout véhicule. Les camionnettes électriques, par exemple, posent encore pas mal de problèmes. La solution 100% électrique ne convient pas à tous les acteurs économiques et sera, dans bien des cas, très coûteuse à mettre en place.

De plus, il n'est jamais bon de mettre tous ses œufs dans le même panier. Il existe des solutions alternatives actuellement en gestation, mais pouvant représenter à l'avenir une niche intéressante. Je pense notamment aux voitures à hydrogène.

Vous êtes également directeur des Relations Institutionnelles chez Arval. Quel impact la transition vers l'électromobilité voulue par le gouvernement a-t-elle eu sur des sociétés de leasing comme la vôtre?

Actuellement, près de 40% des voitures faisant l'objet d'un leasing opérationnel sont des voitures 100% électriques. Ce chiffre monte même à plus de 80% pour les leasings

privés. Les sociétés de leasing offrent à présent de nouveaux services, notamment ceux liés aux problèmes de recharge des batteries. Ainsi, chez Arval, nous pouvons nous occuper, avec nos partenaires, de l'installation de bornes de charge chez le particulier ou chez l'employeur et de décomptes directs de la consommation électrique. Nous proposons également des cartes de recharge internationales. D'autres services sont en développement, mais nécessitent des clarifications en ce qui concerne l'échange et l'utilisation des données, de la part des constructeurs notamment.

En plus de votre engagement pour le secteur automobile, vous êtes également membre élu de la Chambre de Commerce et administrateur à Luxembourg Confederation (anciennement Confédération luxembourgeoise du Commerce). En quoi ces différentes casquettes s'enrichissent-elles mutuellement?

Elles me prennent beaucoup de temps mais sont très utiles. Elles me permettent d'avoir une vue globale de l'économie luxembourgeoise, et pas uniquement celle du secteur automobile. *A contrario*, je peux défendre les intérêts du secteur automobile dans des instances professionnelles plus généralistes comme la Chambre de Commerce et Luxembourg Confederation. —

«En actant l'interdiction totale de la vente de voitures neuves à moteur thermique à partir de 2035, l'Union européenne va trop vite et ne tient pas compte des effets collatéraux que cette décision peut avoir.»

Startups

by Silicon Luxembourg

LOVISA LÖWENBORG

Women-Owned Fund to be launched

The CSSF has authorised the launch of the first women-owned fund in Luxembourg. Created by Swedish real estate investor Lovisa Löwenborg, the Female Fund brand aims to increase female capital in the market, encourage ownership in various forms and boost investment in female-led initiatives. "It's not enough to just talk about changing the fact that venture capital reaches only 1% of women. We must ensure that it happens too," Löwenborg said in a press statement.

E-COMMERCE

€1.5m For MarketLeap

MarketLeap, Formerly Gonuggets, has secured €1.5m In Seed Funding taking its total funding to €2.6m. The AI-enabled e-commerce operating system supports digital brands in scaling their business across e-commerce marketplaces. The cash injection, from investors Notion Capital, Kima Ventures, and Motier Ventures will help the startup 'democratise e-commerce', support brands in growing their revenues faster across global marketplaces and facilitate expansion into the US while scaling their UK operations.

UKRAINE PLATFORM ASBL

Luxembourg Ukraine Innovation Guide

Anyone interested in partnering or investing in Ukraine technology companies can find out more thanks to The *Luxembourg Ukraine Innovation Guide*. Published by Ukraine Platform asbl, the booklet offers a snapshot of Ukraine's IT ecosystem, its players and the impressive investments being made there. In November 2023, Global Business For Ukraine will also launch *Empowering Investors and Startups: Invest Platform by Global Business for Ukraine*, an online resource connecting vetted Ukraine founders directly with potential global investors and partners.

UPLIFT360

Giving 2nd life to valuable materials

Uplift360 is creating a new company in Luxembourg to work on groundbreaking R&D for reducing waste in the defence and aerospace sectors.

Uplift360 co-founders Sam Staincliffe and Jamie Meighan



Founded in the UK in 2021 by military veteran Jamie Meighan and defence materials specialist Sam Staincliffe, the two saw how fashiontech was evolving to be able to break down and extract low-value materials like polyester and put them back in the value chain. They reached out to their networks to see if there was interest to do the same for the defence sector. The UK defence ministry pointed to an issue with body armour disposal. Most armour has a five-year shelf life, and yet contains "significant amounts of very expensive materials", like high performance polymer para-aramid, better known as the Dupont brand Kevlar. "[It] can cost 85 times more than steel [...] and can take over 37 kilograms of petrochemicals to make one kilogram. It's entirely derived from fossil fuels and has a pretty fragile supply chain," explains Staincliffe. Some para-aramid is re-used in tarmac and brake pads but most is buried in landfill or incinerated for energy. Uplift360Tech identified a system to dissolve para-aramid into a liquid and push it through fine needles to make new fibres.

The startup will work with the Luxembourg Institute for Science and Technology (LIST) to develop new materials that are circular by design, but non fossil fuel derived, for the defence, security, aviation and automotive markets. ●

■ More info: <https://www.siliconluxembourg.lu/uplift360-expands-into-luxembourg/>

ATHENA STUDIO

Luxembourg's newest fashiontech

Read on to find out how athena studio plans to help manufacturers select sustainable material at the best price with their AI-powered SaaS.

Heidi van Dyck, pictured, is CEO and co-founder of athena studio.



"All the big brands have good sustainability teams and net-zero goals but lack integration between their sustainability teams and product development and design teams," says Heidi van Dyck, CEO and co-founder of athena studio.

This integration is key because over 80% of the fashion industry's environmental impact, which will need to be reported to the EU over the next years, is driven by product decisions. The trouble at present is that product development is shaped by gut-feeling as opposed to data.

Athena studio's web-based "smart assistant" aims to facilitate this integration by allowing product developers to optimize each design for profitability and ecological footprint.

"Our platform uses two proprietary algorithms: the Princtivity algorithm uses AI to forecast the material cost and garment prices, and the Ecometric algorithm calculates the environmental impact of each product," says Heidi.

After designs, have been uploaded on athena studio, the platform visualizes its financial and environmental impact and recommends multiple alternative materials which are cheaper and/or more sustainable.

"It's not about changing everything massively, but small changes in cost or footprint on a style level scale rapidly and significantly over a full collection," explains Heidi. ●

■ More info: <https://www.siliconluxembourg.lu/athena-studio-from-sketch-to-stitch-sustainable-savings-for-the-fashion-industry/>

MOTION-S

More mobility data analytics solutions for Motion-S

Motion-S is one of Luxembourg's leading data-driven analytics companies, offering a wide range of solutions and services.

Founded in 2014 as a university spin-off, Motion-S is a data-driven mobility analytics company. Known for its white-labelled insurance telematics platform and fleet optimisation API, the company is working on making OEM-connected car data the centrepiece of its service offer.

By using vast amounts of mobility data, such as GPS data, Motion-S can provide meaningful analytics on the driving context, safety, eco-efficiency and vehicle wear to its clients. The company has developed solutions such as Connected Insurance and Fleet Optimization Analytics, both of which make use of data to help clients better manage risks and costs.

Since February 2023, with Andrés Petrillo as the new CEO, the company is shifting towards data analytics solutions. •

■ More info: <https://www.siliconluxembourg.lu/new-ceo-and-new-solutions-for-motion-s/>

Andrés Petrillo, new CEO beginning 1 March 2023



EIT INNOENERGY

Securing over 140m euros to fuel the energy transition

Major players across industries invested in this private placement round to increase new deal flow, accelerate the launch of new industry champions and boost EIT InnoEnergy's expansion in the US.

With 200 companies already in its portfolio - three of which are unicorns - the capital raised puts InnoEnergy in a unique position to increase its deal flow and continue accompanying these companies which are on track to generate €110 billion in revenue and save 2.1G tonnes of CO₂e by 2030.

"Altogether we have secured sufficient fresh financial resources to double our on-going impact. The accelerated energy transition in Europe and in the world, and an increased reindustrialisation ambition in the Western world are unique opportunities for InnoEnergy, its portfolio companies and our trusted ecosystem partners," said Diego Pavia, CEO of EIT InnoEnergy.

The new strategic players joining this €140m round include Société Générale, Santander CIB, PULSE - CMA CGM Energy Fund, Renault Group, Stena Recycling and NIIT. Existing shareholders Siemens Financial Services, Schneider Electric, Capgemini, Volkswagen Group, ING, Koolen Industries, GROUPE IDEC and Engie all participated in the round too.

Next to increasing its deal flow, InnoEnergy will also use the capital to accelerate the launch of new industrial champions, capture the opportunities created by new regulatory

frameworks and boost its expansion in the US. Currently, InnoEnergy's deal flow is in early-stage innovative technologies and teams in clean tech, where it accelerates, de-risks and boosts global business cases through its ecosystem of more than 1,200 partners. Its entire ecosystem incorporates industrial players of all sizes, investors, academia, research centres and public administration. Having enshrined the 2050 net zero objectives in the Climate Law, the latest round supports InnoEnergy's ambitions in reaching Europe's 2050 net zero objectives. •

■ More info: <https://www.siliconluxembourg.lu/eit-innoenergy-secures-over-e140m-to-fuel-the-energy-transition/>

Diego Pavia, CEO of EIT InnoEnergy



Videobot raises €2m

The funding comes from prominent investors including Luxembourg's Expon Capital Digital Tech Fund and Finland's Superhero Capital.

Since its debut at Slush in 2022, the startup has rapidly capitalised on the video content trend and interactive chatbots to reshape how businesses connect with customers. Videobot's innovative fusion of chatbot and video technologies creates a novel service category, allowing businesses to provide on-demand product demonstrations and simplified explanations through short videos.

The startup has already garnered over 200 clients across 15 countries and diverse industries. •

Fiveoffices appoints former Airbnb chief as third CEO

In early September, Philippe Coulon, who worked for Airbnb Europe for five years, took over as CEO for Fiveoffices Luxembourg. The Fiveoffices model is not dissimilar to that of Airbnb in that it enables companies with spare office space to rent it out to companies seeking more flexible lease arrangements.

Coulon's appointment makes him the third CEO at the SaaS platform since it was founded in July 2022. He took over from Carolyn Prestat who replaced Benjamin Tillier in January after joining as COO in September 2022. •

Luxprovide launches two new programmes for startups

INITIATE, the first programme launched by Luxembourg's national HPC organisation, supports early-stage startups with €25,000 in credits, training, mentorship, and business development. The second programme, "CASHBACK 80%" designed in partnership with Luxembourg's Ministry of Economy, targets established startups aiming to scale up. Selected startups will be able to gain up to 80% cashback on their usage of MeluXina through the economy ministry's RDI scheme. LuxProvide will also offer personalised consultations and guidance to maximise their use of supercomputing capabilities. •



Joost van Oorschot
founder and CEO at
Maana Electric

"In the long term, our product will be able to produce fully from sand to solar panel."

Maana Electric seals contract extensions and announces €100m in orders. What major developments have Maana Electric gone through in the past year?

We've grown a lot in the last years, and as a company grows you experience growing pains. So the last year has really been about handling these growing pains and structuring the company to get ready for the next iteration of growth.

On the technical side, we have developed a lot and somewhat changed our business model. Most of our purchase orders are actually for a portion of the TerraBox because most of our customer interest has been for the panel manufacturing side of the product, which is the most advanced and ready to commercialise.

Could you explain what's included in this product?

It's a localised automated solar panel manufacturing solution called the FIS. We provide everything needed to manufacture the solar panel for which we operate equipment remotely. We also provide all the maintenance needed for the machinery, including all the consumables required to manufacture the panels.

In the long term, our product will be able to produce fully from sand to solar panel but right now, our solution will allow the client to manufacture their solar panels locally.

How far along are you in your commercialisation process of the Terra Box?

We have signed additional contract extensions on our R&D contracts with the Luxembourg Space Agency and the European Space Agency. In terms of commercialisation, we've pushed that back a little bit, but we're going to start in early 2024. Today, we have about €100m euros worth of purchase orders lined up, more than 20 machines sold.

And in terms of fundraising, we are in the process of raising our Series A.

■ More info: <https://www.siliconluxembourg.lu/powering-ahead-maana-electric-seals-contract-extensions-and-announces-e100m-in-orders/>

LUXMOBILITY

Preparing take off for last-mile drones

On 10 May, Silicon Luxembourg invited Luxembourg's HR Award Winner Zortify for its monthly Techie Night! Here is what co-founder & CEO Florian Feltes had to say.

"You have to think about authorisations and regulations, how maintenance is organised when you're flying. Maybe one drone is okay, but how is it going to communicate with the other drones? How is the airspace organised so that you don't hit something else flying there. It takes more time to figure that out," explains Patrick van Egmond, managing director of LuxMobility. His company is part of AiRMOUR, an EU-funded project generating research and validating solutions to make urban air mobility safe, secure, quiet, green and publicly accepted. To make the leap from Bezos' drone delivery dream to reality in Europe, the European Commission previously established a dedicated airspace for drones known as the U-space.

In January 2023, new rules entered into force, allowing drones to cover operations such as emergency medical services, a critical application for its life-saving potential but also because it quickly captures the public imagination.

A public acceptance study polled around 250 citizens in Luxembourg the majority of which accepted the use of drones in medical use cases. Van Egmond said: *"The Falcon L can bring a defibrillator to a person who has had*

a heart attack within three minutes". Other models of passenger drones will come that can transport a doctor and medical equipment. LuxMobility is talking to Luxembourg Air Rescue about integrating drones into their fleet. Potential outcomes could draw inspiration from the Dutch Medical Drone Service, transporting blood, medications or diagnostic samples, with the drone taking the shortest possible route by air.

Creating such a system is complex, however. Van Egmond said: *"It's not just aviation, you need logistics, the medical sector, the telecom sector. Until two years ago, they didn't speak the same language. So you need to sit together to have an understanding of each other."*

In 2023, the AiRMOUR project will test manned and unmanned drones in real-life conditions. And with the Paris Olympics Committee planning to showcase a Volocopter passenger drone flight from La Défense to the national stadium in 2024, European skies are expected to get busier in the next 18 months. •

■ More info: <https://www.siliconluxembourg.lu/preparing-take-off-for-last-mile-drones/>

Patrick van Egmond, managing director of LuxMobility, is pictured with his team.



Silicon Luxembourg Startup Apéro

Silicon Luxembourg's recent Startup Apéro at Grizzly Bar in Clausen featured Christian Wilhelm, CEO & Founder of Shipsta, discussing his journey from the corporate world to revolutionising freight procurement. The event hoested 60 founders, CEOs, professionals, and investors for a night of insightful conversation, pitch sessions, and networking. Special thanks to sponsor CBTW for their support. Visit Silicon Luxembourg's website for event photos.



FOOZO



ACTIVITY:
Food delivery.

**YEAR OF ESTABLISHMENT
IN LUXEMBOURG:** 2016

FOUNDERS:
Raphael Orsini Rosenberg (Co-founder & COO), Luca Orsini Rosenberg (Co-founder & General Manager), Pierre Pereira V. Da Silva (CEO)

Foozo is on a mission to transform how people experience food at work. As the first and only delivery platform in Luxembourg that allows you to order from various places in one order, delivered simultaneously, Foozo brings a touch of magic to your mealtime. Foozo's team maintains a 100% clean fleet with electric vehicles powered by renewable energy. Founded as Grouplunch in 2016, Foozo.lu is a top food delivery service exclusively catering to busy professionals who value their workplace lunches. In addition to the B2C platform connecting restaurants and workers, Foozo offers corporate solutions to address companies' food-related challenges. Whether you're an individual or a business client, Foozo is here to make your office dining experience delicious, one bite at a time.

■ Watch the pitch in The Elevator series on www.siliconluxembourg.lu



FIND ALL THE
LATEST NEWS ON:

■ www.siliconluxembourg.lu

Success Story

Jos Sales

Associé gérant, Sales-Lentz

A man in a dark suit and white shirt stands in the open doorway of a bus. He is smiling at the camera. The bus has a yellow and grey color scheme. To the left, a charging station is visible with a large orange 'S' logo and a charging cable. The background shows a blurred outdoor setting.

«Le goût d'entreprendre, la curiosité d'aller voir ailleurs ce qui marche, et une gouvernance qui prend le temps de la réflexion stratégique sans être esclave du day-to-day business sont les fondements de notre culture d'entreprise.»

Faire bouger les lignes

TEXTE Catherine Moisy

PHOTOS Emmanuel Claude/Focalize
 et Sales-Lentz (03, 04, 06 et 08)

À Bascharage, où le siège de Sales-Lentz occupe une surface impressionnante, les lieux incarnent le développement de l'entreprise. Au bâtiment central construit par l'actuel duo de dirigeants Marc et Jos Sales en 1994, vient s'adosser un immeuble à l'allure contemporaine, rajouté en 2019, symbolisant la modernité du groupe et ses ambitions d'avenir. L'entreprise familiale a accueilli récemment sa 4^e génération en la personne de Sam Sales, fils de Marc. Elle possède aujourd'hui 800 véhicules, plusieurs dépôts de bus dans le pays, emploie plus de 1.400 personnes et opère certaines activités au-delà des frontières luxembourgeoises. Sa gamme de services inclut les transports publics, scolaires, de tourisme, des navettes aéroport, des prestations de transport sur mesure... Jos Sales, qui se concentre principalement sur les relations externes – alors que son frère Marc supervise l'innovation et que son neveu Sam gère la direction des collaborateurs et du B2C – nous parle des évolutions récentes de l'entreprise, de ses ambitions pour le futur et de l'intégration progressive de la mobilité électrique.

L'entreprise Sales-Lentz est active depuis 75 ans. Comment expliquez-vous que vous arriviez à maintenir un esprit précurseur et d'innovation ?

C'est assez difficile à expliquer mais en effet, l'esprit entrepreneurial nous anime et se transmet de génération en génération. Depuis peu, nous avons accueilli la quatrième, avec l'arrivée de mon neveu Sam qui a été obligé de se «jeter à l'eau» d'emblée car il est arrivé dans l'entreprise en plein Covid. Le goût d'entreprendre, la curiosité d'aller voir ailleurs ce qui marche, et une gouvernance qui prend le temps de la réflexion stratégique sans être esclave du *day-to-day business* sont les fondements de notre culture d'entreprise. De plus, le fait de diriger l'entreprise en tandem avec mon frère aide à garder nos radars ouverts. Nous échangeons beaucoup et confrontons nos points de vue en permanence. Aujourd'hui, c'est une grande chance pour nous de travailler avec Sam. Il a beaucoup de choses à nous apprendre, comme nous avons également des choses à lui transmettre : cela marche dans les deux sens.

Votre flotte compte plusieurs centaines de véhicules. Votre ambition est-elle d'électrifier l'ensemble de ce parc ?

Notre flotte compte actuellement 800 véhicules dont 550 bus et autocars, 200 camionnettes de 9 places servant





01



02



03



04



« Ce que l'on appelle mobility on demand est vraiment une piste intéressante pour rationaliser l'utilisation des moyens de transport. »

pour les navettes aéroport, le transport à la demande ou le transport de personnes handicapées, les véhicules à disposition du personnel, notamment pour le transfert des chauffeurs et enfin les deux petits trains touristiques du Grund. Nous avons converti 150 d'entre eux au 100% électrique sur les trois dernières années. D'ici 2030, nous visons 50 à 60% de la flotte en électrique et 10 à 15% en moteurs hydrogène. Cela va dépendre de l'évolution de la demande des clients et notamment des communes. La décision de passer une ligne en électrique dépend aussi beaucoup du type de parcours – soit en ville avec arrêtes fréquents, soit sur route – et de la distance à parcourir. La consommation en carburant et l'émission de gaz à effet de serre (GES) n'est pas la même dans tous les cas.

Passer à l'électrique est-il une réponse écologique satisfaisante selon vous ?

La réduction de la pollution et des nuisances

sonores est incontestable avec les véhicules électriques. Pour la réduction des GES, il n'y a pas mieux que l'électrique pour le moment mais il faut voir la totalité du tableau et malheureusement, la production des batteries pour les véhicules électriques est très énergivore. Donc les démarches de transition doivent aussi passer par la mise en place d'un système de recyclage des batteries. Il faut aussi prolonger la durée de vie des véhicules, etc. C'est donc tout un écosystème à repenser, dans lequel les constructeurs de véhicules ont un rôle important à jouer, de même que l'évolution des législations.

Et d'un point de vue économique, passer à l'électrique est-il rentable ?

Il est trop tôt pour répondre à cette question. L'électrification de notre flotte a démarré à la faveur de l'appel d'offres lancé par le gouvernement en 2020 pour une nouvelle attribution de l'ensemble des lignes RGTR. Cet appel d'offres faisait lui-même suite à une nouvelle

réglementation européenne. Nous avons été candidats sur l'ensemble des lots. À l'issue du processus de sélection, seul un nombre restreint d'opérateurs ont remporté des contrats. Ceux-ci stipulaient l'obligation de respecter une certaine proportion de bus électriques. Les lots remportés, y compris dans certaines régions du nord où nous n'étions pas encore très développés, impliquaient pour nous de développer notre flotte, soit un investissement conséquent à consentir juste à la sortie de la crise Covid. Il faut savoir qu'un bus électrique coûte le double d'un bus classique et que les contrats de maintenance sont aussi beaucoup plus chers. Pour passer à l'électrique, il ne suffit pas de renouveler les véhicules, il faut aussi investir dans l'infrastructure de charge dans tous les dépôts concernés. Pour mettre un dépôt en conformité, l'investissement nécessaire dépasse le million d'euros. Or, nous en avons plusieurs à équiper. La formation des chauffeurs et des techniciens est aussi à prendre en compte, et il y a les contrôles à mettre en



05

place pour surveiller le niveau de charge de chaque bus ... Tout ceci représente des coûts supplémentaires. Nous avons fait face à une crise de l'approvisionnement, suivie d'une crise de l'énergie et maintenant, nous sommes confrontés à la hausse des taux d'intérêt. Nous sommes donc dans une situation où nous devons investir des montants importants à un moment particulièrement difficile par ailleurs. C'est pourquoi nous devons envisager les retombées de ces investissements à une échéance plus longue.

Y a-t-il des lignes plus adaptées que d'autres à l'électromobilité ?

Cela dépend en effet du nombre de kilomètres effectué dans la journée. Dans certaines régions, les localités sont plus éloignées les unes des autres, les bus font davantage de kilomètres et tiennent donc moins longtemps avec une charge. Le choix des lignes à passer en électrique dépend de ce facteur mais aussi de ce que souhaitent les communes clientes

et des infrastructures de charge disponibles. La présence de batteries alourdit les véhicules et, pour peu qu'il y ait besoin de chauffage ou de climatisation, leur autonomie peut être plus ou moins longue. Tous ces paramètres sont à prendre en compte. On doit donc faire une analyse fine des parcours et des types de véhicules pour prendre les décisions et les outils qui aident à faire des prévisions précises de consommation arrivent seulement maintenant sur le marché.

Produisez-vous une partie de l'électricité que vous consommez ?

Dès 2004, nous avons installé une centrale photovoltaïque sur le toit du dépôt de Bascharage. À l'époque c'était la plus grande du pays. Aujourd'hui, sur l'ensemble de nos sites, nous produisons 440 kWc. Cela représente un peu plus de 14% de notre consommation, mais nous ne consommons pas cette énergie en direct. Elle passe par le réseau de Creos.

« Il s'agit de développer le chaînon manquant entre les lignes de bus et les services de taxi. »

01. Différentes générations de bâtiments symbolisent à leur façon les générations qui se succèdent à la tête de l'entreprise familiale Sales-Lentz.

02. 03. 04. 05. Tous modèles confondus (cars, bus, camionnettes, voitures...), la flotte totalise près de 20 % de véhicules électriques.



Quelles sont les autres façons d'être plus respectueux de l'environnement dans votre secteur d'activité ?

Il y a plusieurs actions à mettre en œuvre en parallèle. Ainsi, cela fait des années que nous formons nos chauffeurs à l'écoconduite dont on sait qu'elle permet d'économiser du carburant et de faire baisser les émissions de GES. Ensuite, je voudrais dire que les bus et les autocars sont plus écologiques que les trains car ils sont remplacés plus souvent et donc bénéficient plus rapidement des avancées technologiques qui rendent les véhicules plus propres. Les bus hybrides ou 100% électriques bénéficient par exemple d'une technologie leur permettant de récupérer l'énergie des freinages pour recharger les batteries. Plus les véhicules sont lourds et plus cela est efficace. Cette technique est très intéressante pour les lignes urbaines où les bus s'arrêtent et repartent souvent. Pour les cars de tourisme, c'est moins intéressant. Pour cette catégorie de trajets, nous attendons beaucoup du développement de l'hydrogène. Mais, là encore, si on examine la problématique dans sa globalité, la fabrication d'hydrogène nécessite beaucoup d'énergie et l'infrastructure n'est pas encore prête sur les routes d'Europe. De plus, il faut attendre que les fabricants d'autocar adaptent les véhicules à cette nouvelle motorisation. Les choses commencent à se mettre en place. Non loin de notre siège, l'initiative LuxHyVal

(pour Luxembourg Hydrogen Valley, ndr) devrait voir le jour prochainement. Il s'agit d'un vaste projet qui utilisera de l'électricité renouvelable pour produire de l'hydrogène vert. L'Université du Luxembourg dirige les recherches et plusieurs industriels et entreprises de transport sont partenaires pour tester les solutions. Nous sommes parties prenantes de ce projet. Nous mettrons des véhicules à disposition pour les tests et nous ferons un feedback de notre expérience d'utilisateur.

Certaines solutions logicielles peuvent aussi contribuer à réduire l'impact environnemental des transports, par exemple pour optimiser les trajets et les rotations. Pouvez-vous nous en dire quelques mots ?

En effet, ce que l'on appelle *mobility on demand* est vraiment une piste intéressante pour rationaliser l'utilisation des moyens de transport. La mobilité partagée également. Ce sont deux sujets qui vont ensemble. Si l'on développe des outils numériques permettant de rassembler et gérer les besoins de déplacement de plusieurs utilisateurs, on va dans la bonne direction, tout en proposant un service sur mesure. En fait, il s'agit de développer le chaînon manquant entre les lignes de bus et les services de taxi. Le principe est d'optimiser les trajets des véhicules qui sont en route. Et effectivement, cela se fait en développant des

« D'ici 2030, nous visons 50 à 60% de la flotte en électrique et 10 à 15% en moteurs hydrogène. »

logiciels et des plateformes de connexion pour les utilisateurs. Nous travaillons actuellement sur de telles offres en commençant par nos navettes aéroport. Le service Door to gate permet à plusieurs personnes devant se rendre à l'aéroport à la même heure, de partager une navette, qui devient une sorte de taxi collectif. Ce service est développé par notre filiale fibco.com qui a l'expérience des dessertes aéroport. Cela contribue à mettre moins de véhicules sur les routes, c'est donc bénéfique pour l'environnement. À l'avenir, nous allons développer d'autres offres de ce type.

Vous avez été pionniers au Luxembourg en proposant la première navette autonome sans chauffeur. Quel bilan faites-vous de cette expérience ?

Ça a été un projet assez visible car les gens sont curieux de modernité. Au Pfaffenthal, 25.000 personnes ont déjà emprunté notre navette. Par contre, le bémol est sa lenteur de déplacement. Il faut encore développer des capteurs plus précis qui permettraient de mieux gérer les informations de l'environnement pour que la navette puisse rouler plus vite. Or, les constructeurs de ce type de véhicules ont un peu de mal à lever des fonds pour améliorer leur technologie parce que la demande pour ce type de véhicules est encore timide. Je crois cependant que les navettes autonomes ont du potentiel pour certaines utilisations bien spécifiques. En fait, ce sont des sortes d'ascenseurs horizontaux, qui sont donc bien adaptés aux besoins de certains sites industriels très étendus ou de certains campus universitaires, zones d'activité ou pour de très grands hôpitaux... Évidemment, si la vitesse de circulation augmente, d'autres utilisations pourraient se rajouter. Nous suivons cela avec intérêt.

Quelle serait votre principale revendication au nouveau gouvernement pour améliorer l'offre de transports publics ?

Beaucoup a déjà été fait. Mais si nous voulons aller encore plus loin dans l'adoption

06. La centrale photovoltaïque aménagée sur les toits du site de Bacharage était la plus grande du pays au moment de son installation en 2004.

07. La tour de contrôle de l'entreprise permet de surveiller en temps réel les trajets des bus et de pouvoir réagir vite en cas de problème sur une ligne.

08. 09. Les profils de techniciens de maintenance sont très recherchés, au même titre que les chauffeurs et il est nécessaire d'aller les chercher de plus en plus loin à cause de la pénurie actuelle de main d'œuvre au Luxembourg.



des transports collectifs, pour lesquels les nouvelles générations sont demandeuses, il faudrait qu'il y ait davantage de couloirs de circulation réservés au bus ainsi que des feux de circulation intelligents qui donneraient la priorité aux bus aux carrefours et croisements. Tout ce qui pourra rendre les trajets en bus plus rapides sera bon à prendre.

Que pensez-vous de la gratuité des transports mise en place en 2020?

D'un côté, cela facilite incontestablement le quotidien de nos chauffeurs car ils ne doivent plus faire de ventes de tickets à bord et donc d'encaissement. Mais d'un autre côté, la gratuité fait que le bus devient accessible à toutes sortes de publics, pas toujours respectueux de la tranquillité des autres voyageurs et cela ne facilite pas la mission de nos chauffeurs. Par ailleurs, le service est gratuit pour les usagers mais il n'est pas gratuit en soi. La question est donc de savoir pour notre économie nationale combien de temps nous allons pouvoir nous le permettre, avec une population et des besoins en transport qui augmentent.

Parlons des crises récentes et de leur impact sur votre activité. Comment avez-vous traversé la crise Covid?

Les conséquences économiques ont été assez lourdes sur notre branche tourisme dont l'activité a été réduite à néant pendant plusieurs mois. Par contre, l'État et les communes ont maintenu leurs offres de transports en commun, ce qui nous a beaucoup aidés à surmonter cette période. Ensuite, comme n'importe quelle autre entreprise, nous avons dû accélérer nos processus de digitalisation afin de permettre à un maximum de collaborateurs de télétravailler, ce qui n'était bien évidemment possible que pour les fonctions administratives.



Ensuite, il y a la crise du recrutement des chauffeurs. Comment y répondez-vous?

Cela est notre défi numéro un, surtout qu'il ne s'agit pas seulement des chauffeurs mais aussi des techniciens de maintenance. Pour répondre à cette situation, nous faisons tout ce qui est possible pour être un employeur attractif. Cela passe notamment par les formations offertes et la progression interne. Par exemple, nous formons des chauffeurs de camionnettes pour qu'ils puissent devenir chauffeurs de bus et être mieux rémunérés. La pénurie de chauffeurs est présente partout en Europe. Il faut donc des solutions à l'échelle du continent. En ce moment, nous suivons de près les discussions qui ont lieu à Bruxelles sur l'âge minimum que l'on voudrait imposer aux chauffeurs. Nous sommes tout à fait contre ce projet en disant que pour la sécurité des voyageurs, ce n'est pas l'âge du chauffeur qui importe mais la qualité de sa formation. Donc c'est sur le niveau des examens de conduite qu'il faut être très exigeant. Il faut nous laisser embaucher de jeunes chauffeurs.

Par ailleurs, nous allons chercher nos chauffeurs de plus en plus loin mais nous sommes confrontés au sujet du respect des temps de repos et aux règles de la Sécurité sociale.

Dernière crise en date, celle des prix de l'énergie et des carburants, avec quel impact sur vous?

Nous la subissons de plein fouet car même si la proportion des véhicules électriques augmente, la majorité de notre flotte roule encore au diesel. Et nous ne pouvons pas toujours répercuter la hausse des coûts sur nos tarifs car nous sommes engagés dans des contrats de long terme. Cela dit, heureusement, des clauses sont prévues dans ces contrats pour la révision des tarifs en cas de forte hausse des prix du carburant ou en cas de forte hausse des salaires. Sinon, ce ne serait pas tenable. Je voudrais souligner que cette crise n'est pas seulement celle de la hausse du prix des carburants. Ce sont tous les postes d'achat qui ont augmenté, celui des pièces détachées nécessaires à la maintenance des véhicules mais aussi le prix des prestations de maintenance ou de la rénovation de nos infrastructures. Ainsi, les marges baissent et la seule solution pour rester compétitifs est d'alléger nos processus internes, de digitaliser et d'automatiser certaines tâches ou fonctions. Je voudrais aussi insister sur le fait que, dans ce contexte, l'indexation des salaires, telle qu'elle existe aujourd'hui est un vrai problème.

Quelles sont les prochaines étapes du développement de Sales-Lentz?

Il nous faut avant tout stabiliser nos activités dans le contexte de crises que nous venons de décrire. Cela signifie que nous allons continuer à moderniser nos processus tout en maintenant la qualité du service grâce à des équipes formées et motivées. Ce qui constitue déjà un vaste programme! —

Plus d'informations:

- <https://sales-lentz.lu/fr/>
- <https://www.slg.lu/>

Retrouvez l'ensemble des articles Success Story en scannant le QR Code.



Success Story

Anouk Hilger

Head of
Renewable
Energies

& Claude Simon

Head of Sales,
Enovos



«La crise énergétique actuelle accélère l'adoption de comportements plus sobres, ce qui est plutôt une bonne chose.»

De l'électricité dans l'air... l'eau et le feu

TEXTE Catherine Moisy

PHOTOS Emmanuel Claude/ Focalize et Enovos (07 et 08)

Enovos est le principal fournisseur d'énergie du Luxembourg. La société fournit de l'électricité et du gaz naturel aux entreprises industrielles, aux PME et aux ménages du pays. Mais son activité va bien au-delà de la simple fourniture d'énergie, notamment via le développement de projets dans le domaine des énergies renouvelables ou encore de la mobilité électrique. Ainsi, la transition énergétique est présente à tous les stades de la chaîne de valeur d'Enovos : de la production d'énergie renouvelable jusqu'à la fourniture d'énergie et de services au client. Cela fait d'Enovos un pilier majeur du groupe Encevo dont l'actionnaire principal est l'État. Pour répondre à nos questions, nous avons rencontré Claude Simon, Head of BU Sales Luxembourg, et Anouk Hilger, Head of Renewables Luxembourg.

————— **On ne connaît pas forcément bien les composantes du marché luxembourgeois de l'électricité. Pouvez-vous nous dire qui sont les acteurs en présence ?**

Claude Simon : Actuellement, il y a neuf entreprises actives sur le marché de détail de l'électricité au Luxembourg. Six d'entre elles sont actives sur le marché résidentiel. Enovos, ArcelorMittal Energy, Leo et Sudstrom sont les quatre plus grands acteurs du marché. ArcelorMittal Energy fournit cependant principalement les usines d'ArcelorMittal.

Pouvez-vous rappeler d'où vient l'électricité vendue au Luxembourg et notamment l'électricité « verte » ?

C. S. : La plus grande partie de l'électricité consommée au Luxembourg vient d'Allemagne, qui est le pays auquel nous sommes historiquement rattachés pour la fourniture d'électricité. Le marché allemand est lui-même interconnecté avec d'autres pays d'Europe car le marché européen est fondé sur l'interconnexion et la solidarité entre les pays. L'électricité produite sur le sol luxembourgeois atteignait 19% de la consommation du pays en 2022. La plus grande partie de cette production est obtenue grâce à des sources renouvelables (16,3%) ; le reste est, entre autres, produit en cogénération. En ce qui concerne la production d'électricité sur base de sources renouvelables, les grands territoires comme l'Allemagne ont un net avantage ; les espaces plus étendus permettent de concevoir des infrastructures de plus grande envergure permettant de produire de l'énergie à coûts réduits. Chez nous, au Luxembourg, les parcs



«L'électricité produite sur le sol luxembourgeois atteignait 19% de la consommation du pays en 2022.»

01. 02. 03. Le siège d'Enovos à Esch-sur-Alzette, inauguré en 2014, répond aux critères des certifications environnementales Breeam et HQE.

éoliens ou photovoltaïques sont de taille plus modeste et les effets d'échelle jouent moins. Il est donc plus compliqué d'obtenir des prix compétitifs pour l'électricité produite sur base de sources renouvelables, d'autant que nous sommes tributaires de la force du vent, qui est plus faible qu'en mer du Nord par exemple et des heures d'ensoleillement qui peuvent varier.

Comme l'électricité consommée au Luxembourg est produite en Europe, peut-on dire qu'il n'y a pas de risque d'approvisionnement ?

C. S. : Pour l'électricité produite sur notre territoire, le risque vient essentiellement des conditions météorologiques. Quand la production baisse, nous sommes parfois obligés de faire appel à des sources alternatives chez nos voisins. D'où l'importance de la solidarité européenne que j'évoquais tout à l'heure. Nous avons eu récemment un exemple de cette solidarité lorsque la France

a été confrontée au problème de ses centrales nucléaires en maintenance. Les pays voisins sont venus à la rescousse. Quand la consommation est à un niveau élevé partout en revanche, la part du gaz, voire du charbon remonte dans le mix énergétique. Tout cela est prévu dans des plans de sécurité à l'échelle européenne.

Pouvez-vous expliquer à nos lecteurs quels sont les éléments constitutifs du prix de l'électricité ?

C. S. : C'est assez simple. Ce prix est constitué de trois éléments principaux. Le premier élément est l'énergie proprement dite, qui est un peu plus onéreuse quand il s'agit d'énergie renouvelable, dont l'origine renouvelable est certifiée par des certificats «garanties d'origine». Le deuxième élément correspond au coût du transport et de distribution, sorte de péage que l'on paye pour que l'énergie puisse circuler dans les réseaux. Et enfin, un certain nombre de



«En 2023, les projets de parcs éoliens et de centrales photovoltaïques en cours de mise en service vont faire augmenter d'un seul coup la capacité installée d'environ 30%.»

taxes sont déterminées par chaque État. Dans le cas du Luxembourg, nous avons par exemple une contribution au fonds de compensation mis en place pour supporter la production d'électricité sur base d'énergies renouvelables.

Quels sont les projets pour développer l'électricité «verte» produite au Luxembourg? Sommes-nous sur la bonne trajectoire pour atteindre 35-37% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique du Luxembourg d'ici 2030?

Anouk Hilger : En ce qui concerne les énergies renouvelables, l'objectif de l'Europe est d'atteindre 45% dans le mix énergétique à l'horizon 2030. Pour le Luxembourg, le Plan National intégré en matière d'Énergie et de Climat (PNEC) détaille les objectifs pour chaque type d'énergie. Pour l'électricité «verte» produite localement, l'objectif est d'atteindre 37% de la consommation. Et pour cela, nous comptons essentiellement sur l'éolien et le photovoltaïque. Pour la production de chaleur, nous avons aussi la biomasse issue du bois de rebut et nous avons également quelques projets en géothermie. Au niveau national, le défi du secteur électrique est donc de passer de 17% d'énergie renouvelable actuellement, à 37% en 6 à 7 ans. Nous sommes confiants sur le fait que nous y arriverons car beaucoup de projets de nouvelles centrales sont en cours d'élaboration en collaboration avec des partenaires et les communautés locales. Dans ce domaine, les capacités n'augmentent pas linéairement mais par palier. Quand un parc éolien est mis en service ou une grande centrale photovoltaïque inaugurée, la progression est tout de suite très significative. En 2023, les projets qui sont en cours de mise en service vont faire augmenter d'un seul coup la capacité installée d'environ 30%. Nous espérons que les objectifs européens ambitieux vont encourager les États à accélérer les processus d'autorisation des

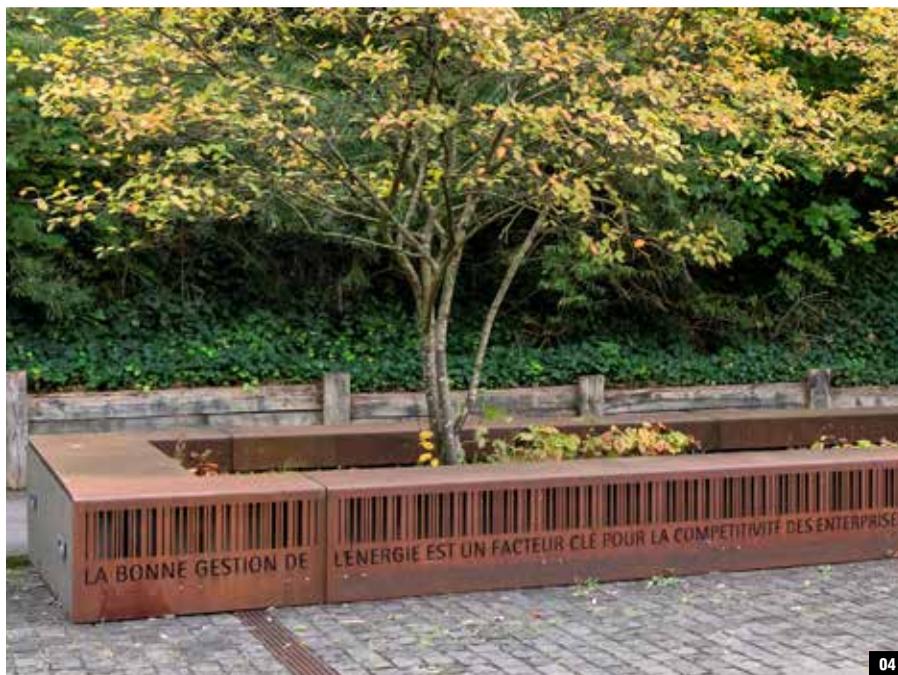
projets de nouvelles infrastructures. Un potentiel important existe dans le photovoltaïque, qui est très intéressant car il permet dans la plupart des cas d'avoir une double utilisation des espaces existants comme des toitures, des ombrières, voire des plans d'eau comme dans un projet que nous avons mené en collaboration avec ArcelorMittal. À cela s'ajoute ce que l'on appelle l'agri-photovoltaïque, réalisé en collaboration avec des agriculteurs. Sur une même parcelle ceux-ci ont la possibilité de faire des cultures ou de l'élevage et produire de l'électricité pour un complément de revenu tout en contribuant à la préservation de la biodiversité.

Ce qui nous rend également confiants dans l'atteinte des objectifs est l'évolution rapide des technologies. Les éoliennes d'aujourd'hui sont trois à quatre fois plus performantes que les premières qui ont été installées il y a 20 ans. Il en faut donc moins pour produire autant, voire plus. Lors des récents projets de *repowering*, le nombre d'éoliennes a été divisé par deux alors que la production a doublé. Ces nouvelles performances permettent également d'installer des éoliennes sur des sites plus bas, moins venteux car elles captent mieux le moindre souffle d'air.

Dans la plupart des secteurs, plus il y a de demande, mieux c'est pour un fournisseur. Mais dans le domaine de l'énergie, ce n'est pas forcément le cas. Pouvez-vous nous expliquer cela ?

C. S. : En effet ce n'est pas le cas, surtout depuis que les prix sont devenus particulièrement volatiles. Quand la demande est forte, si on traverse un hiver froid ou que la conjoncture économique est bonne par exemple, on est parfois obligé d'acheter de l'énergie au prix fort sans pouvoir le repercuter sur les prix de ventes qui eux sont établis longtemps à l'avance dans le cadre des contrats de vente. À l'inverse, quand la





04

production est élevée grâce à des conditions météo favorables et que la demande est faible, on est parfois obligé de trouver des débouchés auprès du marché de gros, à un prix moindre. En fait, l'idéal serait que les prévisions de consommation soient en ligne avec les consommations réelles. Mais les prévisions deviennent de plus en plus difficiles à établir. Et cela représente le vrai challenge du futur. D'autant plus que dans le cas des énergies renouvelables la production est moins prévisible car dépendante des conditions météorologiques. Nous devons donc aller petit à petit vers une adaptation de la demande ou tout au moins des moments de consommation à l'offre, plutôt que l'inverse. D'ailleurs nous soutenons des projets de recherche qui vont dans ce sens. Cela nécessitera certaines adaptations de la chaîne de valeur.

Dans quels domaines investissez-vous le plus en innovation ?

C. S. : Via la Fondation Enovos, nous finançons des projets de recherche qui s'intéressent surtout aux clients, à leurs besoins et à leurs comportements. Nous avons par exemple un projet de recherche en collaboration avec l'Université du Luxembourg (UNI) pour comprendre quels seraient les meilleurs incitatifs pour influencer le moment de charge des voitures électriques, pour orienter ceux-ci sur les plages horaires où l'électricité est la plus disponible, soit les heures creuses. Les recherches visent aussi à déterminer quels sont les meilleurs moyens de communication pour arriver à ce résultat et quel niveau d'avantage financier éventuel

permet de modifier un comportement. Avec l'UNI, nous avons aussi un projet de recherche qui intègre un outil d'intelligence artificielle pour améliorer les prévisions de consommation.

A. H. : Pour ce qui concerne ma partie, nous étudions aussi les solutions de stockage d'énergie par batteries pour de grandes installations industrielles. Et il y a aussi les études et recherches liées à la production d'hydrogène. Notre but est de produire de l'hydrogène « vert » donc fabriqué grâce à de l'énergie renouvelable. Nous menons des projets pilotes en collaboration avec des partenaires industriels qui nous permettent d'étudier les différentes technologies de production d'hydrogène ainsi que des cas d'utilisation potentiels, par exemple comme carburant pour les transports ou à des fins industrielles.

Enfin, pour l'agri-photovoltaïque, nous étudions différents concepts d'installation de panneaux, soit verticaux, soit avec trackers, qui permettent d'optimiser la surface au sol pour rendre les champs photovoltaïques encore plus compatibles avec une activité agricole.

Vous encouragez également le recours à l'efficacité énergétique. Pouvez-vous nous en parler ?

C. S. : Nous avons mis en place un fonds appelé *nova naturstrom* pour participer entre autres au financement de projets favorisant l'efficacité énergétique. Ce fonds s'adresse aux particuliers et aux petits professionnels. Il peut s'agir également de projets présentés par des communes. Pour les particuliers et les

04. 05. 06. Partout, l'engagement de l'entreprise pour l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables est réaffirmé dans les éléments de décor intérieur et extérieur.

07. 08. Deux exemples de réalisations récentes de centrales photovoltaïques de grande capacité, mises en œuvre grâce à la collaboration d'entreprises. En haut, le projet de centrale flottante installée sur un ancien étang industriel d'ArcelorMittal à Differdange. En bas, les 8.510 panneaux photovoltaïques aménagés sur le toit du hall de stockage d'Arthur Welter Logistics à Dudelange.



05



06

« Les éoliennes d'aujourd'hui sont trois à quatre fois plus performantes que les premières qui ont été installées il y a 20 ans. »

«Les prévisions deviennent de plus en plus difficiles à établir et cela représente le vrai challenge du futur.»

entreprises nous avons aussi lancé le système des enoprimes (enoprimes.lu/fr/entreprises). Il s'agit d'un programme qui récompense les mesures en faveur d'économies d'énergie par l'octroi d'une prime, par exemple pour des projets de rénovation énergétique, d'isolation thermique ou encore pour l'achat d'appareils moins énergivores. Un calculateur en ligne permet de simuler la prime en fonction des données de chaque client.

Et comment fonctionnent les aides de l'État pour le photovoltaïque ?

C. S. : Pour les personnes ou entreprises intéressées par l'installation d'une centrale photovoltaïque, l'État subventionne les projets jusqu'à 30 kW, à hauteur de 62,5% du montant de l'investissement, pour les installations en autoconsommation. Certaines communes abondent cette aide, ce qui rend ce type de projets très abordables... Pour les installations de 30 kW à 60 kW en autoconsommation, un régime d'aides spécifiques est en place pour les entreprises.

A.H. : Pour les installations plus puissantes, il y a les appels à projets lancés par l'État. Dans ce cas, l'aide prend la forme d'un prix garanti pour l'électricité injectée dans le réseau. Depuis cette année, un autre modèle a été mis en place dans lequel c'est l'investissement de départ qui sera subventionné alors que l'électricité produite est autoconsommée. En général, le potentiel de développement de projets photovoltaïques est encore important au Luxembourg quand on considère les halls logistiques, les toitures de bâtiments industriels ou tertiaires, les centres commerciaux... En 2020, nous avons fait un très beau projet avec Arthur Welter Logistics sur leur nouveau site de Dudelange. Impliqués dès la phase de construction du bâtiment, nous avons pu travailler avec les architectes et le bureau d'ingénieurs pour optimiser les caractéristiques de la toiture et l'accueil de la centrale. Tous les autres équipements de toiture ont été rassemblés en un seul endroit pour libérer un maximum d'espace pour les panneaux. Les entreprises ont de plus en plus souvent le réflexe de s'intéresser à ces possibilités quand elles disposent de surfaces adéquates. Nous avons récemment fait une



07

présentation devant un public d'architectes pour les sensibiliser à la nécessité de concevoir des toitures adaptées à ces projets.

La population du Luxembourg croît rapidement. En parallèle, chaque ménage ou entreprise possède de plus en plus d'équipement nécessitant de l'électricité, sans compter le parc des voitures électriques qui augmente rapidement. Ces situations représentent-elles un défi pour vous ?

C. S. : Il y aura certainement une demande accrue d'électricité à l'avenir mais il faut voir la totalité du tableau. Nous commençons à voir les effets positifs d'une combinaison de facteurs, les efforts collectifs d'économies d'énergie, la décentralisation de la production d'énergie grâce aux possibilités offertes aux particuliers et entreprises pour produire eux-mêmes de l'énergie renouvelable et les progrès technologiques qui font que les appareils de toutes sortes sont moins gourmands en énergie. Si, en parallèle, nous réussissons à améliorer les prévisions de consommations et aligner la consommation sur les pics de production, nous pouvons aborder la situation beaucoup plus sereinement. Pour arriver à l'équilibre, il s'agit donc d'un concours de vitesse entre la hausse des besoins de consommation d'une part et l'amélioration de l'efficacité énergétique d'autre part. La crise énergétique actuelle accélère l'adoption de comportements plus sobres, ce qui est plutôt une bonne chose.

Que propose Enovos dans le domaine de l'électromobilité ?



08

C. S. : Nous avons une offre qui s'appelle *Enodrive*. Celle-ci combine une carte de recharge avec une application mobile qui permet au client de consulter son historique des sessions de recharge, de localiser des bornes et leur disponibilité en temps réel et de consulter les tarifs.

Ailleurs dans le groupe Encevo, d'autres services sont proposés également, dont l'installation de bornes de recharge pour particuliers ou entreprises. Dans le cas d'une entreprise avec un parc automobile par exemple, le service inclut la comptabilisation des charges et la facturation, donc une prestation complète clé en main pour le client. —

Plus d'informations :



<https://www.enovos.lu/fr/>
<https://www.enoprimes.lu/fr/entreprises/>
 Retrouvez l'ensemble des articles
 Success Story en scannant le QR Code.

Meet our Members



— HAESAERTS LUXEMBOURG —

Moderne et pionnière!

TEXTE Corinne Briault

PHOTOS Laurent Antonelli / Agence Blitz (01,04)
et Haesaerts Luxembourg

Entreprise familiale depuis près d'un siècle, Haesaerts s'est développée pour devenir un prestataire de services logistiques de premier plan. Intégrée aujourd'hui à Altrea Logistics Group, et travaillant en étroite collaboration avec Traffuco via Haesaerts Intermodal depuis 2021, Haesaerts Luxembourg est devenue une référence dans les transports multimodaux de gaz et de liquides en citernes pour l'industrie chimique, tout comme une entreprise européenne pionnière dans la réduction des émissions de ses camions. Elle fournit à l'industrie chimique des solutions logistiques rentables, intelligentes et sur mesure, sans compromis sur la sécurité et la qualité. Entretien avec Luc Haesaerts, directeur. (Visite du 6 octobre 2023).



01. (De g. à dr.) Na Shi Bic, International Affairs advisor, Chambre de Commerce, Luc Haesaerts, directeur Haesaerts Luxembourg ; Marylène Filbiche, responsable exploitation et administration de Haesaerts Luxembourg et Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce.

02. 03. 04. 05. 06. Intégrée aujourd'hui à Altreia Logistics Group, et travaillant en étroite collaboration avec Traffuco via Haesaerts Intermodal depuis 2021, Haesaerts Luxembourg est une référence dans les transports multimodaux de gaz et de liquides en citernes pour l'industrie chimique. La société a mis en circulation récemment le premier camion au Luxembourg fonctionnant sur le principe du *Dual fuel*, alimenté par un mélange de biodiesel et d'hydrogène.

Votre plus grande réussite ?

Lorsque je jette un regard en arrière sur cette entreprise, je vois mon grand-père qui a acheté son premier camion en 1934 – même si la première facture a été établie au nom de l'entreprise en 1898 –, mes parents qui se sont lancés dans le transport chimique qui était une niche, et je ressens une grande fierté d'avoir su conserver un savoir-faire reconnu encore aujourd'hui. Puis, lorsque j'ai repris les rênes de cette entreprise, je me suis à mon tour aventuré sur de nouveaux marchés en développant nos activités en Europe de l'Est. C'était inédit. C'est une grande fierté également.

Un échec marquant ?

Comme je viens de l'évoquer, j'ai développé dès 1981 nos activités, en tant que transporteur routier et intermodal, pour les centrales d'achat d'État en Europe de l'Est, en Russie notamment. J'y ai connu 3 changements de régime. Mais mon plus grand échec est de n'avoir pas vu arriver la guerre en Ukraine avec toutes les conséquences humaines et financières que cela a supposé car nous avions des collaborateurs et des actifs sur place.

Des projets à venir ?

Après des années de recherche et de développement, nous avons récemment mis officiellement en circulation le premier camion au Luxembourg fonctionnant sur le principe du *Dual fuel*, alimenté par un mélange de biodiesel et d'hydrogène. Il permet de réduire de 98% nos émissions de CO₂ par rapport à un autre camion. Dans ce cadre, nous allons poursuivre notre engagement dans la décarbonation de nos flottes. Puis, nous allons continuer notre digitalisation, tout en conservant l'Humain au centre de notre entreprise car les camions ne roulent pas sans chauffeur !

Selon vous, qu'est-ce qui vous différencie de la concurrence ?

Le marché concurrentiel d'aujourd'hui exige plus que jamais un savoir-faire technologique et une capacité à répondre aux besoins des clients. En utilisant nos propres équipements spécialisés pour le transport *synchromodal* – combinant le transport routier, ferroviaire et fluvial de manière intelligente et dynamique, nous pouvons être plus efficaces tout en répondant aux besoins spécifiques de nos clients. Nous pouvons offrir à l'industrie chimique des solutions logistiques intelligentes et adaptées.

Votre vision de l'entrepreneuriat ? Un modèle ?

Croire en ses idées, surtout si elles n'existent pas encore.

Un conseil à donner à un entrepreneur en herbe ?

Ne jamais oublier que le plus important dans une entreprise, ce sont les êtres humains. Il faut savoir enthousiasmer ses collaborateurs qui, en retour, sauront vous encourager dans les moments difficiles.

Quelles difficultés rencontrez-vous actuellement ? Comment les surmonter ?

Le coût de l'énergie pèse beaucoup sur notre activité. Puis, un de nos plus grands soucis réside dans le manque d'accord pour que nos chauffeurs routiers puissent dépasser le quota de 25% de leur temps de travail sur leur lieu de résidence sans désaffiliation de la Sécurité sociale luxembourgeoise. Par nature, dans le transport routier, les chauffeurs se déplacent et ce règlement européen est très pénalisant pour nous et entrave fortement notre compétitivité par rapport à nos voisins. Il faudrait réellement que le gouvernement en prenne conscience et agisse ! —

Meet our People



« Il faut savoir se réinventer constamment. »

Clara Breme

a rejoint le département Communication & Marketing le 4 septembre 2023, pour y occuper le poste de Communication & Marketing Advisor.

Un mot pour vous définir ?
Créative.

D'où venez-vous ?

Je suis lorraine mais j'ai grandi au Luxembourg et je suis partie vivre aux Pays-Bas ainsi qu'en Irlande dans le cadre de mes études supérieures.

Ce qui vous a le plus marquée durant l'année écoulée ?

Mon changement professionnel, intégrer la Chambre de Commerce était sans doute le plus gros changement pour moi cette année.

Votre meilleur souvenir professionnel ?

Voir la solidarité entre collègues pendant la période du Covid, chaque effort a porté ses fruits dans un grand moment de doute. Des collègues sont devenus des amis.



Pourquoi faites-vous ce métier ?

La communication est la clé de beaucoup de choses dans la vie, c'est encore plus valorisant quand c'est pour permettre à des entreprises de briller dans un environnement en perpétuelle évolution.

Le meilleur conseil que l'on vous a donné ?

La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent, c'est particulièrement vrai dans le domaine du marketing, il faut savoir se réinventer constamment.

Votre dernière recherche sur internet ?

En tant que passionnée de musique, des concerts en tout genre dans la Grande Région.

Un mot pour vous définir ?
Dynamique, j'aime aller de l'avant !

D'où venez-vous ?

Je viens de France, j'habite tout près de Metz.

Ce qui vous a le plus marquée durant l'année écoulée ?

Les émeutes et violences en France.

Votre meilleur souvenir professionnel ?

Dans mon précédent emploi, la place de meilleur Bachelor de France dans les classements des Écoles de Commerce lorsque j'en étais la directrice, avec un sentiment de fierté et de travail bien fait.

Pourquoi faites-vous ce métier ?

Après avoir passé plus de 15 ans dans l'enseignement supérieur, travailler à la construction de la politique de la Formation Professionnelle s'inscrit pour moi dans une logique de continuité, c'est aussi une grande source de motivation.

Le meilleur conseil que l'on vous a donné ?

Si tu reçois un e-mail qui te contrarie, ne réponds pas dans la précipitation !

Votre dernière recherche sur internet ?

Un hôtel pour un week-end à Rome avec mon mari.



Alexandra Tosello

Alexandra a intégré le département Training de la Chambre de Commerce au début du mois de février 2023, pour y occuper le poste de General Affairs and Partnerships Senior Advisor.

« Une grande source de motivation »

Anne-Sophie Ries

a intégré le département Finance & IT le 1^{er} août 2023. Elle y occupe le poste d'Accounting advisor.

« J'ai toujours été fan de chiffres. »

Un mot pour vous définir ?
Loyale.

D'où venez-vous ?

D'un petit village en Belgique, Vaux-sur-Sûre. Une Ardennaise pure souche.

Ce qui vous a le plus marquée durant l'année écoulée ?

La réussite de la première partie de mon diplôme d'expert-comptable. Une vraie fierté pour moi qui, après mon Master, m'étais dit que je ne retournerais jamais sur les bancs de l'école !

Votre meilleur souvenir professionnel ?

Les liens tissés avec les collaborateurs de la Chambre et son ambiance familiale qui est si particulière.

Pourquoi faites-vous ce métier ?

J'ai toujours été fan de chiffres. En sortant de l'université, il a fallu trouver ma voie. En 2020, j'ai repris la comptabilité d'un ami qui tient ses écuries, ça a été l'élément déclencheur, j'ai enfin trouvé ce que je voulais faire et le métier pour lequel je serais contente de me lever le matin.

Le meilleur conseil que l'on vous a donné ?

J'en ai 2 qui me viennent de mon grand-père et de mes parents : *« Il faut mûrir mais pas trop, sinon, on finit par pourrir »* et *« On a le droit de tomber mais il faut toujours se relever. »*

Votre dernière recherche sur internet ?

Le contact d'un ostéopathe équin.

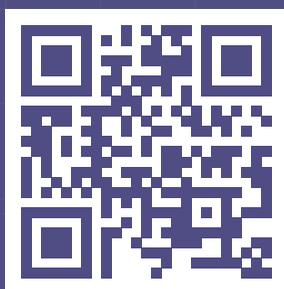


**QUE
SOUHAITES-TU**

DEVENIR ?

MYWINWIN.LU

DÉCOUVRE L'APPRENTISSAGE WINWIN !
Commerce, HoReCa, Industrie, Services



L'apprentissage,
pour avancer
ensemble !

CHAMBER
OF COMMERCE
LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS



Luxembourg Rising

— ARCHITECTOUR.LU —

Luxembourg, Tour Minett II

PHOTOS Éric Chenal (1535 Creative Hub); Willi Filz (Centre culturel); Gerard Borre (Campus scolaire)

Grâce à une collaboration avec l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils (OAI), Merkur se penche désormais à chaque édition sur un circuit proposé par le guide Architectour (*architectour.lu*) dont la quatrième édition est parue. L'ouvrage propose de découvrir l'architecture, l'ingénierie et l'urbanisme contemporains du pays au travers de projets remarquables, visionnaires ou emblématiques qui sont autant de restaurants, commerces, hôtels, lieux publics, résidences privées, ... réalisés sur le territoire luxembourgeois. Le but étant de présenter toute la vitalité du secteur et de mettre en lumière la qualité des conceptions et du bâti au Luxembourg. Dans ce numéro, présentation non exhaustive de quelques lieux à visiter sur le Tour Minett II.



03

★ 1535° Creative Hub bâtiment A

2018

Architecte(s) Carvalhoarchitects SARL

Ingénieur(s) conseil(s)

Dal Zotto & Associés SARL;
Be Red SARL

Adresse 115A, rue Emile Mark L-4620 Differdange

Visite en extérieur autorisée / Intérieur selon les heures d'ouverture 7h-19h (visites guidées sur demande)

Ce centre de créativité appliquée a pris place dans les anciens ateliers de l'usine ArcelorMittal. L'intervention architecturale sur les trois anciens ateliers de l'usine est d'un équilibre parfait et a permis de conserver l'identité forte du complexe.



06

★ Centre Culturel

2014

Architecte(s) wityr & wityr SA

Ingénieur(s) conseil(s) T6 - Ney & Partners SARL; ENECO Ingénieurs-Conseils SA

Adresse 38, avenue Charlotte L-4530 Differdange

Visite en extérieur autorisée / Intérieur selon les heures d'ouverture lu 10h-20h, ma-sa 10h-18h

L'ancien hôtel de ville a été transformé en un nouveau centre culturel qui abrite une bibliothèque, une salle des fêtes, une salle multifonctionnelle et l'école de musique. L'intérieur du bâtiment datant de 1907 a été réaménagé, tandis que la structure et les façades côté rue ont été conservées. Une nouvelle annexe moderne est devenue un nouveau point de repère pour la ville.



09

★ Campus Scolaire

2016

Architecte(s)

WW+ architektur + management SARL

Ingénieur(s) conseil(s) Goblet Lavandier & Associés Ingénieurs-Conseils SA;
TR Engineering SA

Adresse 11, rue des Écoles L-4994 Schouweiler

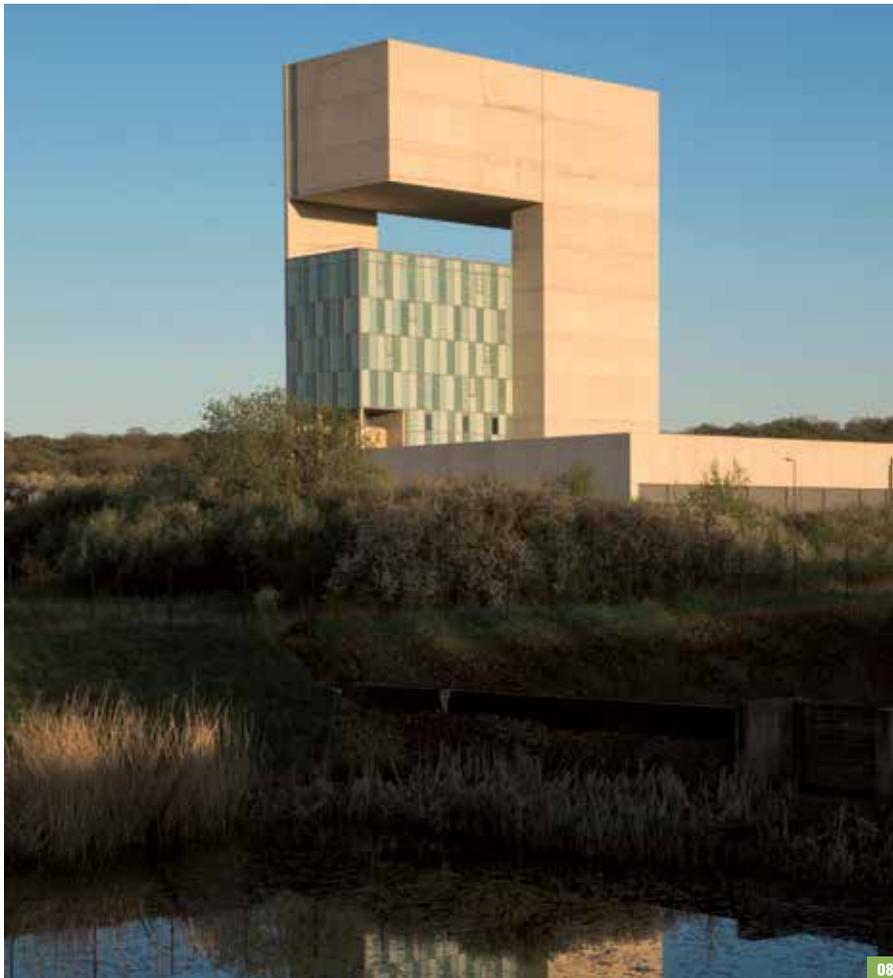
Visite en extérieur autorisée / Intérieur sur demande

Cette réalisation concrétise un projet de nouveau campus scolaire multifonctionnel, regroupant une structure d'éducation précoce, un jardin d'enfants, une école primaire et une garderie après les heures de classe.

ARCHITECTOUR - MINETT II

À VOIR

- 01 Mondorcange
- 02 Sanem
- 03 04 05 06 Differdange
- 07 Pétange
- 08 Bascharage
- 09 Schouweiler
- 10 Dippach



★ **Château d'eau et Ateliers**

2014

Architecte(s) Alleva Enzo Architectes & Associés SARL

Ingénieur(s) conseil(s)
 Schroeder & Associés SA;
 Goblet Lavandier & Associés Ingé-
 nieurs-Conseils SA

Adresse 3-5, op Zaemer L-4959 Bascharage

Visite en extérieur autorisée / Intérieur sur demande

Un château d'eau de 1 000 m³ a été construit, ainsi qu'un atelier communal, un dépôt et une surface administrative. Le point culminant du château d'eau se situe à 44,35 m de hauteur. Il est composé de béton architectonique.



■ Plus d'informations :

- 1 www.architectour.lu
- 2 www.oai.lu

100 In the Spotlight

Merkur — NOV • DEC 2023



— SME OPEN DAY 2023 —

Une 5^e édition et 15 bougies soufflées pour le réseau européen Enterprise Europe Network au Luxembourg

PHOTOS Laurent Antonelli / Agence Blitz

Environ 200 participants se sont réunis pour assister à la 5^e édition du *SME Open Day*, l'événement phare du consortium Enterprise Europe Network (EEN) au Luxembourg, mettant annuellement à l'honneur les PME luxembourgeoises. Une édition spéciale, puisqu'elle a intégré la célébration des 15 ans du fonctionnement du réseau EEN au Luxembourg. Cette journée a rassemblé en un seul lieu une panoplie d'initiatives européennes à l'attention des PME ainsi que les acteurs de l'écosystème au service de celles-ci.



01



04



05



08

01. Le vaste programme de la journée a débuté avec l'intervention du célèbre philosophe d'entreprise Luc de Brabandère, qui a éveillé auprès de l'audience « L'Art de penser pour les Entrepreneurs européens en périodes d'incertitude! ». Dans le contexte économique particulièrement difficile marqué par une succession de crises et d'impacts conséquents sur la vie entrepreneuriale, sa présentation avait pour objet d'inviter les chefs d'entreprises présents à adopter de nouveaux points de vue.

02. 03. 04. L'événement a également permis aux participants de découvrir les stands des partenaires de l'écosystème luxembourgeois et européen offrant des services à valeur ajoutée pour aider les entreprises à devenir résilientes et à rester compétitives. En parallèle, les participants à la journée ont eu la possibilité de rencontrer les conseillers EEN spécialisés dans plusieurs thématiques européennes d'actualité. Une présentation des différents services offerts par le consortium EEN sous forme de session de *demo-pitches* a également eu lieu.

05. La table ronde *Lëtzt Talk Europe* a ouvert un débat sur les perspectives économiques nationales et européennes pour les entreprises en présence de Lex Delles, ministre des Classes moyennes et du Tourisme, de Christophe Hansen, membre du Parlement européen ainsi que de Pierre Gramagna, directeur général du Mécanisme européen de stabilité (MES), et Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce. Les 3 structures hôtes du consortium EEN luxembourgeois étaient représentées par Tom Wirion, directeur général de la Chambre des Métiers, Sasha Baillie, CEO de Luxinnovation et Cindy Tereba, directrice des Affaires Internationales de la Chambre de Commerce.

06. 07. 08. Le programme s'est conclu par la célébration des 30 ans du Marché Intérieur avec notamment un échange entre Anne Calteux, cheffe de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, et Sabrina Sagramola, manager et coordinateur national du Consortium Enterprise Europe Network au Luxembourg.

— 14 SEPTEMBRE 2023 —

Grand débat à la Chambre de Commerce avant les élections législatives

À quelques jours des élections législatives 2023, la Chambre de Commerce avait rassemblé plus de 640 participants en présentiel et en ligne pour un grand débat avec des candidats têtes de liste. Dans la lignée de la campagne «Élections 2023 : Quel avenir pour les entreprises?», la table ronde a porté sur les priorités des programmes électoraux afin de soutenir l'attractivité et la compétitivité de la place luxembourgeoise, de garantir la soutenabilité des finances publiques et de favoriser un cadre pro-business. Le débat avec des candidats têtes de liste, au niveau national et local, était ainsi centré sur les engagements pour une économie forte, durable et inclusive. Sur scène, Luc Frieden (CSV), Paulette Lenert (LSAP), Claude Meisch (DP) et Sam Tanson (Déi Gréng) ont présenté leur vision économique peu avant élections législatives qui se sont déroulées le 8 octobre dernier.

PHOTOS Charly Petit



01. (De g. à dr.) Fernand Ernster, Paulette Lenert, Bérangère Beffort, Luc Frieden, Christel Chatelain, Claude Meisch, Sam Tanson et Carlo Thelen.



02. 03. 04. 05. Lors d'une séquence « grand oral », chaque candidat a résumé sa vision d'avenir pour les entreprises et le pays en général. Un panel de discussion a permis d'approfondir les thématiques prioritaires pour les entreprises telles que la croissance économique, l'organisation et le coût du travail, la fiscalité, les mesures pour favoriser l'attractivité du Luxembourg ainsi que la simplification administrative. Tous les partis ont souligné le rôle vital des entreprises dans l'économie luxembourgeoise. Chaque candidat a résumé les idées et propositions de son parti pour renforcer le tissu économique local et favoriser la création d'emplois au sein des PME. La soirée a rassemblé 300 personnes en présentiel au Centre de Conférences de la Chambre de Commerce et 340 personnes ont rejoint le débat lors d'une diffusion en direct à distance.

— 21 SEPTEMBRE 2023 —

L'INDR célèbre ses 15 ans!

Créé il y a 15 ans, l'Institut national pour le Développement durable et la Responsabilité sociale des entreprises (INDR) a été fondé par les membres de l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL), l'organisation faîtière des employeurs, dans le but de promouvoir la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Pour célébrer ses 15 ans d'existence, l'INDR avait convié les professionnels de la RSE à une soirée organisée à la Chambre de Commerce. Près de 200 professionnels de la RSE au Luxembourg, tout comme Franz Fayot, ministre de l'Économie, ont participé à la soirée anniversaire. Marc Lauer, président de l'INDR, a officiellement ouvert la soirée en saluant l'engagement continu des entreprises luxembourgeoises en matière de RSE et la qualité des services offerts par l'équipe de l'INDR depuis sa création par l'UEL et ses membres. Face à la montée en puissance des exigences réglementaires, les entreprises labellisées, les membres de ProRSE et les représentants de l'écosystème de la RSE au Luxembourg ont ainsi pu découvrir les actualités de l'INDR et les perspectives d'acteurs européens dans le domaine.

PHOTOS INDR



01



02



03



04

01. 02. «Avec le sujet de la RSE qui monte en puissance, l'INDR (partenaire de la House of Sustainability) se développe et renforcera son accompagnement dans les prochains mois, pour répondre aux besoins grandissants des entreprises» a déclaré Marc Lauer dans son allocution d'ouverture de la soirée à laquelle ont participé de nombreux professionnels et le ministre Franz Fayot (02).



05

03. 04. 05. Sur le thème «Perspectives de la RSE à l'horizon 2030 et au-delà», une discussion à laquelle Anne-Marie Loesch, Head of Sustainability, House of Sustainability, Francesca Messina, Sustainability Leader Deloitte Luxembourg, Béatrice Belorgey, CEO BGL BNP Paribas Luxembourg, Alain Jounot, Responsable RSE Groupe AFNOR et Roland Bastian, vice-président ArcelorMittal Luxembourg, ont participé, leur a permis d'apporter leur vision et un regard concret sur les plans d'action mis en place dans leurs organisations. Lors de la soirée, le Prix de la Fondation Alphonse Weicker, doté de 10.000 euros, a été remis par Yves Nosbusch, Head of Communications, Sustainability & Strategy et Chief Economist de BGL BNP Paribas Luxembourg, à Schroeder & Associés, récompensée pour sa stratégie RSE, impliquant l'ensemble de ses parties prenantes. Le Prix de BGL BNP Paribas, doté de 2.500 euros, a été remis par Béatrice Belorgey, CEO de BGL BNP Paribas Luxembourg, à Dussmann pour son projet de transformation en ressources des déchets alimentaires.

— 28 SEPTEMBRE 2023 —

Trois nouveaux Dreamjobs Ambassadors

Dreamjobs Ambassadors est une campagne mettant à l'honneur les professionnels de l'Horeca. Elle vise à stimuler l'attrait pour ce secteur, à promouvoir l'excellence et la diversité, et à encourager la formation continue des jeunes dans ces domaines. La cérémonie de remise des prix de la deuxième édition de la campagne, organisée par la Chambre de Commerce et l'HOESCA, en partenariat avec le ministère de l'Économie - Direction générale des Classes moyennes, s'est déroulée ce jeudi 28 septembre, en présence de Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce, Lex Delles, ministre des Classes moyennes et Alain Rix, président de l'HOESCA.

PHOTOS Olivier Minaire & brain&more.

01. 02. 03. Trois gagnants du titre prestigieux de *Dreamjobs Ambassadeurs 2023* ont été désignés cette année : dans la Catégorie « Barman/Serveur » : Raphael Betti, Barman au café BAC, dans la Catégorie « Cuisinier » : Marine Perrichet, Cheffe de partie à L'Atelier Windsor, ex-aequo avec Christian Thoma, Chef de cuisine au restaurant Bei den Zwillingen (photo 02). Chacun des lauréats a reçu un bon d'une valeur de 2.000 euros, offert par RAK Porcelain Europe, ainsi que des vins des Domaines Vinsmoselle. Le jury a pu effectuer une présélection des candidats en s'appuyant sur des vidéos présentant chaque finaliste dans son environnement de travail. Les finalistes non primés ont également été récompensés par RAK Porcelain Europe et Domaines Vinsmoselle.



01



02



03

— 10-13 OCTOBER 2023 —

A platform for environmental and energy solutions

The Chamber of Commerce in partnership with the ministry of the Economy organised the collective participation of the Luxembourg National Pavilion at Pollutec Lyon, one of the world's leading environment trade fairs. POLLUTEC is recognized as the reference event for environment professionals. It is also a platform for environmental and energy solutions for industries, cities and regions, and a springboard for innovations and international development.

Organised every two years, POLLUTEC counts more than 2.000 exhibitors and 46,000 visitors from 83 countries in the following areas: Waste, Water Energy, Air, Sustainable Cities and Building, Sites and Soils, Biodiversity, ...

PHOTOS Chamber of Commerce

01. 02. 03. 12 Luxembourg companies participated in the National Pavilion this year: AC Biode, Jobfirst, Labio Analytics Group, Luxembourg Institute of Science and Technology, Luxprovide, Ncr Biochemical, Post Luxembourg, rtc4water, Syslorlux, Trax Trailers, Xardel demolition. Various activities were organised in particular a workshop on European programmes for the environment with francophone partners (France, Luxembourg, Belgium, Quebec, Switzerland) and the official Luxembourg reception that gathered around 80 participants to create new business opportunities.



01



02



03

MERKUR

Le magazine d'information économique de la Chambre de Commerce.

CHAMBER
OF COMMERCE
LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS



MERKUR, c'est le média exclusif pour toucher les chefs et les cadres des entreprises affiliées.

Distribué tous les deux mois à plus de 37.000 entreprises locales et abonnés dans le monde, le magazine est publié en français et en anglais et couvre l'actualité locale des entreprises de tous les secteurs de l'économie.

Réservez dès maintenant votre annonce, informations sur www.regie.lu

T. (+352) 4993 9000 | info@regie.lu | www.regie.lu | Join us on  

regie.lu

Deng Energie mécht den Ënnerscheed



zesumme spueren
ZESUMMENHALEN
○○○○○●○○○○

 **klima
agence**



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

www.zesumme-spueren.lu

— 25 SEPTEMBRE 2023 —

Événement de rentrée du BCFL

Le 25 septembre dernier, Philippe Schaus, président du Business Club France - Luxembourg (BCFL) et Fernand Ernster, président de la Chambre de Commerce, ont réuni à Paris les membres du BCFL pour réception de networking, avec le soutien de l'Ambassade du Luxembourg à Paris, pour célébrer la rentrée comme il se doit. A cette occasion, le président du BCFL a fait part de sa vision pour cette nouvelle saison qui se veut novatrice et qui aspire à développer et à concrétiser davantage d'initiatives et de projets au profit des membres du BCFL, dans l'optique de participer activement à la dynamique d'échanges entre le Luxembourg et la France.

PHOTOS Chamber of Commerce

01. 02. 03. Les membres du BCFL ont été invités à se réunir sur la terrasse ensoleillée du verdoyant hôtel Villa M, à l'architecture inédite et innovante, afin de savourer les derniers rayons de l'été, établir des liens entre eux, et avoir l'opportunité d'échanger avec leur président. Les invités ont pu découvrir les œuvres des artistes luxembourgeoises Camille Jacob, Ellen van der Woude et Carine Mertes qui ont été exposées lors de cette soirée.



— 2-6 OCTOBER 2023 —

Trade Mission to Kazakhstan: Unlocking the Digital Potential of the Country

A trade mission to Kazakhstan headed by Fernand Ernster, President of the Chamber of Commerce, took place on October. The delegation composed of 14 companies and accompanied by several Luxembourg officials visited two biggest Kazakh cities, Almaty and Astana. Numerous B2B meetings have been organised by the BeNeLux Chamber of Commerce in Kazakhstan. This trade mission represents the continuation of a series of initiatives between Kazakh and Luxembourg stakeholders.

PHOTOS Chamber of Commerce

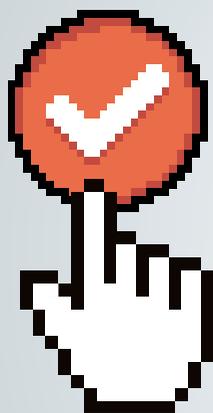


01. 02. 03. The Luxembourg business delegation participated in the Luxembourg-Kazakhstan Business Forum that united more than 60 participants in order to discuss the existing and potential business opportunities in the region. In Almaty, delegates visited MOST Hub, a private community of Tech StartUps, where its residents presented their cases to the Luxembourg community. A visit of TechGarden, a smart and professional environment for the implementation of Industry 4.0 technologies, was also organised. In Astana, the capital of Kazakhstan, the delegation continued to discover the potential of Kazakhstan in the ICT sector. In Astana Hub, the largest international technopark for IT startups in Kazakhstan and Central Asia, delegates were welcomed with a tour and pitches of its residents. On the last day, the participants visited the ministry of Digital Development, Innovations and Aerospace Industry and the Astana International Financial Centre, a unique place for business and finance in Central Asia.



ÉLECTIONS POUR DÉTERMINER LA COMPOSITION DE LA NOUVELLE ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

DIGITALISATION DE LA PROCÉDURE D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES



Avec plus de 95.000 entreprises affiliées, la Chambre de Commerce est le porte-parole attiré et le représentant légal des intérêts des entreprises luxembourgeoises réunissant aujourd'hui 75% du total de l'emploi salarié et 80% du PIB du pays.

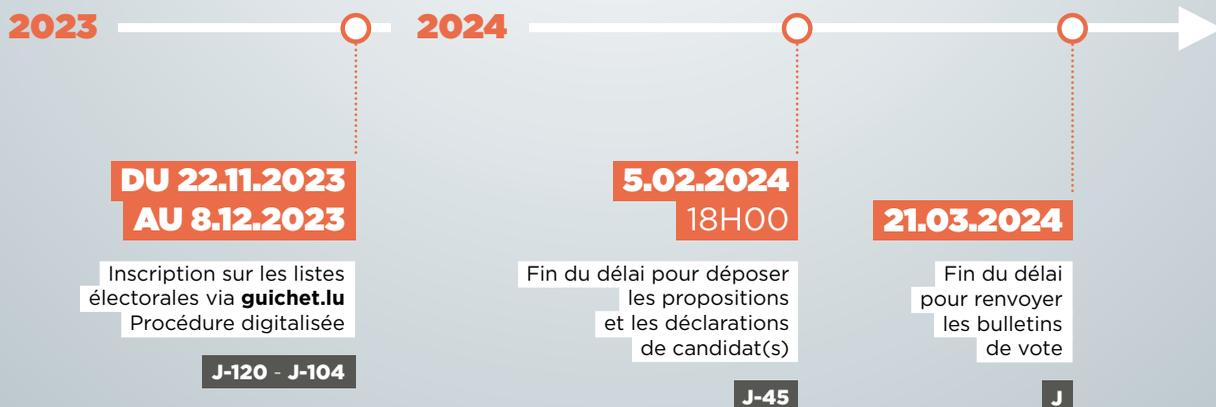
La gouvernance est assurée par une assemblée plénière composée de 25 membres, élus pour 5 ans et représentant l'ensemble des secteurs affiliés.

La Chambre de Commerce rappelle que la période d'inscription sur les listes électorales pour sa prochaine assemblée plénière débutera le 22 novembre et se terminera le 8 décembre 2023.

L'inscription sur les listes électorales se fera dorénavant de manière digitalisée via guichet.lu.

Une inscription est obligatoire pour participer aux élections en tant qu'électeur et afin de pouvoir, le cas échéant, s'inscrire en tant que candidat par la suite sur une proposition de candidat(s) qui sera mise à disposition par le bureau électoral au plus tard le 26 janvier 2024.

La fin du délai pour déposer les propositions et les déclarations de candidat(s) est fixée au 5 février 2024 à 18h00. La fin du délai pour renvoyer les bulletins de vote est fixée au 21 mars 2024, le cachet de la poste faisant foi.



Pour plus d'informations:
www.cc.lu/dossiers-thematiques/elections-cc-2024
Renseignements complémentaires concernant la procédure électorale
par téléphone au 42 39 39-270
ou par courriel à l'adresse : elections2024@cc.lu

**CHAMBER
OF COMMERCE
LUXEMBOURG**
POWERING BUSINESS

— 9 OCTOBER 2023 —

Cluster for Logistics: 5th Edition of the Luxembourg Logistics Best Students Awards

The Cluster for Logistics and the Chamber of Commerce organised the 5th edition of the Best Student Awards. As a sign of appreciation for their achievements, the Cluster for Logistics awards every year the best young logistics students in Luxembourg. This year, seven apprentices were honored for the *Diplôme de Technicien en Logistique* (DT Logistics), and the Cluster awarded the two best students from the Master in Logistics and Supply Chain Management of the University of Luxembourg. The Chamber of Commerce has been strongly involved in initial training in various sectors for many years and supports the apprenticeship of the *Diplôme de Technicien en Logistique*. The counselors of the WinWin programme work closely with students and companies to ensure a successful apprenticeship.

PHOTOS Laurent Antonelli / Agence Blitz



01. 02 03. 04. 05. 06. Malik Zeniti and Daniel Kohl, Directors of the Cluster, welcomed the participants. Next Jil Brimaire, Logistics Development Advisor at the Cluster, presented the DT Logistics highlights of 2023. Anne Berchem, economic sciences teacher at the Lycée Technique de Lallange elaborated on the developments and challenges in the DT Logistics programme. Julian Schweisthal, Senior Operations and Technical Services at Global Airlift Solutions, elaborated on his career and personal journey after his logistics apprenticeship ended almost 10 years ago. Anne Calteux, Head of the Commission Representation in Luxembourg, gave a keynote speech in the context of the European Year of Skills: 'Skills are the new gold'. The certificates and awards were handed over by Steve Hoffmann on behalf of the Ministry of Education, Children and Youth. The following students were awarded during the ceremony: Dominik Adamski - 1TCGL - Arthur Welter Transports; Gonçalo Peixoto - 1TCGL - DSV Luxembourg; Carmela Franchitti - 2TCGL-F; Filipe Rodrigues - 2TCGL; Nico Schuster - 2TCGL; Jessica Bertrand - 3TCGL-F; Julie Constroffer - 3TCGL-F; Bernardo Puente-Mejia - Master Student University of Luxembourg and Paritosh Upadhyay - Master Student University of Luxembourg.



— 12 OCTOBRE 2023 —

Arnaques, cybercriminalité: un e-forum d'envergure pour protéger la toile

Le 12 octobre, à l'occasion du congrès E-FORUM 2023 au Luxembourg, un événement fondé par Retis et organisé en collaboration par la Chambre de Commerce, via sa House of Entrepreneurship, Ecom et Luxembourg Confederation, de nombreux représentants de la scène entrepreneuriale se sont réunis pour discuter des enjeux majeurs de la transformation numérique et de la prévention des fraudes en ligne. Cette quatrième édition de l'événement phare a ainsi mis en lumière des thèmes cruciaux pour les entreprises qui cherchent à s'adapter et à prospérer dans l'ère digitale.

PHOTOS Emmanuel Claude / Focalize

01. 02. 04. 05. 06. a montée des arnaques et fraudes en ligne qui touchent de plus en plus d'entreprises, et en particulier les PME a été une des préoccupations majeures abordées lors du congrès. Les chiffres récents ont en effet révélé une augmentation significative du coût réel de la fraude, qui est désormais 3,49 fois supérieur au montant de chaque transaction perdue en Europe. Stéphanie Damgé, directrice Entrepreneurship de la Chambre de Commerce, a d'ailleurs souligné dans son discours que « l'objectif principal de la Chambre de Commerce, à travers l'E-FORUM, a été d'encadrer et de sensibiliser les entreprises à la nécessité de se prémunir contre les cybercriminels, qui s'adaptent en permanence aux évolutions des tendances de paiement ». Cette journée a pu offrir une plateforme d'échange d'expertises et de témoignages concrets pour soutenir l'acquisition de compétences des entrepreneurs dans le domaine. Dans une même optique, le networking prévu en fin de journée a permis des échanges constructifs et fructueux entre entrepreneurs et experts, contribuant au développement et à la digitalisation d'activités durables pour les entreprises.



01



02



04



03



05

03. (De g. à dr.) Marion Pailler (House of Entrepreneurship), Damien Jacob (Retis), Stéphanie Damgé (Chambre de Commerce), Janssen Liu (Ecom) et Bérangère Beffort (Chambre de Commerce).

— 19-22 SEPTEMBER 2023 —

Exploring the Kosovo market

The Luxembourg Chamber of Commerce, in close cooperation with the Embassy of Luxembourg in Pristina, organised a trade mission to Kosovo. Kosovo's proximity to key markets in Europe and a youthful population provide opportunities for growth. Trade facilitation and logistics connectivity are getting better and its low taxes and labour costs, and strong ties with its diaspora are factors supporting this growth. The mission has provided an opportunity for companies to explore potential business partnerships with Kosovar counterparts in the areas of ICT/Digitalisation, Wood and Industry (Plastics and Metals).

PHOTOS Chamber of Commerce



01



02



03



04



05



06

01. 02. 03. 04. 05. 06. The mission to Kosovo, headed by the Luxembourg Chamber of Commerce, was given an overview of the Kosovar market and insights into how to do business in Kosovo. The trade mission programme included a Business Breakfast, giving participants an overview of the Kosovar market and insights into how to do business in Kosovo, a visit of SPEEX company, a global BPO solution provider and one of the largest employers in the country and some visits of the Kosovo Innovation Center. It assembles over 400 startups in its premises, contributing in developing a culture of innovation in Kosovo. The participants also visited IBAS, a fintech company which provides payment services through an app. The delegation also participated to a networking reception hosted by the Embassy of Luxembourg in Prishtina. The evening provided a way for the participants to meet high representatives from the government and key players of the Kosovar ecosystem, to exchange about possible business opportunities. The second day, the delegation headed outside Pristina to visit the companies KIVO and REKS which focus on plastics recycling, ensuring a sustainable lifecycle. After an interesting morning session on the presence of the CEOs, the delegation headed back to Pristina. The delegation has also discovered Solaborate - an integrated and end-to-end telehealth and virtual healthcare delivery platform - highlighted what the Kosovar economy has to offer in terms of e-health, Novus Consulting company and Wayland - a systems engineering firm specialising in software R&D product development in medtech and fintech.



**FORUM
SÉCURITÉ - SANTÉ
AU TRAVAIL**

Salon



**PRIX
SÉCURITÉ - SANTÉ
AU TRAVAIL**



SAVE THE DATE

15/05/2024

@ LuxExpo The Box

ÉVÉNEMENT INCONTOURNABLE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ AU TRAVAIL

Destiné aux dirigeants d'entreprise, aux responsables sécurité-santé en entreprise ainsi qu'à tous les acteurs engagés en la matière.



**SÉANCE OFFICIELLE
& REMISE DU PRIX SST**

100 exposants
20 workshops
et animations



PLUS D'INFORMATIONS

www.visionzero.lu/fr/forum-prix-sst



**VISION
ZERO** RISQUES
ACCIDENTS
MORTS

Initiateurs :



Index

1Plus **16**
2001 & CIVIC **42**

1,2,3

A,B,C

A2M **38**
ABBL **30**
Accentaigu **16**
Airbnb Europe **79**
AiRMOUR **80**
ALD Automotive **09**
Allen & Overy **20**
Alleva Enzo Architectes & Associés **98**
Amazon **54, 60**
Andreu Fernando **09**
Anselin Eugénie **10**
Apple **08, 54**
ArcelorMittal **36, 88**
Ardant Fanny **10**
Arthur Welter Logistics **88**
Arthur Welter Transports **40**
Arval **74**
Association Fleur Blanche **20**
Association Luxembourgeoise des Fonds d'Investissement (ALFI) **30**
Ast Maximilien **26**
Athena studio **78**
Auchan **16, 31**
Automobile Club du Luxembourg, ACL **44, 47**
Ayvens **09**
B.A.C. **09**
Backes Yuriko **26, 62**
Baloise **22**
Barberio Salvatore **08**
Bas Philippe **10**
Bastin Olivier **18**
Battello Nadia **34**
Bausch François **44**
Be Red **98**
BEST **38**
Bettel Xavier **26**
Bezos Jeff **80**
BGL BNP Paribas **22, 24**
Biden Joe **62**
Bidibul production **10**
Biogros **48**
Bolloré **40**
Bolé Aymeric **14**
Breton Thierry **54**
Bungert Paul **09**
Business France **60**
Callisto **10**
Capgemini **79**
Carvalhoarchitects **98**
CBTW **81**
Cebi international **73**
Cemex **72**
Center Parcs **60**
Centre LGBTIQ+ Cigale **32**
Centre commercial Belle Étoile **08**
Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) **34**
Ceratizit **24**
Ceser Grand Est **60**
CFL **38**
CFL multimodal **40**
Chalant Thomas **12**
Chambre de Commerce **28, 30, 32, 34, 43, 44, 54, 56, 58, 64, 70, 94**
Chambre des Députés **54**
Chambre des Métiers **30**
CHAMP Cargosystems **43**

Check Point **56**
CK **08**
Clip Moris **09**
Cluster for Logistics Luxembourg **40**
CMA CGM Energy Fund **79**
CNPD **40**
Cocottes **08**
Colgado Productions **14**
Colling Fabienne **29**
Comber **12**
Commission européenne **24, 29, 31, 38, 54, 56, 74**
Compellio **24**
Confédération luxembourgeoise du Commerce **77**
Conseil économique et social **62**
Cook Dan **26**
Coulon Philippe **79**
Cour des Comptes européenne **44**
COVA Africa **31**
Credit Suisse **26**
Creos **24, 82, 88**
Crédit Agricole Consumer Finance **09**
CSSF **32, 78**

D,E
F,G

Dal Zotto & Associés **98**
DataThings **24**
Degrave Clovis **09**
Delattre Sandra **48**
Dell Technologies **56**
Demuth Claude **28**
Dequenne Emilie **10**
Drees & Sommer Luxembourg **26**
Dress and Co **16**
Dupont **78**
Dussmann Group **26**
Eche Lilian **10**
Ecobatterien **31**
Ecorauto **31**
Ecotrel **31**
Edita **26**
Effekt **38**
EIT InnoEnergy **79**
Elbphilharmonie (Hambourg) **18**
Elsen Laure **16**
Encevo **10, 88**
Eneco Ingénieurs-Conseils **98**
Engel Georges **36**
Engie **79**
Enovos **47, 88**
Esplanade Theatre (Singapour) **18**
ETH Zurich **30**
European Space Resources Innovation Centre (ESRIC) **43**
Facebook **54**
Fani **09**
Fayot Franz **14, 26**
Fédération belge et luxembourgeoise de l'industrie automobile (FEBIAC) **31, 74**
Fédération des distributeurs automobiles et de la mobilité (FEDAMO) **31, 74**
Fedil **38**
FeVi Gaudium **09**
Film Fund Luxembourg **10**
Fiveoffices Luxembourg **26, 79**
Fleig Emmanuel **26**
flibco.com **82**
FMI **62**
Fondation ABBL **32**
Fondation ArcelorMittal Luxembourg **36**
Fondation Idea **68**
Fondation Restena **34**

Fonds Kirchberg **22**
Foozoo **81**
Fédération des Jeunes Dirigeants d'Entreprises du Luxembourg (FJD) **32**
G.A.N.G. **08, 09**
Gault&Millau **09**
Gcore **09**
Geis Group **40**
Gesondheets- a Bewegingzentrum Belval **40**
Goblet Lavandier & Associés Ingénieurs-Conseils **98**
Goldin Claudia **62**
Gonuggets **78**
Google **54**
Grand Café **08**
Grand Théâtre **18**
Grizzly Bar **81**
Groupe IDEC **79**
Groupe Oikopolis **48**
Guddland Digital **18**
Guillou Campagne **09**
Guillou Katell **09**
Guillou Lysiane **09**
Göötz Robert **26**

H,I,J

Haesaerts Luc **94**
Haesaerts Luxembourg **94**
Hansainvest **22**
Hansen André **73**
Harley Davidson **44**
Haut Conseil pour le Climat **44**
Hengen Geneviève **31**
Henon Christel **10**
Herlitz Lars **51**
Hilger Anouk **88**
Hiscox assurances **56**
Hostellerie du Grünwald **09**
House of Automobile **31, 74**
House of BioHealth **38**
House of Entrepreneurship **30, 56**
House of Startups **30**
House of Training **56**
IBM **56**
IHK **62**
IKO Real Estate **10**
ILRES **32**
IMD **58, 62**
ING **32, 79**
INSEE **60**
Jado.lu **09**
Jauquet Stéphanie **08**
Jonk Entrepreneurs Luxembourg **34**

K,L
M,N

Kima Ventures **78**
kodehyve **24**
Koedinger Mike **26**
Kohl Daniel **40**
Koolen Industries **79**
KPMG **22**
Kreisel Jens **43**
La Baraque **08**
La Distillerie **09**
La Tribune **44**
Lambert Arnaud **43**
Landimmo Real Estate **26**
LeasePlan Luxembourg **09**
Leasys **09**
Legardinier Gilles **10**

Lentz Jos **_82**
 Leo **_88**
 Lidl Luxembourg **_18**
 Linster Louis **_09**
 LISER **_62**
 Look Tic Chic **_16**
 LU-CIX GIE **_28**
 Ludwig **_08**
 Ludwig I Serviceplan **_08**
 Luxair **_22**
 Luxchat **_28**
 Luxembourg City Incubator **_30**
 Luxembourg Confederation **_77, 109**
 Luxembourg House of Cybersecurity (LHC) **_56**
 Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT) **_31**
 Luxembourg House of FinTechs (LHoFT) **_30**
 Luxembourg House of Sustainability **_26**
 Luxembourg Institute for Science and Technology (LIST) **_36, 78**
 Luxembourg Institute of Health (LIH) **_34**
 Luxembourg Private Equity Association (LPEA) **_30**
 Luxembourg Space Agency **_30**
 Luxembourg Startup association **_54**
 Luxembourg@Expo2025Osaka (GIE) **_32, 43**
 LuxEnergie **_10**
 Luxinnovation **_30, 40, 43**
 Luxmetering GIE **_10**
 LuxMobility **_80**
 LuxProvide **_31, 43, 79**
 LuxRED **_18**
 LuxTrust **_10, 32**
 Lycée privé Emile Metz (LPEM) **_36**
 Lyten **_26, 44, 51**
 Löwenborg Lovisa **_78**
 Ma Langue Sourit **_09**
 Maana Electric **_80**
 Maas Frank **_44, 47**
 Mademoiselle Jacky **_16**
 Maison Hadga **_16**
 Maison Moderne **_26**
 Malkovich John **_10**
 Manzoku **_09**
 MarketLeap **_78**
 Meighan Jamie **_78**
 Mersch Ingénieurs-Paysagistes **_42**
 MetaDesign **_22**
 Mexico's Central Bank (Banxico) **_72**
 Midy Paul **_54**
 Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural **_42**
 Ministère de la Mobilité et des Travaux publics **_34**
 Ministère de l'Économie **_18, 34, 38, 40, 42, 56, 70**
 Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable **_31**
 Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **_32**
 Ministère des Classes Moyennes **_70**
 Mobiz (Rental and mobility business association) **_74**
 Mohrbach Raymond **_73**
 Moliri Space **_43**
 Moonfare **_20**
 Morheng Yvette **_16**
 Mosconi **_09**
 Moskito **_32**
 Motier Ventures **_78**
 Motion-S **_79**
 Mouvement Luxembourgeois pour la Qualité et l'Excellence (MLQE) **_34**
 Mudam **_26**
 Naito House Co **_43**
 Natur- & Geopark Mëllerdall **_42**
 NordInvest **_22**
 Notion Capital **_78**

**O, P
Q, R**

Office Régional du Tourisme de la Région Mullerthal **_36, 42**
 Open Moon **_43**
 Opéra de Sydney **_18**
 Orange **_20**
 Orange Luxembourg **_12**
 Orbital Mining Corp. **_43**
 Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils (OAI) **_98**
 Orsini Rosenberg Luca **_81**
 Orsini Rosenberg Raphael **_81**
 Outdoor Diffusion **_18**
 Panalpina (DSV) **_40**
 Pavia Diego **_79**
 Pereira V. Da Silva Pierre **_81**
 Petit Olivier **_09**
 Petrillo Andrés **_79**
 Philharmonie **_18**
 Piaggio **_44**
 Piatti Pablo **_08**
 Pluxee **_20**
 POST Luxembourg **_10**
 Pouna Ngomi Virginie **_31**
 Prestat Carolyn **_79**
 PSA **_44, 60**
 PULSE **_79**
 Quintet Private Bank **_20**
 Rahem Mustapha **_10**
 RedBeef **_08**
 Renault Group **_79**
 Renault Trucks **_44**
 Restaurant Léa Linster **_09**
 Retter Carole **_32**
 Rosa Lëtzebuerg **_32**
 Rotganzen **_08**

S, T, U

S.A.R. le Grand-Duc Héritier **_34**
 Sahr Daniel **_32**
 Sales Jos **_82**
 Sales Marc **_82**
 Sales Sam **_82**
 Sales-Lentz **_82**
 Santander CIB **_79**
 Santé publique France **_42**
 Schneider Electric **_79**
 Schneider Jacques **_08**
 Schroeder & Associés SA **_98**
 Serviceplan BeLux **_08**
 Serviceplan Group **_08**
 Shearman & Sterling **_20**
 Shell **_18**
 Shi-Bic Na **_94**
 Shipsta **_81**
 Siemens Financial Services **_79**
 Silicon Luxembourg **_81**
 Simon Claude **_88**
 Smartway **_14**
 Smile **_16**
 SNCA **_68**
 SnT **_24**
 Social Business Incubator **_36**
 Société Générale **_79**
 Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) **_38**
 Sodexo Group **_20**
 SolSys Nining **_43**
 Sonicwall **_56**

SOS Villages d'Enfants Monde **_31, 42**
 Sotel **_88**
 Specto **_08, 09**
 Staincliffe Sam **_78**
 StartupGenome **_54**
 STATEC **_40**
 Steinmetzdemeyer **_32**
 Stellantis **_09**
 Stena Recycling and NIIT **_79**
 Stëmm vun der Strooss **_14**
 SUDenergie **_88**
 Sudstroum **_88**
 Syndicat intercommunal ZARE **_38**
 SüdSpidol **_38**
 T6 - Ney & Partners **_98**
 Tarantula distribution **_10**
 Tavares Carlos **_44**
 Technoport **_30, 43**
 Tesla **_72**
 The Central - Luxembourg **_14**
 The North Face **_18**
 Thelen Carlo **_40, 94**
 Tillier Benjamin **_79**
 TotalEnergies **_38**
 Touchpoints **_29**
 TR Engineering **_98**
 Tractel Secalt **_14**
 Trang Hoa **_20**
 Turmes Claude **_44**
 Turtelboom Annemie **_44**
 UBS **_26**
 Ukraine Platform asbl **_78**
 Um Plateau **_08**
 UNESCO Global Geopark Mëllerdall **_36**
 Uni Systems **_24**
 Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) **_64**
 Union européenne **_44**
 Université du Luxembourg (UNI) **_24, 34, 43, 82, 88**
 Uplift360 **_78**

**V, W, X
Y, Z**

van Dyck Heidi **_78**
 van Egmond Patrick **_80**
 van Oorschot Joost **_80**
 VereinInvest-Lux **_22**
 Vereins- und Westbank **_22**
 Vigicore **_14**
 Ville de Luxembourg **_16, 22, 31, 32, 42, 88**
 Volkswagen Group **_79**
 Volvo Truck **_44**
 von der Leyen Ursula **_74**
 Wagner-Biro Luxembourg Stage Systems **_18**
 Wagner Gerry **_74**
 We Space **_43**
 WhatsApp **_10**
 Wilhelm Christian **_81**
 Witmeur Véronique **_08**
 wity & wity **_98**
 World Bank **_72**
 WW+ architecture + management **_98**
 Yellen Janet **_62**
 Zeniti Malik **_40**
 École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg (EHTL) **_32**

Impressum

Éditeur

Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg

7, rue Alcide de Gasperi
L-2981 Luxembourg
E-mail: chamcom@cc.lu
ISSN: 2418-4136

Abonnements

Pour tout abonnement, merci
de vous rendre sur le site:
<http://www.cc.lu>

Formule standard

6 numéros / an
Membres de la Chambre
de Commerce: gratuit
Non-membres: 15 euros / an

Directeur

Communication et Marketing

Patrick Ernzer — patrick.ernzer@cc.lu

Rédactrice en Chef

Corinne Briault — corinne.briault@cc.lu

Rédactrice en Chef adjointe

Catherine Moisy — catherine.moisy@cc.lu

Rédaction

Fondation IDEA

Affaires économiques,
Chambre de Commerce

Affaires internationales,
Chambre de Commerce

Avis et Affaires juridiques,
Chambre de Commerce

Silicon Luxembourg

Stéphane Etienne

Metty Steinmetz

Clara Breme

Illustration de la couverture

Julie Wagener

Photographes

Laurent Antonelli
Emmanuel Claude
Pierre Guersing
Michel Zavagno
Charly Petit



Rédaction

Tél: (+352) 42 39 39 380
Fax: (+352) 43 83 26
E-mail: merkur@cc.lu
Internet: www.cc.lu

Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg

7, rue Alcide de Gasperi
L-2981 Luxembourg

Régie publicitaire

Regie.lu

31 rue de Hollerich
L-1741 Luxembourg
Tél: (+352) 4993 9000
E-mail: info@regie.lu
Internet: www.regie.lu

Communiqués de presse

merkur@cc.lu

Prochaine édition

25 janvier 2024

Direction Artistique et mise en page

lola.strategy&design

Tirage

34.000 exemplaires

regie.lu



Please Recycle

Finished reading this publication?
Archive it, pass it on or recycle it.



Les articles publiés et signés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas forcément l'opinion de la Chambre de Commerce, qui ne peut donner aucune garantie expresse ou implicite sur l'exactitude, l'exhaustivité, la véracité, l'actualité, la pertinence ou la fiabilité des informations figurant dans le Merkur.

© Copyright 2020 - Chambre de Commerce, tous droits réservés. Toute reproduction totale ou partielle est interdite et la propriété exclusive de la Chambre de Commerce. Si vous souhaitez obtenir des droits d'utilisation du contenu/de reproduction, contactez Luxembourg Organisation For Reproduction Rights, Luxorr: www.lord.lu



Ateliers
pour
Entrepreneurs

Boostez vos compétences digitales avec nos ateliers numériques

Plus d'informations et inscription



Grow with Google



HOUSE OF
TRAINING

PROS, LA FLEXIBILITÉ EST VOTRE QUOTIDIEN ? NOUS AUSSI

Nos conseillers se déplacent
chez vous pour vous proposer
un service au meilleur prix !

RDV SUR [TANGO.LU](https://www.tango.lu)
OU AU 27 777 377



Centrale téléphonique
à 9,90€/mois htva



Abonnements mobiles
pour l'international



Tango Fibre Bizz

tango))

([tango.lu](https://www.tango.lu))